هكذا من الأصل

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 13097 — 6 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — DIMANCHE 8-LUNDI 9 MARS 1987

La faillite du système malgache

Les émeutes qui ont éclaté le vendredi 6 mars à Tuléar, une ville située dans le sud-ouest de Madagascar, illustrent la profonde crise économique et sociale dans laquelle est plongée la Grande Ile. Les unes après les autres, les villes malgaches connaissent ces brusques flambées de violence : Tamatave en novembre dernier, Antsirabé le 26 février, aujourd'hui Tuléar. A chaque fois, la communauté indo-pakistanaise est la cible des émeutiers, comme si ses ressortissants, les « karana », étaient les boucs émissaires du mal-vivre malgache. A Tuléar aussi, les commerces et les résidences des « karana » ont été systématiquement pillés, et leurs propriétaires ont dû fuir en brousse.

Des causes à la fois historiques et conjoncturelles expliquent cette situation. La communauté indo-pakistanaise, forte d'environ vingt-cinq mille personnes, ne s'est jamais complètement intégrée au sein de la population malgache, contrairement aux immigrés chinois ou vietnamiens. Ayant choisi de rester apatrides ou d'adopter la nationalité française, ils ont eux-mêmes accentué cette « différence » qu'explique, pour l'essentiel, un statut social bien au-dessus de la moyenne. Souvent riches, ils monopolisent, avec les Chinois, le petit commerce, et ils sont très présents dans les circuits d'importation et de distribution du riz, ce sel de la terre malgache. Accusés d'être « sûrs d'eux et dominateurs », ils exacerbent souvent, par leur comportement, les frustrations du « petit peuple » malgache, victime d'un état de paupérisation croissant.

Pourtant, si les « karana » ont su profiter de la désorganisation et de la faillite du système économique « socialiste », notamment en rachetant des entreprises d'Etat déficitaires, ils ont aussi participé au développement de certaines villes et régions.

Par sa répétition, cette violence dirigée contre une seule communauté a des aspects de haine raciale. Elle est surtout profondément injuste, dans la mesure où ces révoltes populaires sont d'abord une condamnation des orientations économiques et politiques du régime du président Ratsiraka. Comme il serait dangereux d'attaquer celui-ci de front, la richesse ostensible des « karana » est un exutoire commode. Le « socialisme » malgache est en effet mis à nu. La bureaucratie, le centralisme, la corruption, ont eu raison des ambitions sociales de la « révolution » de 1972. Madagascar, ce grenier à riz de l'océan Indien, est obligé d'importer des dizaines de milliers de tonnes de riz et de blé. La famine s'étend dans le sud de l'île, et les grandes villes, notamment la capitale, Tananarive, offrent le spectacle pitoyable de groupes humains en proie à une misère absolue.

Le président Ratsiraka, obsédé par sa propre sécurité, s'est rallié, bien que très tard, à un certain pragmatisme : Madagascar, comme tant d'autres pays du continent africain, a dû, les caisses de l'Etat étant vides, en passer par les conditions du Fonds monétaire international, avec ce qu'un tel accord suppose de mesures d'austérité. Le processus est bien connu : endettement sans cesse accru, rééchelonnements successifs de la dette, coupes drastiques dans les dépenses à caractère social, dégradation du niveau de vie et, pour finir, révoltes populaires.

Les émeutes de Tuléar, comme celles de Tamatave, sont, fondamentalement, des révoltes contre un sous-développement issu des catastrophiques choix politiques et économiques du régime.

La perspective d'un accord sur les euromissiles

Washington évoque la possibilité d'un sommet Reagan-Gorbatchev

Les négociateurs soviétiques et américains à Genève se sont séparés jusqu'au 23 avril, sauf les diplomates chargés du dossier des euromissiles, qui vont mettre au point un projet de traité. Selon M. Vorontsov, le chef de la délégation soviétique, actuellement en visite à Paris, un traité pourrait être signé dès cet été. A Washington, on évoque la possibilité d'un nouveau sommet, aux Etats-Unis, entre M. Reagan et M. Gorbatchev.



WASHINGTON
de notre correspondant

Alors qu'était annoncée une visite, le mois prochain, de M. Shultz à Moscou, quatre hauts responsables américains au moins ont laissé entrevoir, vendredi 6 mars, la possibilité d'une nouvelle réunion au sommet, cet été, de MM. Reagan et Gorbatchev.

Tant l'orchestration de ces déclarations que l'annonce des prochains entretiens du secrétaire d'Etat et de M. Chevardnadze viennent s'insérer dans la stratégie de reprise de l'offensive politique développée à la Maison Blanche par M. Howard Baker depuis qu'il en a été nommé, il y a une semaine, secrétaire général.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

Le naufrage du ferry « Herald-of-Free-Enterprise »

Près de deux cents victimes dans la catastrophe de Zeebrugge

La catastrophe maritime dont a été victime vendredi soir 6 mars le car-ferry britannique « Herald-of-Free-Enterprise », à moins de 1 kilomètre du port de Zeebrugge, a fait, selon un bilan établi samedi en fin de matinée, 47 morts.

On comptait encore 147 disparus, pour lesquels il ne restait que très peu d'espoir. Le bâtiment transportait 543 personnes.

L'horreur à 1000 mètres de la côte

ZEEBRUGGE
de notre envoyé spécial

« Nous étions dans un salon du bateau. On ne sait pas ce qui s'est passé. Il n'y a pas eu le moindre bruit, pas la moindre explosion. Tout d'un coup le bateau a pris de la gîte sur la gauche, une minute plus tard nous étions dans l'eau, sur le flanc, c'était terrible. La lumière s'est éteinte. Les gosses ont crié, hurlé, c'était épouvantable, l'eau montait. On a grimpé sur des chaises pour échapper à la noyade. »

Voilà, racontée par un rescapé, la brève description de la catastrophe qui s'est produite vendredi 6 mars, aux alentours de 19 heures, à la sortie du port de Zeebrugge. Le car-ferry *Herald of-Free-Enterprise*, de la compagnie Townsend-Thoresen — la première compagnie maritime pour le trafic trans-Manche, — qui devait rallier Zeebrugge à Douvres, s'est échoué. Cinq cent quarante-trois personnes avaient pris place à bord du ferry. Celui-ci, d'une capacité maximale de mille trois cent cinquante places, avait été construit en 1980 et avait été récemment agrandi pour accroître sa capacité ; il était considéré comme l'un des plus perfectionnés du genre. A son bord, vendredi soir, avaient pris place une grande majorité de Britanniques qui se rendaient à Douvres : soldats des troupes anglaises en Allemagne fédérale qui allaient passer un week-end de permission chez eux, touristes partis le matin même d'Angleterre pour profiter des soldes alléchants offerts par les commerçants de la côte belge ; transporteurs routiers habitués du trajet.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(Lire la suite page 5.)

De Londres à Paris, la célébration d'un centenaire

Le Corbusier, bouc émissaire

1887 a donné à la France l'Institut Pasteur mais aussi des personnalités aussi diverses que Saint-John Perse, Louis Jouvet, Nadia Boulanger et Le Corbusier, né suisse mais rapidement naturalisé. Chacun d'eux aura son lot d'expositions, de films ou de colloques. Le Corbusier, cependant, devra attendre l'automne pour avoir droit à la manifestation de prestige que lui prépare le Centre Pompidou. Les Anglais, eux, sont les premiers.

L'exposition Le Corbusier qui vient de s'ouvrir à Londres sous les auspices de l'Arts Council a obtenu l'appui financier de près de cinquante mécènes ainsi que l'aide d'une douzaine d'écoles et d'agences d'architectes qui ont plus particulièrement contribué à la fabrication de maquettes. Un remarquable exemple qui a obtenu le prix du sponsorat attribué par le ministre des arts, prix doté de 25 000 livres (225 000 francs) qui sont venues s'ajouter aux 161 000 livres que les entreprises anglaises ont offertes pour cette manifestation.

Dans ce témoignage d'intérêt, un esprit logique verra une sorte de piété naturelle, il imaginera que l'Angleterre honore, sinon l'un de ses fils, du moins un bâtisseur dont les créations auront marqué son sol. Or il n'en est rien : Le Corbusier ne portait aucune affection particulière à la Perfide Albion, qui, elle-même, n'a jamais songé sérieusement à faire construire quoi que ce soit à l'architecte français, fût-il, circonstance atténuante, d'origine suisse. Le beau catalogue conçu pour accompagner l'une des plus brillantes réussites de l'Arts Council n'explique pas davantage un engouement qui pourrait donc passer pour de la francophilie.

On n'y trouve rien en tout cas où s'établisse une différence majeure entre la pensée anglaise et celle d'autres pays occidentaux : même enthousiasme que partout, avant et surtout après guerre, comme le montreront par exemple les œuvres de Sir Basil Spence ; même rejet brutal, mêmes vociférations contre celui qui, dès les années 70, peu après sa mort en 1965, va personnaliser les dérives totalitaires de l'urbanisme, les excès du béton, les aberrations du logement social, les mouvements sociaux des grands ensembles et, pour nous résumer, ce qu'il est désormais convenu d'appeler les « erreurs du mouvement moderne ». Car celui que beaucoup continuent d'estimer comme le plus grand architecte du vingtième siècle est aussi le plus formidable bouc émissaire de la culture occidentale. Lourde responsabilité.

Non, l'intérêt anglais pour Le Corbusier n'a pas de raisons évidentes, à part la passion ou l'intelligence de quelques conservateurs (de musée) et de quelques historiens de l'architecture. Et comme une exposition d'une telle ampleur se prépare au moins un ou deux ans à l'avance, il nous faut naturellement soupçonner une certaine légèreté française : l'ensemble du Centre Pompidou est loin d'être prêt. Heureusement, comme la Hayward Gallery, il bénéficiera des formidables collections de la Fondation Le Corbusier, ce qui simplifie le problème, et... du travail des Anglais, puisque plusieurs de ces maquettes sont d'ores et déjà convoitées et seront vraisemblablement prêtées.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(Lire la suite page 13.)

La réception de Jacques Laurent

« Les Bêtises » à l'Académie

M. Jacques Laurent a été reçu à l'Académie française le jeudi 5 mars. Prononçant l'éloge de Fernand Braudel, *« souverain de l'histoire contemporaine »*, l'auteur des *Bêtises* a trouvé dans les méthodes de son prédécesseur au quinzième fauteuil la matière d'un véritable cours magistral.

Il a ainsi ressuscité à son tour — puisque, selon Fernand Braudel, *« aimer, c'est ressusciter »* — le théoricien du *« temps court »*, le bâtisseur de colossales synthèses, qui préfère la continuité aux ruptures, pour qui *« le présent est fait de 90 % du passé »*.

Le nouvel académicien a prouvé ainsi qu'il savait passer du plaisant au sévère et qu'il n'avait pas peur d'être pris pour un auteur sérieux.

(Lire pages 9 à 12 le discours du récipiendaire et la réponse de M. Michel Déon.)

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 $; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 170 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 13 cs. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 8 mars. – *Budapest :* visite de Sir Geoffrey Howe, secr. Foreign Office.

Lundi 9 mars. – *Paris :* visite du secrétaire britannique à la défense (jusqu'au 10) ; *Bruxelles :* réunion des ministres des finances et de l'agriculture de la CEE.

Mardi 10 mars. – *Dublin :* réunion du Parlement ; *Prague :* jugement de sept responsables de la section de Jazz.

Mercredi 11 mars. – *Georgetown :* conférence ministérielle des non-alignés (jusqu'au 12) ; *Libreville :* élections législatives et présidentielle ; *Bonn :* réélection du chancelier Kohl par le Bundestag.

Jeudi 12 mars. – *Bruxelles :* la cour de justice de la CEE tranche sur la querelle de la bière allemande.

Vendredi 13 mars. – *Bruxelles :* réunion des ministres de l'environnement de la CEE.

Samedi 14 mars. – Voyage de Jacques Chirac au Cameroun et au Sénégal (jusqu'au 15 mars).

Dimanche 15 mars. – *Helsinki :* élections législatives (jusqu'au 16).

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

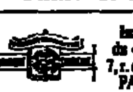
Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.



Le Monde PUBLICITE SA
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F



Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX°



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

ABONNEMENTS
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th Street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.M.C., 45-45 39 th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Il y a cinq ans

M. Mitterrand en finissait avec les « prudences » françaises à l'égard d'Israël

TRÈS vite, après son élection à la présidence de la République, M. Mitterrand avait fait état – à l'étonnement de ses collaborateurs – de sa *volonté de rompre avec les prudences,* voire les hypocrisies, de ses prédécesseurs et d'être le premier chef d'Etat français à se rendre en visite officielle en Israël. Il voulait même que ce déplacement fût son premier voyage à l'étranger. Mais en décidant, quelques semaines après l'entrée de M. Mitterrand à l'Elysée, de détruire la *centrale nucléaire* de Tamuz, en Irak, construite avec l'aide de la France, M. Begin rendit inévitable un report du voyage. M. Mitterrand le regretta manifestement, mais il jugea n'avoir pas le choix et expliqua dans une interview accordée au *Washington Post* : « *Nous critiquons l'action des dirigeants israéliens, mais nous ne demandons pas de sanctions contre le peuple.* »

L'annexion du Golan décrétée par Israël à la fin de 1981 et un raid aérien particulièrement meurtrier effectué par Israël contre un quartier de Beyrouth devaient encore contraindre M. Mitterrand, qui était allé entre-temps en Arabie saoudite, à retarder sa venue à Jérusalem. La plupart de ses conseillers lui suggérèrent *alors de reporter sa venue au-delà du* 25 avril 1982, date à laquelle Israël devait avoir évacué le Sinaï. Mais le président de la République, sans doute soucieux de ne pas lier son geste à un événement ponctuel et de ne pas apparaître comme un médiateur mais comme un ami d'Israël, décida de n'en rien faire et de partir tout de même pour Jérusalem, qui était descendue dans la rue au soir du 10 mai pour saluer sa victoire sur M. Giscard d'Estaing.

C'est un Menahem Begin encore plus fluet et fatigué que d'habitude, immobilisé dans son fauteuil de malade, qui tente de faire bonne figure à l'aéroport Ben-Gourion, lorsque le président Mitterrand débarque le 3 mars, sous une pluie battante, accompagné notamment de la bête noire des Israéliens, Claude Cheysson, « *coupable* » d'avoir rencontré Yasser Arafat au mois d'août précédent, à Beyrouth, et d'avoir assimilé la lutte des Palestiniens à celle de la Résistance française sous l'Occupation. Mais il y a aussi MM. Jacques Delors, alors ministre de l'économie et des finances, Jack Lang, ministre de la culture, Pierre Bérégovoy, qui est encore secrétaire général de l'Elysée, Jacques Attali, Claude Lanzmann...

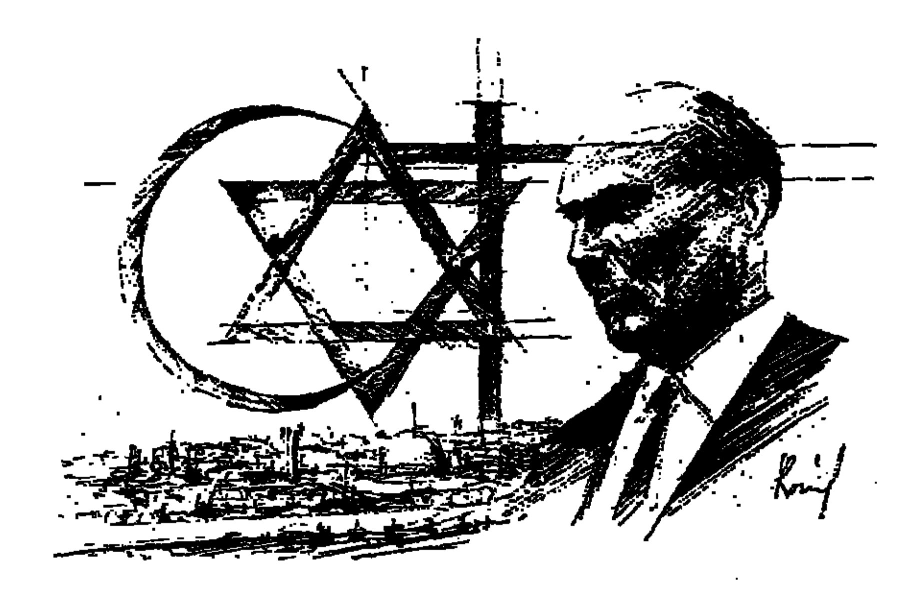
« Un ami fidèle à la parole donnée »

D'entrée de jeu, il apparaît que M. Begin ne fera aucune concession à son hôte, même s'il lui souhaite la bienvenue « *du fond du cœur car vous n'êtes pas un étranger, vous êtes à nos yeux un véritable ami, fidèle à ses principes et à la parole donnée* ». Le chef du gouvernement profite de ce premier contact pour rappeler à M. Mitterrand combien le principe de l'évacuation du Sinaï a suscité de discussions « orageuses » en Israël, car « *c'est un sacrifice* ». Sous-entendu : n'en attendez pas d'autres pour l'instant si vous voulez que « *se dissipent finalement les nuages qui ont parfois obscurci les relations entre nos deux pays* », surtout depuis 1967, date du fameux – et scandaleux en Israël – mot du général de Gaulle à propos du « *peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur* ».

Dans sa réponse, le président de la République donne un avant-goût du discours qu'il va prononcer le lendemain à la Knesset puisqu'il affirme, faisant allusion au sort des Palestiniens, que « *nul d'entre nous ne pourra se dire satisfait tant que des peuples qui souffrent encore de conflits prolongés une génération durant et davantage n'auront pas la paix et la pleine dignité* ». Maniant l'euphémisme, il conclut : « *Nous avons, je le crois, quelque chose à nous dire. Ma visite contribuera je l'espère à revivifier les sentiments d'amitié et de considération que se portent le peuple français et le peuple israélien, renouveau durable, et, s'il ne tient qu'à moi et à mon pays, irréversible.* »

Sur ces bonnes paroles, le cortège se met en route vers Jérusalem, protégé par des mesures de sécurité intenses, pour s'arrêter quelques minutes à l'entrée de la ville, où deux rabbins – un ashkenaze et un séfarade – offrent au chef de l'Etat français le pain, le vin et le sel traditionnels avant qu'il ne soit pris en charge par le chaleureux et bourru Teddy Kollek, maire de Jérusalem, qui a su malgré toutes les embûches préserver une certaine coexistence dans la cité divisée. M. Kollek *regrette, manifestement* plus pour la forme que par totale conviction, que M. Mitterrand se soit interdit de visiter la partie est de Jérusalem ainsi d'ailleurs que les territoires occupés.

Son visiteur noie ces regrets dans une envolée lyrique : « *Quelle cité*, s'exclame-t-il. *Un haut lieu de la spiritualité des hommes, le lieu sacré de trois religions, la ville au nom de paix, d'une paix qui encore inlassablement doit se construire.* » Tout le monde, ici, sait bien que M. Mitterrand est hostile à l'idée d'une nouvelle division de Jérusalem et que son cœur penche en faveur d'un statut qui puisse préserver l'unité de la ville...



Mais cette première journée officielle de M. Mitterrand en Israël n'est pas finie, loin de là ; il doit faire maintenant une brève halte au célèbre King David, le vieil hôtel de style victorien où il réside, passer saluer protocolairement le président Navon et son épouse (ancienne miss Israël), avoir un premier tête-à-tête « têtu » avec M. Begin et se rendre à la Knesset pour le dîner offert en son honneur par les dirigeants du pays.

Etrange spectacle, que cet interminable dîner, précédé par les centaines de poignées de main indispensables ! Mais un air *de fête*, de retrouvailles, passe vraiment sur l'assistance pendant qu'elle grignote le foie gras « *façon Périgord* », mais casher cent pour cent et originaire de Galilée. Même M. Begin, toujours dans son fauteuil roulant et inquiet pour la santé de sa femme, hospitalisée depuis plusieurs jours, retrouve un soupçon d'humour tandis que M. Mitterrand, s'écartant des sujets brûlants, s'étend sur ses rapports avec le judaïsme. « *Juifs, nous ne le sommes pas, et pourtant cette histoire est un peu la nôtre (...). Formé comme je l'ai été, comment n'aurais-je pas reçu au cœur le drame du peuple juif marqué du signe du malheur et du signe de l'espérance qui le distinguaient à mes yeux ?* »

Mais M. Mitterrand profite aussi de l'occasion pour délivrer l'essentiel de son message, qui lève une hypothèse ambiguë vieille de plus de dix ans : « *Que nous ne soyons pas d'accord en toute chose, c'est évident*, lance-t-il, *mais vous n'êtes pas en question en tant qu'Etat, en tant qu'Israël.* » Autrement dit : nous n'avons certainement pas les mêmes idées que vous sur le problème israélo-arabe, mais nous ne chicanerons jamais le droit à l'existence d'Israël ni, surtout, son droit à avoir les moyens d'exister.

Le lendemain matin de cette épuisante première journée est consacré à la visite rituelle du *mémorial* de Yad Vashem, voué au culte des victimes de l'Holocauste, puis au discours devant la Knesset. Un discours longuement travaillé, repris et corrigé, dont les journalistes auront le plus grand mal à obtenir un texte à l'avance. Mais ils ont déjà l'habitude des manies épistolaires du président, qui ne peut pas s'empêcher de remanier un texte jusqu'à la dernière minute, quitte à improviser au dernier moment !

Que veut dire M. Mitterrand ? Il développe en fait ses petites phrases de la veille au soir. « *Oui, le peuple français est l'ami du peuple d'Israël et il a vibré lors de la création de l'Etat d'Israël. L'Holocauste est dans son esprit indissociable de votre renaissance. Désormais, Israël vit, et nous, la France, nous ne ménagerons plus guère nos efforts pour que son droit à l'existence soit universellement admis sans équivoque et pour que soit reconnu du même coup son droit à obtenir les moyens de cette existence.* »

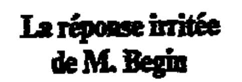
Ayant de nouveau bien défini le but essentiel de sa visite – en finir avec les arrière-pensées de tout genre – le président de la République en arrive à une autocritique à dimension variable : « *Nos discours, qui se nourrissaient de plus en plus d'aimables références au passé, finissaient par ressembler à des tics de langage ou à des clauses de style. Nous nous abritions derrière notre amitié tout en faisant semblant de ne plus nous comprendre, bref il devenait urgent de parler au présent, ce que je fais maintenant.* »

« Le moment venu » un État, pour les Palestiniens comme pour les autres

Première assurance : la France ne cherche pas à se substituer aux peuples intéressés, ne cherche pas à donner de leçons ou à distribuer du blâme et de l'éloge, ne se pose ni en arbitre ni en médiateur.

Cela dit, M. Mitterrand demande néanmoins qu'on l'écoute. Ne serait-ce que pour quatre raisons, qui devraient rassurer son auditoire : n'a-t-il pas, en 1947, plaidé au sein du gouvernement français en faveur de l'asile pour les « naufragés » de l'*Exodus* ? N'a-t-il pas, en 1979, approuvé les accords de Camp David ? N'a-t-il pas, en 1980, lors du sommet des puissances industrialisées réuni à Venise, réaffirmé son soutien aux accords de Camp David et pris ses distances à l'égard d'une négociation globale ? N'a-t-il pas enfin, dès 1981, suspendu le boycottage commercial qui frappait Israël ?

Moyennant quoi, le président de la République lâche le grand mot qui va très vite susciter une réponse irritée de M. Begin. « *Pourquoi ai-je souhaité que les habitants arabes de Cisjordanie et de Gaza disposent d'une patrie ? Parce qu'on ne peut demander à quiconque de renoncer à son identité ni de répondre à sa place. Il appartient aux Palestiniens comme aux autres, de quelque origine qu'ils soient, de décider eux-mêmes de leur sort à l'unique condition qu'ils inscrivent leur droit dans le respect du droit des autres, dans le respect de la loi internationale et dans le dialogue substitué à la violence. (...) Je n'ai pas plus qu'un autre à trancher qui représente ce peuple et qui ne le représente pas. Comment l'OLP, par exemple, qui parle au nom des combattants, peut-elle espérer s'asseoir à la table des négociations tant qu'elle déniera le principal : et le droit d'exister et les moyens de sa sécurité à Israël ? (...) Le dialogue suppose que chaque partie puisse aller jusqu'au bout de son droit, ce qui, pour les Palestiniens comme pour les autres, peut, le moment venu, signifier un Etat.* »



La réponse irritée de M. Begin

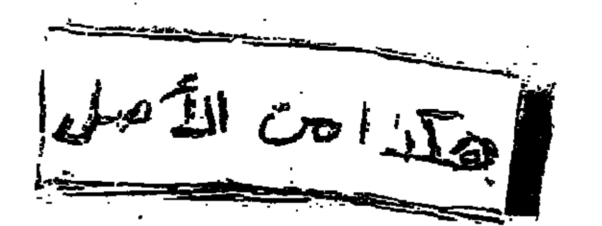
La réponse de M. Begin sera plus brève, mais empreinte d'une ironie amère. C'est encore M. Cheysson qui va servir de punching-ball au premier ministre israélien. « *Le principal obstacle à l'amitié profonde de la France et d'Israël*, dit-il, *est le soutien de la France au principe d'un Etat palestinien. Voici que Son Excellence Claude Cheysson, chef de la diplomatie française, se rend dans l'un des pays les plus démocratiques de la terre, le plus éclairé, Abou-Dhabi. Puis dans un des pays les plus avides de paix du monde, l'Irak. Et c'est là-bas que Son Excellence déclare qu'en Judée-Samarie et à Gaza il faut créer un Etat palestinien. (...) Vous savez parfaitement ce qui est écrit dans le document nommé Charte palestinienne, que l'on peut tout à fait désigner comme une édition arabe de* Mein Kampf. »

Cette journée – historique – se termina par un nouveau et mémorable dîner, offert cette foi-ci par M. Mitterrand à l'hôtel King David, celui-là même que le groupe terroriste commandé par M. Begin avait fait sauter sous le mandat britannique. Mémorable, parce que, au milieu d'un repas somme toute bon enfant, M. Begin fut pris d'un malaise et dut être transporté dans une chambre de l'établissement où les médecins le maintinrent jusqu'au lendemain. Juste avant le dîner, il faut le préciser, le premier ministre avait donné de concert avec M. Mitterrand une conférence de presse particulièrement animée, chacun bien sûr restant sur ses positions.

La dernière journée du voyage, le vendredi 5, fut consacrée à une visite éclair à Saint-Jean-d'Acre et à la traditionnelle réception par le président de la République de la communauté française à l'ambassade de Tel-Aviv. Avant de quitter cette terre où il était maintes fois venu à titre personnel, M. Mitterrand, tirant des conclusions sans illusions, affirmait : « *Il ne peut y avoir satisfaction ou insatisfaction. Le seul fait nouveau, mais il est considérable, c'est que j'ai dit à la Knesset la même chose qu'à Alger et qu'en Arabie saoudite. Croyez-moi, c'est plutôt délicat de parler des Palestiniens à la Knesset, mais quand je suis à Alger et que je parle des Israéliens, c'est aussi délicat.* »

Les événements ont montré que le président de la République n'avait pas tort. Lui-même a passablement adapté depuis son analyse aux réalités nouvelles, reconnaissant implicitement que le processus de Camp David débouchait peut-être sur une impasse, se ralliant du bout des lèvres à l'idée d'un forum international. Il n'empêche : sa visite en Israël a levé un tabou dans le monde politique français, puisque tous les principaux dirigeants politiques s'y sont précipités depuis, à commencer par M. Giscard d'Estaing. Elle n'a pas non plus entraîné une rupture entre Paris et les principales capitales arabes, comme l'avaient prédit bon nombre d'experts. De ce point de vue, elle reste aussi importante que la mise entre parenthèses d'Israël par de Gaulle en 1967.

JACQUES AMALRIC.



هكذا من الأصل

Etranger

Les perspectives d'accord sur les euromissiles

La visite à Paris du chef de la délégation soviétique à Genève

Un traité devrait être signé cet été
estime M. Vorontsov

Le premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Iouli Vorontsov, est arrivé le vendredi 6 mars à Paris, où il a aussitôt donné une conférence de presse à l'ambassade. Il doit regagner Moscou vers le milieu de la semaine prochaine, après ses entretiens avec les dirigeants français.

M. Vorontsov rayonne d'optimisme. Venu pour consultation à Paris – où il doit rencontrer le ministre des affaires étrangères, M. Raimond, le premier ministre, M. Chirac, et peut-être le président Mitterrand, – le chef de la délégation soviétique aux négociations de Genève a donné pour pratiquement acquis un accord sur le retrait total des forces nucléaires intermédiaires (FNI) : SS-20 de l'URSS, Pershing et missiles de croisière américains. Les experts ont encore du pain sur la planche, car le « travail technique » est d'autant plus complexe que jamais encore on ne s'était entendu sur *« la liquidation d'une telle quantité d'armes aussi puissantes »*.

Car il s'agit bien de la *« destruction »* – à commencer par celle des ogives nucléaires – des engins concernés. Où sera située la zone d'engins conservés de part et d'autre ? Côté soviétique, à l'est de l'Oural ; côté américain, c'est encore à discuter. Des problèmes de vérification ? L'URSS est plus exigeante sur ce terrain que les Etats-Unis, qui devront faire approuver une législation autorisant l'inspection des sites éventuellement situés à l'intérieur de propriétés privées. Pas de problème de ce côté-là en Union soviétique. En toute hypothèse, il faut aller vite. Les dernières mises au point ne doivent pas prendre *« plus de trois à quatre mois »*, afin qu'un accord en bonne et due forme soit prêt à être signé *« dès l'été »*.

Quand l'URSS a-t-elle accepté le principe d'un tel accord sur les FNI ? *« Mais à Reykjavik... »* Pas tout à fait puisque, après Reykjavik, les Soviétiques refusaient de conclure sur autre chose que sur un « paquet » incluant les forces nucléaires stratégiques et surtout de sévères restrictions sur les recherches américaines en matière de « guerre des étoiles ». Qu'est-ce qui a changé depuis ? M. Vorontsov conteste qu'il y ait eu *« changement »*. Il consent pourtant à dire qu'il y avait un *« danger à laisser les choses traîner en longueur »*. Un accord sur les FNI pouvait se révéler *« un stimulant pour des négociations dans d'autres domaines »*. Il fallait bien *« commencer par un bout »*.

Les forces française et britannique

Aussi bien, les choses se présentent sous des auspices moins favorables dans ces *« autres domaines »* : engins nucléaires à courte portée, systèmes centraux (force stratégique), armements chimiques et classiques et, bien entendu, armements de l'espace, à propos desquels on tourne principalement autour du problème d'une *« consolidation du traité ABM »*. Le négociateur soviétique a le sentiment que ses interlocuteurs américains *« ne savent pas très bien ce qu'ils veulent »*, mais il espère que l'on pourra aller de l'avant *« début avril à Genève »*. Quant à nous, insiste-t-il, *« nous sommes prêts à des négociations sérieuses, cela dépend des Etats-Unis »*.

Interrogé à plusieurs reprises sur la prise en compte des forces nucléaires française et britannique, M. Vorontsov apporte plusieurs précisions inédites :

1) Ces forces restent totalement en dehors de l'accord préparé sur les FNI. Le diplomate soviétique prend note avec satisfaction que telle est bien d'ailleurs l'interprétation du président et du premier ministre français. Il préfère *« s'abstenir de critiquer »* le point de vue du ministre de la défense, M. Giraud, qui a parlé d'un « Munich ». *« Il est temps,* dit-il seulement, *que nous réalisions la nécessité de vivre sans la bombe, de nous dégager de la psychologie de la bombe. »*

2) S'agissant des armes nucléaires tactiques de la France et de la Grande-Bretagne, il sera difficile de ne pas les prendre en compte, dans le cadre de la négociation sur la réduction – et l'éventuelle élimination – des engins nucléaires à courte portée (moins de 1 000 kilomètres) soviétiques et américains en Europe

3) Enfin, les forces stratégiques française et britannique, assimilées au « système zéro », n'entreraient pas dans la négociation d'une réduction de 50 % des forces stratégiques soviétiques et américaines (envisagée par M. Gorbatchev en janvier 1986 dans un délai de cinq ans). En revanche, elles ne sauraient rester à l'écart de la deuxième phase de cette négociation, visant à l'élimination totale des forces nucléaires en Europe.

M. Vorontsov, parfaitement *« serein et tranquille »* suivant sa propre expression, rappelle que l'objectif fixé par M. Gorbatchev est celui d'un monde totalement dénucléarisé en l'an 2000. Il faut, admet-il, tenir compte du *« facteur psychologique »*. Mais ce délai de treize ans est, à son avis, *« amplement suffisant pour changer les mentalités »*.

ALAIN JACOB.

Bien que la session soit officiellement terminée

La négociation sur les armes nucléaires à moyenne portée va se poursuivre à Genève

La septième session des négociations américano-soviétiques sur le désarmement a pris fin vendredi 6 mars à Genève, mais le groupe *ad hoc* sur les euromissiles (FNI) poursuivra ses discussions avec, cette fois, des chances raisonnables d'aboutir.

Selon un communiqué américain, la huitième session de la négociation globale, qui comporte trois volets (armes stratégiques, armes spatiales et FNI), commencera le 23 avril. Le groupe de travail sur les euromissiles poursuivra, quant à lui, ses délibérations pendant un certain temps, *« plusieurs semaines »*, selon M. Vorontsov, qui a précisé qu'il s'agissait maintenant de commencer la rédaction d'un projet de traité commun.

D'autre part, un porte-parole soviétique à Genève a précisé à l'AFP que Moscou ne refuserait pas de discuter des missiles à courte portée (SS-12 ou SS-22 et SS-23) en liaison avec les FNI, une condition qui était explicitement posée par les Américains.

A Washington, M. Michel Perle, secrétaire adjoint à la défense, a laissé entendre que les Etats-Unis pourraient exiger des mesures moins sévères sur la vérification d'un accord de désarmement nucléaire en Europe si Moscou acceptait une élimination totale des missiles à portée intermédiaire. Sur la base des négociations du sommet de Reykjavik d'octobre dernier, les deux superpuissances retireraient d'Europe leurs euromissiles et en conserveraient seulement aux Etats-Unis et en Union soviétique un nombre limité équipés d'un maximum de cent têtes nucléaires. *« Si nous pouvions nous mettre d'accord sur l'élimination de ces cent derniers, (...) il serait beaucoup plus difficile aux Soviétiques de tricher et nous pourrions nous permettre une vue plus détendue sur les mesures en matière de vérification »*, a affirmé M. Perle.

A Londres, le Foreign Office a fait savoir qu'il *« soutenait sans réserve »* la ligne adoptée par Washington dans les négociations. De même, le gouvernement belge a officiellement réaffirmé, vendredi, son objectif d'aboutir à *« une option zéro-zéro »* sur les euromissiles et a indiqué qu'il *« aiderait à prendre les mesures nécessaires à cet effet »*.

Le gouvernement belge *« confirme l'option zéro-zéro, étudiera attentivement les propositions concrètes de Genève »* et *« se prononce en faveur d'un accord par lequel les missiles de croisière et les Pershing pourraient être éloignés d'Europe »*, indique un communiqué officiel. Après avoir lu ce texte, M. Martens a précisé que la Belgique *« insiste également sur des négociations sur les missiles à courte portée et sur les armes chimiques »*.

Enfin, on annonce à Bonn que M. Honecker, chef du PC et de l'Etat est-allemand, a envoyé une lettre au chancelier Kohl concernant les discussions sur le démantèlement des euromissiles. Dans cette lettre, selon *Die Welt*, M. Honecker indique que les responsables est-allemands sont d'accord pour un démantèlement des missiles à plus courte portée stationnés en RDA dès qu'un accord sur les euromissiles sera intervenu entre Soviétiques et Américains. – *(AFP.)*

Washington évoque la possibilité d'un sommet Reagan-Gorbatchev

(Suite de la première page.)

Ces perspectives ne sauraient, bien au contraire, être sous-estimées du seul fait que M. Reagan a intérêt à braquer les projecteurs dessus ; d'ordinaire très sceptique sur les éclaircies dans le domaine du contrôle des armements, dont il n'aime guère le principe même, le secrétaire à la défense, M. Weinberger, a ainsi estimé, vendredi aussi, que *« les Soviétiques veulent et ont besoin d'un accord »* et qu'il *« devrait être possible d'en obtenir un bon »*. M. Weinberger a insisté dans cette déclaration sur la nécessité de faire admettre aux Soviétiques de strictes possibilités de vérification, mais même ce point est de moins en moins considéré à Washington comme un obstacle réel, alors qu'au début de la semaine encore on considérait généralement qu'il ferait difficulté.

En déclarant à Paris, vendredi toujours, que cette question de la vérification serait résolue sur la base de la « réciprocité », le chef de la délégation soviétique aux négociations de Genève, M. Vorontsov, vient d'ailleurs de laisser entendre que les conditions américaines de contrôle sur place ne seraient pas forcément rejetées – en admettant qu'elles soient maintenues malgré les réticences qu'elles suscitent dans les états-majors occidentaux.

Après que M. Reagan se fut déclaré, jeudi, *« plus optimiste que jamais »* sur les chances d'accord, maintenant que M. Gorbatchev ne lie plus le dossier des euromissiles à celui de la « guerre des étoiles », le directeur de l'Agence pour le contrôle des armements, M. Adelman, a déclaré qu'il *« ne serait pas surpris »* si un sommet avait lieu cet été. Parallèlement, un autre haut fonctionnaire, anonyme celui-ci, confirmait les rumeurs sur la visite de M. Shultz à Moscou, en livrait les dates (du 13 au 16 avril) et indiquait que l'ordre du jour porterait non seulement sur le désarmement mais aussi sur l'éventuelle organisation d'un nouveau sommet.

C'est ensuite le conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale qui est venu lire aux correspondants à la Maison Blanche un communiqué présidentiel : *« Je suis décidé à maintenir l'élan que nous avons créé (...). J'espère que ces discussions* [de Moscou] *déboucheront sur des recommandations adressées tant à moi qu'au secrétaire général, M. Gorbatchev, et que nous pourrons aller de l'avant dans tous les aspects de nos relations, y compris les négociations de Genève. »*

Est-ce à dire qu'on en est déjà à préparer des avancées vers des compromis sur les armes stratégiques et l'initiative de défense stratégique ? Ce n'est pas clair, mais, en revanche, M. Carlucci répond volontiers que, oui, un sommet est envisageable : *« S'il y a des progrès – et les développements ont l'air prometteurs, cela devrait certainement être une possibilité. »*

Les premiers pas de M. Baker

Dernier, mais non le moindre, à entrer en piste : M. Baker. *« Je pense,* a-t-il déclaré, *que les développements sur le traité FNI sont extraordinairement importants,* [car] *ils montrent du mouvement, un désir de la part des Soviétiques de traiter avec ce gouvernement et avec ce président, et cela augure bien des mesures futures sur le désarmement. »* Un sommet Reagan-Gorbatchev ? *« Un de ces jours »*, possible, répond-il en précisant qu'il *« espère que oui »* et que les euromissiles constituent *« une étape, un premier pas »* et que tel est aussi l'avis du président.

M. Reagan, parti en week-end à sa résidence de Camp David, n'a pas eu l'occasion de confirmer, mais M. Baker, bien accueilli, vendredi dernier, par l'ensemble du monde politique, est en passe de devenir une sorte de héros à Washington tant ses premiers pas font l'unanimité.

Les démocrates lui savent gré de marteler chaque jour sa volonté de dialoguer avec le Congrès, dont ils contrôlent les deux Chambres. Les républicains commencent à le considérer comme le sauveur tombé du ciel, car il a réussi à donner le sentiment qu'il se passait à nouveau quelque chose à la Maison Blanche, et la cote de popularité de M. Reagan est remontée d'une dizaine de points depuis son discours de mercredi dernier. La presse n'est, quant à elle, pas en reste d'appréciations flatteuses, car ce redressement, en si peu de jours, est effectivement spectaculaire.

Les seuls à ne pas applaudir sont, en conséquence, les néo-conservateurs, les propres amis idéologiques de M. Reagan, qui ont le sentiment d'avoir désormais perdu la partie au profit d'un nouvel entourage présidentiel dominé par des centristes. Prudent, M. Baker ne cesse de répéter que ce n'est pas lui qui décide et qu'il n'est pas le président.

« Je suis le secrétaire général de Ronald Reagan, et sa politique est ma politique », a-t-il encore dit, vendredi, sans apparemment percevoir la savoureuse ambiguïté de la formule. M. Reagan est remonté dans les sondages – ce qui est bien le moins pour un homme qui réapparaît après trois mois d'absence, – mais il n'a plus d'autre politique possible que celle de la modération : celle de M. Baker qui est devenue la sienne.

BERNARD GUETTA.

Peut-on faire confiance à M. Reagan ?
se demande la « Pravda »

Moscou (AFP). – *« Peut-on faire confiance au gouvernement américain, et plus particulièrement au président ? »*, s'interroge, vendredi 6 mars, la *Pravda* dans un commentaire sur l'« Irangate ».

L'organe du PC soviétique se pose également la question de *l'« aptitude »* du chef de l'exécutif américain à assumer ses fonctions : *« Comment peut-on diriger un pays sans même savoir ce que font* [vos] *conseillers les plus proches ? »*

Revenant sur le discours prononcé mercredi par M. Reagan, la *Pravda* écrit que cette intervention *« non seulement n'a pas clarifié la situation mais l'a encore plus embrouillée »*. Dès lors, conclut le quotidien, *« le scandale va se poursuivre »*.

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, avait affirmé jeudi à propos de l'« Irangate » que l'URSS refusait de s'ingérer dans les *« affaires intérieures des Etats-Unis »*.

M. Giraud affirme son accord avec M. Chirac

Les propositions de M. Mikhaïl Gorbatchev sur les euromissiles continuent de susciter des polémiques au sein de la droite française. Les barristes, comme Mme Simone Veil et M. Charles Millon, recommandent la plus grande vigilance. L'un et l'autre ont, le vendredi 6 mars, apporté leur soutien aux réserves de M. André Giraud, ministre de la défense. Toutefois, ce dernier a affirmé que sa position est *« parfaitement conforme à celle de son premier ministre »*. Il est vrai que l'Hôtel Matignon, dès jeudi, et que M. Jacques Chirac, vendredi, n'avaient eu de cesse d'assurer qu'aucune divergence n'existe entre le ministre de la défense et le chef du gouvernement. Le premier ministre a reçu le ministre de la défense vendredi matin à l'Hôtel de Ville. C'est au terme de cet entretien que M. Giraud a assuré qu'il était totalement solidaire de M. Chirac.

MOI, JE SUIS D'ACCORD AVEC TOUT LE MONDE !

PANCHO

M. André Giraud, ministre de la défense, n'a pas confirmé, vendredi 6 mars, au micro d'Europe 1, avoir parlé des risques d'un *« Munich européen »* au conseil des ministres du 4 mars. *« La position de la France a justement pour objectif d'éviter tout ce qui pourrait y ressembler »*, a-t-il dit avant d'affirmer que *« contrairement à certaines interprétations,* [sa] *position était parfaitement conforme à celle du premier ministre. Il y a une position unique des pouvoirs publics sur ce problème important et il est important de le dire »*. M. Giraud a ajouté : *« La France a toujours dit qu'elle était favorable à la paix et, par conséquent, une initiative de désarmement est toujours intéressante à considérer.*

» La France considère que les négociations en cours entre les Etats-Unis et l'URSS ne sauraient en aucune façon concerner ses propres forces stratégiques. Il importe de tout faire pour que l'Europe affirme son unité de vues. Il conviendra évidemment que toute réduction soit équilibrée, simultanée et contrôlée. De plus, un accord devrait être lié à la négociation, portant sur les armes à très courte portée. »

La tournée en Asie du ministre des affaires étrangères

Une alerte à la bombe contraint M. Raimond à modifier son itinéraire

M. Jean-Bernard Raimond a quitté New-Delhi, samedi 7 mars, pour Tokyo, seconde étape de sa première tournée en Asie, avec plusieurs heures de retard sur l'horaire prévu à la suite d'une alerte à la bombe qui semble l'avoir visé à Bangkok, où il devait initialement faire escale. Selon des sources informées à New-Delhi, un correspondant anonyme a téléphoné à l'ambassade de France en Thaïlande, dans la soirée de vendredi, afin de la prévenir qu'un attentat serait commis contre *« une personnalité française de passage à Bangkok »*. Ces mêmes sources estiment que la menace pourrait être liée à la condamnation à la détention perpétuelle de Georges Ibrahim Abdallah la semaine dernière, bien que le correspondant anonyme se soit gardé de toute précision.

Les responsables de la sécurité ont préféré que M. Raimond ne monte pas à bord de l'avion d'Air India qui devait le conduire de New-Delhi à Tokyo via Bangkok, et le ministre a attendu un avion d'Air France effectuant la liaison directe vers Tokyo samedi. Il devait arriver en fin de journée dans la capitale japonaise où les entretiens prévus pour samedi ont été repoussés à dimanche.

Le gouvernement français s'efforce de rassurer l'Inde sur la poursuite des relations bilatérales

NEW-DELHI
de notre correspondant

Aucune des divergences profondes existant entre la France et l'Inde sur plusieurs grandes questions internationales comme la crise cambodgienne ou la politique nucléaire de Paris dans le Pacifique sud n'a été jugée suffisamment importante par M. Jean-Bernard Raimond ou ses interlocuteurs indiens pour projeter une ombre, même minime, sur des relations bilatérales qu'on veut, de part et d'autre, préserver. En fait, tout s'est passé comme si l'on s'était attaché à éviter ces sujets.

M. Raimond, dressant vendredi le bilan de sa visite de deux jours au cours d'une conférence de presse, a déclaré que son objectif était atteint, qui consistait à marquer *« la continuité de la politique française vis-à-vis de l'Inde »*, en y effectuant la première étape de sa première tournée en Asie. A la presse indienne qui s'inquiétait d'un éventuel revirement français après les bonnes relations établies sous le gouvernement socialiste, M. Raimond a répondu que sa présence dans la capitale indienne témoignait du contraire. La preuve, a-t-il annoncé : la France s'engagera pour une somme de 20 millions de francs dans l'Africa Fund, une organisation que l'Inde vient de créer avec plusieurs dizaines de pays, principalement non alignés, visant à aider les pays « de première ligne » africains à se sortir de l'emprise économique de l'Afrique du Sud.

Avec M. Rajiv Gandhi et ses autres interlocuteurs indiens, M. Raimond a passé en revue plusieurs contrats en cours de négociation, comme l'achat éventuel par l'Inde d'une centaine d'avions Alpha-jets à la firme Dassault, la deuxième tranche d'un contrat portant sur l'installation de centraux téléphoniques Alcatel, ainsi qu'un projet de barrage hydraulique au Cachemire. M. Raimond a dit avoir avancé des propositions *« intéressantes »* et avoir trouvé ses hôtes *« attentifs »* aux offres françaises.

Les responsables indiens ne se sont toutefois pas cachés en privé de leur profonde préoccupation, avec peut-être plus d'insistance qu'à l'ordinaire, à l'égard du déficit de leur commerce avec la France : 4,5 milliards de francs en 1986 pour un volume de 8,5 milliards dans les deux sens. Un déficit qui ne favorise pas les contrats que M. Raymond souhaitait pousser à la faveur de son séjour.

PATRICE CLAUDE.

Proche-Orient

LIBAN

M. Nabih Berri limoge trois des commandants d'Amal dans le Sud

La milice chiite Amal a annoncé, le vendredi 6 mars, la dissolution de son commandement au Liban sud et le limogeage de l'ancien président de son comité exécutif Hassan Hachem, qui avait été, dimanche dernier, à l'origine d'une tentative de scission. Deux autres commandants, Daoud Daoud et Mahmoud Fakih, ont été également démis de leurs fonctions.

M. Hassan Hachem avait pris la tête, dimanche dernier, d'une mini-révolte au Liban sud contre la direction des milices Amal présidée par M. Nabih Berri. La rébellion avait été matée après quarante-huit heures de violents combats au cours desquels sept personnes avaient été tuées. Il semble, toutefois, que les rebelles contrôlent toujours plusieurs villages situés dans la partie centrale du Liban sud. Les raisons de l'éviction de Daoud Daoud et de Mahmoud Fakih sont moins claires. Il est vrai que les deux commandants d'Amal avaient adopté une attitude de plus en plus indépendante de la direction de la milice chiite.

La revue *Al Shiraa*, bien informée des affaires chiites, affirme que la révolte conduite par Hassan Hachem était appuyée par les éléments pro-iraniens d'Amal et était devenue un *« défi permanent à l'autorité de M. Nabih Berri »*. L'Iran a ouvertement dénoncé la *« guerre des camps »*, et les dirigeants de Téhéran critiquent, en privé, M. Berri, qu'ils accusent d'avoir aligné la majorité des chiites libanais sur Damas au lieu de Téhéran. Hassan Hachem, pour sa part, a indiqué que sa révolte a été provoquée par l'incapacité de la direction d'Amal d'arrêter la vague d'assassinats dont ont été victimes récemment des personnalités chiites du Sud, une allusion apparente à l'assassinat de communistes chiites au cours des dernières semaines.

A Beyrouth, on apprenait, vendredi, de source officielle libanaise, qu'un nouveau « pacte national » était en train d'être mis au point à Damas entre les émissaires du président Amine Gemayel et les responsables syriens. *« Il s'agit de négociations en profondeur qui tiennent compte de l'intérêt général, et il ne peut donc être question de les aborder sous l'angle de concessions de telle ou telle partie. L'objectif est de mettre au point un pacte national basé sur l'intérêt de toute la nation, car aucun problème de peut être résolu dans le cadre d'intérêts politiques étroits »*, indiquait-on de même source. Le « pacte national » conclu en 1943, qui a donné naissance au Liban moderne, partage le pouvoir entre les différentes communautés de ce pays. Les musulmans, qui sont devenus majoritaires au fil des années, s'estiment lésés par ce système politique, dont ils souhaitent un réajustement dans un sens qui leur soit plus favorable. – *(UPI, AFP.)*

BIBLIOGRAPHIE

« Iran Irak », de Paul Balta

La guerre de Mésopotamie

Voici un livre bienvenu. Paul Balta, spécialiste du monde arabe et de l'islam et témoin de premier rang, nous présente enfin un tableau complet, objectif et clair des tristes complications du conflit qui oppose, depuis sept ans, l'Irak et l'Iran.

Non sept ans, dit-il, mais cinq mille : la Mésopotamie, en effet, était promise aux luttes millénaires. Les enlacements féconds du Tigre et de l'Euphrate font du lit de leurs ébats le Paradis terrestre, devenu paradis arabe : eau, soleil et jardins *sous les palmes*. *Fécondité nouvelle*, le pétrole prolonge dans les temps modernes la fortune de cette terre et rajeunit les convoitises. A l'est, le plateau iranien, bastion inexpugnable et base de départ des envahisseurs orientaux, surplombe ces richesses. Ce n'est donc pas sans raison que les musulmans tiennent pour miracle la victoire de Qadissya, qui, en 637, cinq ans seulement après la mort du Prophète, ouvre la Perse à son message. Et pourtant les races se sont peu mélangées dans ce creuset de religions. En dépit des vagues conquérantes et des souverainetés éphémères, les Persans restent sur leur plateau, regardant de haut les Arabes de la plaine.

Pour nécessaires et plaisantes qu'elles soient, les évocations des temps anciens ne sauraient suffire à expliquer les actuels déchirements. Suivons donc Paul Balta dans la chronique qu'il nous donne. On verra grandir la stature de Saddam Hussein s'assurant avec une implacable ténacité un pouvoir sans partage, appuyé sur un parti moderniste et laïcisant, frère ennemi du Baas syrien, auquel il dispute le monopole du panarabisme. Praticien expert de la *Realpolitik*, le président irakien s'accommode assez bien, depuis l'accord d'Alger de 1975, de son premier rival iranien, Mohammed Reza Chah, comme lui féru de modernité.

La révolution islamique allait, en 1979, changer les termes de cette *cohabitation d'adversaires complices*. Aux pratiques réalistes du chah succèdent en Iran le discours inspiré de l'ayatollah et le pouvoir des mollahs, confisquant avec une habileté dont peu les jugeaient capables une révolution aux multiples composantes. Le panislamisme virulent du nouveau régime ne pouvait manquer de s'opposer au laïcisme panarabe du Baas irakien.

Une aventure désuète

Quelque aberrante que nous paraisse, avec sept années de recul, *l'entrée en guerre de Saddam Hussein* en 1980, on comprend, à lire les chapitres que Paul Balta consacre aux origines directes du conflit, ce qui l'y a amené : irrédentisme des tribus arabes qui sont, au Khouzistan, sous souveraineté iranienne ; inquiétude pour l'unité de l'Irak, où les Kurdes, musulmans sunnites, ne sont point sémites, et les Arabes du sud chiites en leur majorité ; occasion, enfin, pour le président irakien d'accéder au leadership régional, face à un Iran secoué par la révolution et militairement affaibli par une épuration brutale. Dans ce contexte général, les « provocations » réciproques vont bon train et fournissent aujourd'hui une riche matière à la dialectique de l'agresseur et de l'agressé.

Quoi qu'il en soit, le 22 septembre 1980 l'armée irakienne se lance dans l'aventure guerrière. Aventure désuète, comme l'ont montré les événements dont on nous rappelle ici les phases. En quelques jours, le pari irakien est perdu ; l'offensive sur Abadan, où l'on espérait un accueil favorable des populations arabes, hésite et s'enlise. En face, la mobilisation générale et le goût des chiites pour le martyre suppléent l'armée régulière, cependant que le patriotisme – ou la contrainte – lance au combat les aviateurs du chah sortis de leurs prisons. En juin 1982, les Irakiens sont refoulés à la frontière. Dès lors le cours de la guerre s'inverse : l'Iran, laissant passer la chance d'une paix honorable, *devient l'agresseur nouveau*. Des foules enfantines sont sacrifiées dans d'indécises batailles. Il manque à ces pitoyables conquérants les modernes chevaux que sont les chars et les avions. En dépit du succès de Fao, et avec les réserves qu'impose l'offensive en cours sur Bassorah, la guerre paraît sans avenir.

Paul Balta, en conclusion, avance quelques prévisions sages et modérément optimistes. Il n'attend pas, pour l'après-Khomeiny, de bouleversements, l'essence religieuse du pouvoir iranien lui paraissant immuable. L'Irak, pareillement, est plus stable que certains ne le pensent ; les *divisions des Kurdes et des chiites* rendent ces grosses minorités peu redoutables. Aucune puissance enfin, qu'elle soit occidentale, soviétique ou arabe, ne tolérera l'effondrement de l'un des belligérants – soit dit par politesse, car c'est à celui de l'Irak que l'on pense.

L'ouvrage de Paul Balta fera référence. Au-delà de ses qualités, il a un mérite second. A considérer l'affrontement de l'Irak et de l'Iran, le seul, parmi bien d'autres, où les armées régulières sont aux prises, une évidence s'impose : l'inanité de la guerre, son incapacité actuelle à résoudre les tensions. Sur la couverture *du livre, un dessin symbolise le* combat des chefs : Khomeiny tient Saddam à la gorge, celui-ci s'accroche à la barbe de l'autre. L'imam, à l'en croire, n'a désormais qu'un seul but, l'éviction du président irakien. Comme le lui a fait publiquement observer, avec un courage extrême, M. Bazargan, un million de morts, c'est beaucoup pour un changement de gouvernement.

CLAUDE LE BORGNE,
général,
auteur de La guerre est morte, *Grasset, 1987.*

★ Paul Balta, *Iran Irak, une guerre de 5 000 ans.* Editions Anthropos, 1987, *315 p., 120 F.*

Asie

M. Bariani se rend au Bangladesh et au Népal

M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, entreprend ce samedi 7 mars un voyage qui doit le conduire au Bangladesh, jusqu'à mardi, puis au Népal, d'où il repartira pour Paris jeudi. Sa visite à Dacca sera la première d'un membre du gouvernement français depuis l'indépendance, acquise en 1971. Aucun ministre, d'autre part, n'était retourné à Katmandou depuis la visite que M. Mitterrand avait faite au Népal en mai 1983.

M. Bariani doit *rencontrer* au Bangladesh le premier ministre, M. Mizanur Rahman Chowdury, et cinq autres membres du gouvernement, pour des entretiens qui seront principalement consacrés à la coopération avec la France, qu'il s'agisse de la coopération économique (Paris n'est que le dix-huitième fournisseur et le vingt-sixième client du Bangladesh, et lui accorde une aide financière et alimentaire, à la fois directement et par l'intermédiaire de la CEE) ou de la coopération culturelle, *scientifique et technique, qui* va faire l'objet d'une première convention.

Dans ces différents domaines, l'aide de la France – 600 millions de francs cumulés depuis 1984 au titre de l'assistance financière, 14 000 tonnes de blé par an depuis 1985, et une enveloppe pour la coopération culturelle d'environ 6,5 millions de francs en 1987 – sera, au minimum, renouvelée.

On souligne, au Quai d'Orsay, que le Bangladesh et le Népal sont des membres actifs de la SAARC (South Asia Association for Regional Cooperation) et que la visite de M. Bariani – qui est porteur de messages de M. Chirac pour leurs deux chefs d'Etat – traduit, comme celle de M. Raimond à New-Delhi *(lire d'autre part)*, l'intérêt de la France pour cette nouvelle structure de coopération régionale.

ISRAEL

Décès de Michaël Shirman

Jérusalem. – Michaël Shirman, trente-deux ans, est mort vendredi 6 mars. Biologiste israélien arrivé d'Union soviétique en 1980, il souffrait depuis un an et demi d'une leucémie. Pour tenter de le sauver, il n'existait qu'une solution : la greffe de la moelle osseuse. Mais pour avoir une chance raisonnable de réussir, *le prélèvement devait être* pratiqué sur sa sœur, Inessa Fleurova, restée à Moscou, faute d'avoir obtenu un visa de sortie (*le Monde* du 3 octobre 1986).

Pendant huit mois, Shirman remua ciel et terre pour attirer l'attention sur son cas et sur l'indifférence des autorités soviétiques. Peine perdue. En octobre, déjà très affaibli, il se rendit à Reykjavik pour alerter la presse en marge du sommet Reagan-Gorbatchev. Début novembre enfin, sa sœur arrivait en Israël. Mais le mal n'avait pas attendu. Alors que ses chances de survie étaient infimes, il reçut sa greffe début janvier avec une calme lucidité et sans perdre un solide sens de l'humour. Les médecins regrettèrent d'autant plus d'avoir dû retarder la transplantation que ce fût un succès complet. Seulement, il était trop tard. – *(Corresp.)*

Amériques

PÉROU : entretien avec une prisonnière libérée

La foi sans faille d'une militante du Sentier lumineux

LIMA
de notre envoyé spécial

Le regard ! C'est le regard farouche, dur, fixe, qui frappe d'abord dans ce visage rond, brun, aux hautes pommettes, mais lisse comme une eau tranquille. Un regard tendu, à la fois glacial et passionné, et qui trahit l'exaltation, la résolution intérieure de la militante.

Comment croire que Laura, *jeune femme de vingt-cinq ans*, est sortie seulement la veille de la prison de Canto-Grande, le nouvel établissement pénitentiaire modèle de Lima ? Et surtout qu'elle a déjà passé près de cinq ans dans des cellules, soumise aux tracasseries des gardiens et d'abord à la rude discipline du *Sentier lumineux ?*

Un itinéraire kafkaïen, sinistre. Depuis les cachots des commissariats des bourgades de l'intérieur, en passant par la prison de femmes de Callao (exiguë, oppressante, mais à l'époque contrôlée en fait par les dirigeantes incarcérées du Sentier) – et où nous l'avions déjà rencontrée. C'était en mai 1983. Elle n'a pas oublié. *« Nous étions d'accord pour vous parler, dit-elle. Nous en avions débattu entre nous avant votre arrivée. »* Pourtant, ce jour-là, la principale « responsable » des détenus, la « Chinoise » (1), avait mis un veto catégorique : *« Pas d'entretien politique avec la presse ! »* Laura semble s'étonner, ou avait oublié cet épisode, l'oukase de la « Chinoise ».

Pour le reste, manifestement elle ne regrette rien. Au contraire. Elle n'est pas abattue. Ni même *étonnée de se retrouver de l'autre* côté. Libre, son premier geste est de reprendre à sa manière un combat commencé dans les Andes, dans le département de Huancavelica, où elle est « tombée » en 1982. Elle semble prête à se lancer de nouveau dans la mêlée. Jusqu'à sa prochaine capture, ou la mort.

Cet entretien « discret », organisé par ses amis, est pour elle une façon de reprendre la lutte. L'objectif ou la mission : dénoncer les conditions de vie des détenus politiques à Canto-Grande. Prison dite de « haute sécurité », moderne, inaugurée il y a seulement un an, Cato-Grande – fierté d'une administration pénitentiaire qui manque évidemment de moyens et surtout de cadres – a *déjà des failles, visibles, inquiétantes*. Des évasions ont eu lieu, facilitées par des gardiens corrompus. Des rixes sanglantes ont éclaté dans les quartiers des détenus de droit commun. Comme au Fronton et à Lurigancho, tout proche, et de sinistre mémoire depuis le massacre, en *juin 1986, d'une centaine de* détenus mutinés et membres supposés de Sentier lumineux. Canto-Grande, *réservée* en principe aux prisonniers hommes, abrite aussi des femmes. *« Soixante-dix exactement »*, dit Laura, qui énumère les griefs des politiques : *« Alimentation déplorable, visites interdites, pas d'assistance médicale, mauvais traitements et brimades. »* Selon elle, *« un véritable génocide ». « On veut, affirme-t-elle, exterminer les survivants du massacre de juin. De l'eau seulement dix minutes par jour, peu de lumière, des cellules en ciment pour deux : 1,50 mètre de côté, avec une latrine au milieu. »* Elle affirme encore qu'en décembre *« les gardiens ont commencé à murer les portes grillagées avec des plaques métalliques »* et que *« plusieurs détenues, déjà blessées et très malades – la plupart tuberculeuses, – ont été brutalement sorties de leurs cellules et battues »*. Selon l'administration pénitentiaire, *« il s'agit de prévenir toute tentative d'évasion »*. Pour Laura, *« c'est un plan délibéré pour en finir avec les prisonniers politiques »*.

Laura, ancienne détenue du *pavillon 1 B, se dit « innocente »*. Canto-Grande, prison de « haute *sécurité » ? Elle ricane. « Rien ne marche. A commencer par les installations électriques de surveillance de la rotonde centrale... »*

« L'aurore de la victoire inéluctable »

Le soulèvement simultané, le 18 juin 1986, des politiques des trois prisons de Lima (Callao, Fronton, Lurigancho) à la veille du congrès de l'Internationale socialiste ? Elle n'admet pas le terme de *« mutinerie »*. Encore moins celui de *« provocation »*. Pour elle, *« une simple révolte contre les conditions d'incarcération »*. Difficile à admettre, mais elle n'en *démord pas. Pas plus qu'elle ne* souhaite répondre aux questions relatives à une *« possible évolution de la stratégie du parti »*. Le mot pourtant allume une lueur de fierté dans le regard de glace.

Depuis le Callao, Laura a décidément grandi, elle a beaucoup appris, elle ressemble maintenant à la « Chinoise », elle a répété les consignes, chanté les slogans du Sentier, elle parle de *« l'aurore qui se lèvera »*, de la *« victoire inéluctable » !*

Elle est là, tassée sur elle-même, attentive à ne rien lâcher d'essentiel. Un bloc de haine et de volonté concentrée. Prête à l'action, et au sacrifice. Tous les règlements et tous les gardiens du monde sont décidément impuissants face à cette foi sans faille, à ce fanatisme inculqué dans des prisons – en fait des écoles de cadres du Parti communiste du Pérou, qui rejette Moscou, La Havane, Tirana et Pékin dans les poubelles de l'Histoire.

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Voir *le Monde* du 11 juin 1983.

Afrique

MAROC

Rabat dément une nouvelle offensive du Front Polisario

Le Front Polisario a annoncé, vendredi 6 mars, que ses combattants ont fait *« des centaines de morts et de blessés »* dans les rangs des troupes marocaines, lors d'une « grande » attaque lancée dans le secteur de Farsia, dans le nord-est du Sahara occidental. *« Un tronçon de 20 kilomètres »* du mur de défense marocain a été *« enfoncé et investi »* par les combattants sahraouis, qui l'ont occupé pendant trois heures, affirme le Front Polisario dans un communiqué publié à Alger. Les positions marocaines sur le mur ont *été « totalement occupées avant d'être détruites »*, précise le Polisario, qui ajoute avoir récupéré un *« impressionnant lot de matériel militaire »*.

Cette attaque aurait eu lieu entre Dhouia et Souéhate, à une centaine de kilomètres à l'ouest de la frontière algérienne, dans le même secteur où s'est produite, il y a une semaine, une attaque sahraouie qui, selon le Polisario, avait fait deux cent treize morts dans les rangs marocains. De son côté, l'agence de presse marocaine MAP a indiqué, vendredi, que l'armée marocaine avait tué cent huit combattants du Polisario à cette occasion.

S'agissant des affrontements de vendredi dont fait état le Polisario, notre envoyé spécial à Rabat, Jean de la Guérivière, nous indique que les autorités de Rabat démentent qu'une nouvelle offensive ait eu lieu. Selon une source autorisée marocaine, *« il s'agit d'un nouvel épisode de la guerre des communiqués pour camoufler la réalité après les opérations de nettoyage menées par l'armée royale dans ce secteur au début du mois »*.

On rappelle à Rabat que ce sont les autorités marocaines qui avaient annoncé l'offensive du Polisario du 25 février, avant même que celui-ci ne le fasse.

Le royaume frappera désormais sa monnaie

A l'occasion de la Fête du trône, le roi Hassan II a inauguré, jeudi 5 mars, près de Rabat, un complexe industriel pour la fabrication des billets et des pièces de monnaie créé par la banque Al Maghrib, ancienne Banque du Maroc. Jusqu'à présent, le royaume confiait ce travail à la firme britannique De La Rue. En raison du développement économique, le nombre des coupures en circulation au Maroc est passé de 7 millions en 1977 à près de 20 millions en 1986.

Le complexe industriel *mis* en service imprimera aussi les documents dits de sécurité, notamment les passeports, ce qui permettra de mieux lutter contre le terrorisme international, a souligné le roi Hassan, lors de la cérémonie d'inauguration.

Pour rentabiliser ces investissements, la banque Al Maghrib souhaite toutefois effectuer des travaux d'impression pour le compte de pays étrangers, par exemple africains. Des gouverneurs de banques africaines assistaient d'ailleurs à cette inauguration. Au-delà de son aspect monétaire, ce séjour de hauts responsables africains s'explique par la mise en œuvre d'une diplomatie plus active sur le continent noir. Après avoir longtemps laissé le champ libre à l'Algérie, Rabat veut renforcer les relations avec l'Afrique noire pour y trouver de nouveaux sympathisants dans l'affaire du Sahara occidental.

J. G.

La défection de deux pilotes libyens en Egypte illustre l'impopularité de la guerre du Tchad

LE CAIRE
de notre correspondant

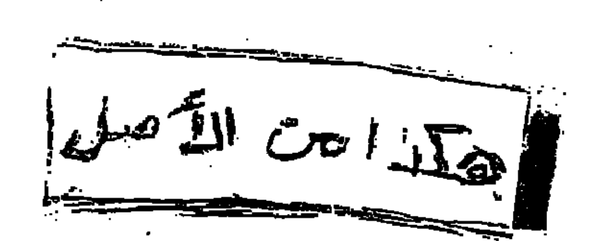
Les autorités égyptiennes ont décidé d'accorder l'asile politique au pilote et au copilote de l'avion C-130 libyen qui s'était posé, lundi 2 mars, sur l'aérodrome d'Abou-Simbel, dans l'extrême sud de l'Egypte (*le Monde* du 5 mars). Toutefois, le décret présidentiel accordant l'asile au lieutenant-colonel et au lieutenant de l'armée de l'air libyenne ne sera signé que lorsque les modalités du renvoi en Libye du quadrimoteur de transport militaire et de sa cargaison – une vingtaine de tonnes de vivres et de médicaments – auront été arrêtées. Les autres membres de l'équipage, trois sous-officiers qui ont refusé de faire défection, seront, eux aussi, renvoyés en Libye. Selon des sources égyptiennes bien informées, une médiation, conduite par un pays arabe et un Etat africain, a actuellement lieu dans ce sens entre Le Caire et Tripoli.

L'Egypte cherche, en effet, à éviter une nouvelle escalade de la tension avec la Libye, sans pour autant céder aux menaces de Tripoli. Les Egyptiens estiment avoir tiré de cette affaire tout le profit possible. La défection des deux officiers de l'armée de l'air libyenne au moment où ils remplissaient une mission au Tchad, a pleinement illustré l'effet négatif de cette guerre d'usure sur le moral des troupes de Tripoli. Le pilote et le copilote ont, en effet, décidé de faire défection après avoir quitté la base aérienne de Khoufra, en Libye, et commencé à survoler le territoire tchadien.

Les deux officiers, précise-t-on de source bien informée, ont profité d'un vent de sable pour prétendre avoir des ennuis de navigation. Un stratagème qui leur a permis d'entrer dans l'espace aérien égyptien avant que la chasse libyenne n'ait été mise en état d'alerte.

Cette affaire a, d'autre part, permis aux ingénieurs égyptiens de tirer au maximum d'informations techniques du C-130 (code d'identification ami-ennemi, fréquence radar, etc.). L'interrogatoire serré de l'équipage par le service des renseignements militaires a, par ailleurs, dû être assez instructif sur la situation des troupes libyennes au Tchad, surtout en ce qui concerne leur ravitaillement, de plus en plus important, par la voie des airs. Autant d'informations précieuses qui seront discrètement acheminées vers le Tchad, *via* Paris.

ALEXANDRE BUCCIANTI.



هكذا من الأصل

Europe

TURQUIE : après le raid aérien contre les Kurdes

Le réveil de l'irrédentisme turc

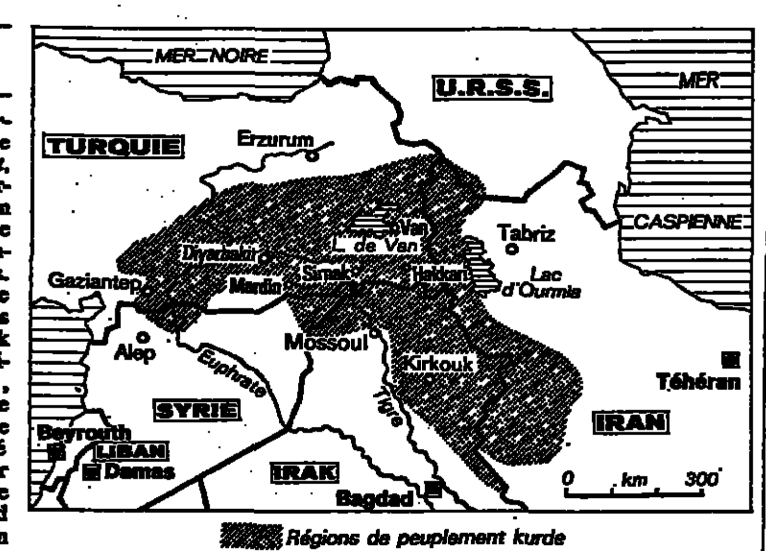
ISTANBUL
de notre correspondant

« Sommes-nous rentrés à Kirkouk ? » Les coups de téléphone de lecteurs au quotidien *Cumhuriyet*, le jour de l'opération aérienne turque contre les bases du PKK en Irak, manifestaient une inquiétude diffuse qui peut influer sur les relations de la Turquie avec ses voisins. A deux reprises depuis le raid de l'été dernier, lors du sabotage des installations pétrolières de Kirkouk (dont dépend un tiers de l'approvisionnement pétrolier de la Turquie), puis, fin janvier, lors de l'offensive iranienne contre Bassorah, la presse s'est interrogée sur l'éventualité d'une intervention turque pour empêcher la chute de la région de Kirkouk et de Mossoul, dans le nord de l'Irak, entre les mains de l'Iran ou de ses alliés Kurdes irakiens.

La justification en serait l'existence dans la région d'une population turcophone estimée à un million de personnes, ainsi que le « pacte national » de 1920 par lequel les députés ralliés à Ataturk dans le dernier Parlement ottoman définissaient les régions à délivrer des occupations étrangères consécutives à la défaite de 1918.

Le piège moyen-oriental

L'accord de 1926 entre la Turquie, l'Irak et l'Angleterre sur l'appartenance à l'Irak de la région n'empêche pas certaines personnalités influentes, des militaires en retraite ou d'anciens diplomates proches des milieux occidentaux, d'avancer que cet accord deviendrait caduc au cas où l'Irak serait en passe de disparaître : un député du Parti de la Mère Patrie (ANAP, au pouvoir), à l'Assemblée du Conseil de l'Europe a ainsi récemment déclaré que *« la Turquie devrait reprendre ses droits au cas où la région changerait de mains »*. Un ancien ambassadeur propose un condominium turco-irakien sur la région et assure avoir été sollicité dans le sens d'une intervention par un ambassadeur d'un pays de l'OTAN.



Régions de peuplement kurde

Le porte-parole du gouvernement a déclaré que les raids de mercredi *« n'avaient rien à voir avec la guerre dans la région »* et que le gouvernement et l'armée étaient résolument opposés à ce type d'aventures. La moindre raison n'est pas que la Turquie se trouverait alors projetée au cœur du problème kurde, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Pourtant, le journal *Cumhuriyet* fait valoir qu'à elles seules les spéculations sur une intervention ont déjà commencé à éroder les bonnes relations que sa neutralité permet à la Turquie d'entretenir avec ses voisins : l'Iran, qui, une fois encore, a vu dans le raid plus qu'une opération localisée, mais aussi l'Irak, qui aurait cette fois-ci fait attendre un consentement limité à une intervention aérienne. Des diplomates des pays arabes modérés en poste à Ankara se seraient montrés inquiets d'une troisième atteinte après celle d'Israël et de l'Iran, aux frontières du monde arabe.

En exprimant leurs craintes d'être entraînés dans le piège moyen-oriental, l'ancien premier ministre, M. Ecevit, et l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Demirel ne pensent sans doute pas à ces spéculations rarement prises au sérieux. Ils peuvent toutefois craindre que sans entrer dans l'engrenage par la grande porte interventionniste, la *Turquie y pénètre malgré elle* par la porte étroite du renouvellement des raids sur fond de rumeurs irrédentistes.

MICHEL FARRÈRE.

● **Sabotage.** — Quarante-deux tracteurs ont été incendiés, dans la nuit de mercredi 4 à jeudi 5 mars, dans une ferme d'Etat de la région d'Urfa (sud-est du pays, à proximité de la frontière syrienne), causant des dégâts évalués à 2 milliards de livres turques (16 millions de francs).

Le sabotage aurait été revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une note retrouvée sur les lieux affirmant que *« le massacre perpétré par la Turquie contre le peuple kurde en Irak ne restera pas impuni »*.

SUÈDE : le scandale des ventes d'armes

Démission du directeur général de Bofors

STOCKHOLM
de notre correspondant

M. Martin Ardbo, directeur général de la société suédoise de matériel militaire Bofors, a donné sa démission vendredi 6 mars. L'entreprise est soupçonnée d'avoir exporté illégalement depuis 1979 d'importantes quantités d'explosifs, de poudre et de missiles sol-air RBS-70 vers plusieurs pays du golfe Persique ainsi qu'en Syrie et en Egypte.

La brigade criminelle et la police des douanes, qui enquêtent sur cette affaire depuis dix-huit mois, s'intéressent particulièrement au rôle joué par huit responsables ou anciens responsables de Bofors et de Nobel Kemi. Directeur du marketing de la firme dans les années 70, M. Ardbo figure sur la liste des « suspects ».

« C'est dans l'intérêt de l'entreprise que je renonce à mes fonctions, a-t-il déclaré vendredi. *Une entreprise comme Bofors doit absolument entretenir de bons rapports avec les autorités, puisque les exportations d'armes sont soumises en Suède à des règlements très stricts. Ces relations, avec l'inspection du matériel de guerre et le ministère du commerce extérieur, se sont sensiblement détériorées ces derniers mois. »*

M. Ardbo n'est pas la première victime du scandale. En novembre 1985 déjà, son prédécesseur, M. Claes-Ulrik Winberg, PDG de Bofors depuis 1973, avait été contraint à démissionner de son poste de président de la Confédération du patronat suédois, et plusieurs autres cadres supérieurs ont changé de service depuis... Dans cette affaire, gênante pour un pays neutre, Bofors et Nobel Kemi affirment ne pas avoir commis d'impairs. Les deux firmes prétendent qu'elles « ignoraient » que le matériel militaire vendu officiellement à la Yougoslavie, à Singapour ou à l'Allemagne de l'Ouest était réexporté vers les Etats du golfe Persique. Mais ce n'est pas l'avis des enquêteurs.

Le chargé d'affaires iranien à Stockholm, M. Djafar Shamsian, a déclaré vendredi, au cours d'une conférence de presse, que l'Iran n'avait pas importé d'armes ou de poudre suédoises depuis la chute du chah en 1979.

ALAIN DEBOVE.

Mauvaise volonté espagnole ?

Le corps de « Txomin » n'avait toujours pas été rapatrié d'Algérie vendredi

MADRID
de notre correspondant

Domingo Iturbe Abasolo, « Txomin », dirigeant « historique » de l'ETA militaire, embarrasse autant les autorités espagnoles mort que vivant. Huit jours après son décès dans un accident de voiture en Algérie, sa dépouille mortelle n'avait toujours pas été rapatriée vendredi 6 mars (*le Monde* du 3 mars).

Les membres de la famille de « Txomin » et les dirigeants de la coalition nationaliste radicale Herri Batasuna qui se sont rendus à Alger pour accomplir les formalités nécessaires accusent l'ambassade espagnole de retarder le transfert du corps : l'opération a d'abord été reportée parce que les autorités espagnoles attendaient de pouvoir remplir les formalités consulaires ; puis parce que l'ambassade d'Espagne est fermée le jeudi et le vendredi, le week-end algérien. Or, le dossier administratif a été régulièrement rempli et le corps embaumé. Alger n'attendrait plus que le feu vert de Madrid.

Th. M.

Catastrophes

Le naufrage du « Herald-of-Free-Enterprise »

(Suite de la première page.)

Cinq minutes après le départ, alors que le *Herald-of-Free-Enterprise* venait de terminer sa manœuvre et se trouvait dans le chenal, à 1000 mètres environ de la sortie du port, il a, selon certaines informations non encore confirmées officiellement, heurté une digue, et une des immenses portes arrière servant au chargement des véhicules aurait cédé, laissant l'eau s'engouffrer à une vitesse extraordinaire dans les ponts inférieurs où se trouvaient les voitures, les camions et de nombreux passagers. Le bateau s'inclinait alors fortement, se couchait sur son flanc gauche, s'échouait sur un banc de sable, et la marée étant basse, ne coulait pas entièrement. Un tiers du navire restait en effet hors de l'eau. Commençait alors *« le désastre le plus meurtrier de l'histoire de la Manche en temps de paix »*, comme le soulignaient, samedi matin, les journaux britanniques.

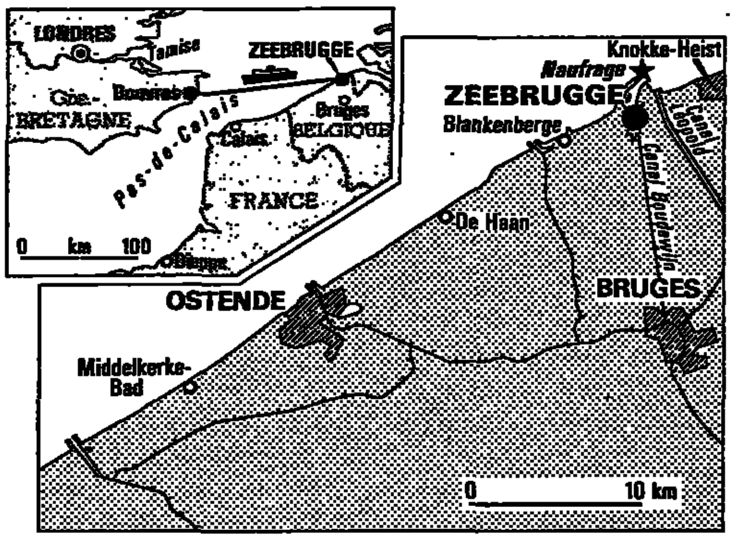
Noyades — l'eau était à une température proche de zéro degré — asphyxie pour les personnes coincées dans le bateau, sans parler des dégâts qu'ont pu causer les meubles, les voitures, les camions entassés dans le ferry. *« Des corps traînaient partout, les hommes-grenouilles ne pouvaient nager dans les soutes tant il y avait de cadavres »*, confiait un médecin belge qui a été l'un des premiers à pouvoir s'approcher du ferry.

Les secours s'organisaient rapidement, et tous les moyens disponibles dans la région pour venir en aide aux naufragés furent mobilisés. L'effort considérable de la marine et des forces de secours belges fut épaulé par l'aide d'autres pays européens. Ainsi, le dragueur français *Capricorne*, en exercice interallié en mer du Nord, fut dépêché sur place, et la Royal Air Force s'est mise immédiatement en état d'alerte, faisant appel à des hélicoptères basés dans le sud de l'Angleterre. Un destroyer et une frégate de la Royal Navy étaient aussi présents. Bien vite, une trentaine de navires de toutes catégories, de tous pays, entouraient l'épave et tentaient de secourir les passagers.

Trois cent quarante-cinq d'entre eux furent ainsi ramenés vivants : quatre-vingt-dix-sept blessés furent conduits par hélicoptères dans les hôpitaux de la région, les deux cent quarante-huit autres, tous très traumatisés, mais indemnes, furent conduits dans les hôtels de la côte.

« Horrible, inexplicable, tragique », furent les premiers *commentaires des survivants*. Ceux-ci, enveloppés dans des couvertures ou des bâches, portés par les infirmiers (peu d'entre eux parvenaient à marcher), tremblaient violemment. Beaucoup étaient quasiment nus, ayant sauté à l'eau sans prendre le temps de se vêtir. Certains d'entre eux, les plus épuisés, s'étaient sauvés par leur propres moyens et avaient nagé de l'épave jusqu'à la plage. Tous étaient hébétés, transis. Encore plus choqués quand ils apprirent que la liste des morts s'allongeait au fil des heures : un mort « officiellement » à 10 heures du soir, sept à minuit, vingt à 3 heures du *matin, quarante-sept à 8 heures...* Tout le monde pensait alors aux cent cinquante personnes qui restaient dans la bateau. Aucun espoir ? Apparemment non. Pourtant, vers 5 heures du matin, les plongeurs parvenaient à remonter trois personnes qui avaient survécu dans la cale du navire, grâce à une poche d'air. Les hommes-grenouilles avaient pourtant tenté par tous les moyens de faire sortir les passagers du bateau. En vain. Personne n'ose imaginer les scènes tragiques qui ont pu se dérouler dans le bâtiment prisonnier des flots. Le roi Baudouin et la reine Fabiola, le premier ministre M. Wilfried Martens, le ministre des transports M. Herman De Croo, le ministre de la défense M. François-Xavier de Donnea, se sont rendus sur les lieux. *« C'est une vraie catastrophe. Toutes les mesures pour sauver les gens semblent avoir été prises. Je pense que les secours ont bien fonctionné »* a déclaré le premier ministre.

JOSÉ-ALAIN FRALON.



Les précédents

1983

— **25 mai** : en Egypte, un bateau coule sur le Nil (326 morts).

— **5 juin** : en URSS, naufrage de l'*Alexandre Souvorov* sur la Volga (au moins 250 morts).

1984

— **15 octobre** : au Nigeria, une embarcation se rendant à Lagos chavire sur la lagune (100 morts).

1985

— **23 mars** : au Bangladesh, naufrage d'un navire sur la rivière Buriganga (250 morts).

— **11 juin** : à Timor, une vedette tansportant 200 personnes fait naufrage (103 morts).

— **14 août** : en Chine, naufrage d'un ferry-boat dans le nord-est du pays (161 morts).

— **5 octobre** : au Bangladesh, un bateau coule dans une rivière du sud-est du pays (une centaine de morts).

1986

— **18 janvier** : en Indonésie, naufrage d'un ferry-boat (108 morts).

— **11 avril** : en Chine, un ferry-boat fait naufrage sur le fleuve Jaune (129 morts).

— **20 avril** : au Bangladesh, un ferry-boat sombre dans un fleuve (près de 200 morts).

— **25 mai** : au Bangladesh, un ferry-boat reliant une île à Dacca chavire (au moins 224 morts).

— **1er septembre** : le paquebot soviétique *Admiral Nakhimov* fait naufrage dans la mer Noire dans la nuit du 31 août au 1er septmebre, après une collision avec un cargo également soviétique (398 morts).

— **11 novembre** : un caboteur fait naufrage entre Haïti et l'île voisine de la Goyave (environ 200 morts).

1987

— **16 janvier** : aux Philippines, un bateau fait naufrage au large de l'île de Cebu (au moins 72 morts).

Townsend Thoresen : champion du gigantisme

Contrôlée par le grand conglomérat britannique Peninsular and Oriental (P & O), l'entreprise Townsend Thoresen est la principale compagnie exploitant des car-ferries sur les lignes de la Manche. Ses navires touchent d'ailleurs régulièrement les ports français, comme Calais, Boulogne et Le Havre. Au cours des *dernières années, elle a accru* sensiblement son empire maritime, notamment en rachetant la société Normandy Ferries et les bateaux des chemins de fer belges.

Les quelque quinze car-ferries qu'elle exploite sur la Manche sont, de l'avis des experts, des navires très modernes, et la compagnie est créditée d'une réputation de sérieux et de ponctualité. Le *Herald-of-Free-Enterprise*, construit en 1980, faisait partie d'un groupe de trois navires semblables de grande capacité, très rapides (23 nœuds, soit sensiblement plus que les bateaux concurrents de Sealink) et avait été conçu pour desservir la « voie royale » Calais-Douvres. Douvres est en effet le premier port européen de passagers (14 millions de départs et d'arrivées, et Calais le second, avec 9,2 millions). Les navires semblables au *Herald-of-Free-Enterprise* sont affectés actuellement à la ligne Calais-Douvres, qu'ils assurent en soixante-quinze minutes. Sur cette seule ligne, la compagnie est capable de transporter jusqu'à 40 000 passagers et 10 000 automobiles par jour.

Townsend Thoresen veut toujours aller de l'avant sur la voie du gigantisme. Elle a actuellement en construction, dans les chantiers allemands de Schichau-Unterweser, à Bremerhaven, deux navires appelés les « jumbos ». Le premier, *Pride-of-Dover*, entrera en service en juin 1987 sur la ligne Calais-Douvres. D'un poids de 26 000 tonnes, il pourra transporter 2 300 passagers et 650 voitures, soit près de deux fois la capacité de ses meilleurs car-ferries actuels. Le second navire, identique, sera lancé le 12 avril 1987 et devrait, lui, entrer en service à la fin de l'année. Ce ne seront toutefois pas les plus grands car-ferries du *monde, car, dans ce domaine*, les armements scandinaves ont de l'avance...

Le débat sur la sécurité à bord de ce type de navire sera évidemment relancé à l'occasion de l'accident de Zeebrugge. Comme les cargos appelés « cargoe-rouliers » (car ils peuvent embarquer directement des camions et des remorques avec leurs marchandises), les car-ferries sont des sortes d'immenses garages flottants. Ils sont très hauts sur la mer, et leur tirant d'eau est faible, ce qui peut poser des problèmes de stabilité. Si, à la suite d'une collision, l'eau s'engouffre par une brèche dans la coque, le navire peut en quelques minutes voir son garage envahi, être déstabilisé et se retourner.

Ces questions sont en permanence à l'esprit des constructeurs et des armateurs de car-ferries, et, notamment en France, de la SNCM (qui exploite les lignes de la Corse), Brittanny Ferries (la compagnie bretonne qui va commander très prochainement un nouveau bateau) et la SNCF, qui lancera à la fin de l'année un train-ferry (pour le transport des marchandises) en construction à Dunkerque.

Enfin, évidemment, l'accident de cette nuit nourrira la querelle, à propos du tunnel sous la Manche, qui consiste à savoir si le transport maritime est plus sûr et plus économique que le transport par train — selon la formule du lien fixe — entre le continent et la Grande-Bretagne.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

Des fûts toxiques à bord du navire naufragé

Deux camions transportant des fûts toxiques se trouvent à bord du car-ferry *Herald of Free Enterprise* échoué samedi matin devant le port belge de Zeebrugge, en mer du Nord.

Le premier transportait cinquante fûts de cyanate de toluène, toxique non seulement à l'inhalation mais aussi au toucher. Le second était chargé de soixante et un fûts d'un produit à base de cyanure, produit également toxique et aussi inflammable. La présence de telles substances à bord de l'épave complique fortement le travail des plongeurs chargés des secours. Ils sont obligés de prendre le maximum de précautions au cas où un conteneur se serait ouvert au moment où le car-ferry britannique a chaviré.

Les autorités locales ont demandé à la population de rester à l'écart du lieu de l'accident et des plages avoisinant Zeebrugge, en raison, notamment, de la présence de ces conteneurs. Elles ont aussi demandé de ne pas s'approcher des lieux du sinistre et ne pas toucher aux cadavres qui pourraient s'échouer sur les plages. — *(AFP.)*

Politique

La visite de M. Chirac dans la région Rhône-Alpes

Des routes et des Jeux

CHAMBÉRY
de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac a inscrit une *« priorité »* de plus au programme de son gouvernement : la préparation des Jeux olympiques d'hiver, qui, en 1992, seront disputés à Albertville, en Savoie. *« Je souhaite que tous les Français prennent petit à petit conscience qu'il s'agit là d'un grand dessein national. C'est une priorité nationale »*, a-t-il déclaré devant les élus du département, le vendredi 6 mars à Chambéry, au cours d'une de ces réunions de travail *« sur dossiers »* dans lesquelles il est à son affaire. L'exercice toutefois était plus difficile que lors de ses deux précédentes visites en province – en Alsace et à Toulouse – car les sommes en jeu sont considérables et les problèmes de répartition de compétences délicats.

Les temps ont changé depuis les Jeux de Grenoble en 1968. M. Chirac, qui avait été nommé peu après secrétaire d'Etat au budget, en a conservé un *« mauvais souvenir »*, celui de problèmes budgétaires restés pendants qu'il avait dû résoudre. Il a donc une idée assez précise de ce qu'il ne faut pas faire.

« Gardons-nous, a-t-il dit à ses interlocuteurs, *d'avoir à prendre dans l'urgence, au cours des six derniers mois, des décisions dont on renvoie le financement à plus tard. »*. Surtout que le choix d'Albertville résulte d'une candidature présentée par la Savoie et pour laquelle celle-ci s'était mobilisée. Il n'est pas question que l'Etat se substitue au département dans la préparation des Jeux.

« Il y a une distinction très nette, a déclaré le premier ministre, *entre ce qui relève du COJO (comité d'organisation des Jeux olympiques) et ce qui relève de l'Etat. »*

C'est au COJO qu'il revient de déterminer les sites des épreuves, d'établir le calendrier et de les organiser tandis que l'Etat, selon M. Chirac, a pour tâche d'assurer la *« réussite de Jeux »* en établissant, avec les organisateurs, la liste des équipements publics nécessaires.

C'est donc à M. Michel Barnier, député RPR, président du conseil général, président du COJO, qu'il appartient de résoudre le problème de la localisation des épreuves, qui avait entraîné un conflit avec certaines communes et la démission de M. Jean-Claude Killy du poste de directeur général du COJO. M. Barnier a indiqué qu'il souhaite y parvenir avant l'été.

De même, le choix d'un nouveau directeur général – fonction pour laquelle M. Barnier, qui souhaite un haut fonctionnaire, a *« consulté »* M. Chirac, – sera fait par le président du COJO et ce ne sera pas un préfet. La place de l'Etat dans le COJO se limite à ses huits représentants sur les trente-deux membres de l'assemblée générale. Ces huit fonctionnaires siègent à côté de huit représentants des collectivités locales, de huit personnalités qualifiées (en premier lieu figurent MM. Jérôme Monod, président de la Lyonnaise des Eaux, Jacques Delors, président de la Commission européenne, *Jean Glavany*, chef de cabinet du président de la République, l'acteur André Dussolier, originaire d'Annecy) et de huit représentants du mouvement sportif.

La tâche de M. Cabanna

En revanche, les statuts du COJO comportent une mission financière dont le chef devait être nommé par le gouvernement. M. Chirac a désigné pour ce poste M. Claude Villain, chargé de mission auprès du ministre de l'économie, ancien directeur de l'agriculture aux Communautés européennes et ancien directeur du commerce intérieur et des prix, accessoirement conseiller municipal de Val-d'Isère, et qui avait été pressenti par M. Barnier.

Les interventions de l'Etat seront coordonnées par M. Camille Cabanna, ministre délégué chargé de la réforme administrative, auquel M. Chirac a demandé de préparer pour le mois de juin un premier comité interministériel d'arbitrages. M. Barnier les a rappelées, relayé par les élus du département qui étaient présents, toutes tendances politiques confondues, à la réunion de vendredi, qui a été suivie d'un dîner. Le premier ministre, entouré de MM. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, Christian Bergelin, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, et Camille Cabanna, n'a pris aucun engagement nouveau.

Mais il a confirmé les décisions qu'avait annoncées M. Méhaignerie il y a trois semaines : prolongement de l'autoroute de Chambéry jusqu'à Albertville, doublement du tunnel de l'Epine, mise à quatre voies du parcours Albertville-Moutiers. Pour le tronçon Moutiers - Bourg-Saint-Maurice, il a *seulement* annoncé que des études vont être entreprises. Estimant d'autre part que la RN 6, qui relie le département à l'Italie par le tunnel du Fréjus, n'est pas dans le périmètre des Jeux, le premier ministre n'a pas répondu aux demandes pressantes des élus. Il a en revanche invité ceux-ci à se montrer très attentifs à la protection de l'environnement contre la multiplication inconsidérée d'équipements sportifs ou hôteliers.

L'Etat prend en charge les dépenses de fonctionnement du COJO (entre 10 et 20 millions de francs) *mais* le budget global de celui-ci doit être couvert, au terme de l'exercice, par la vente des droits de retransmission audiovisuelle et par la commercialisation de l'image de marque des Jeux. M. Barnier évalue à environ 2 milliards de francs des prévisions qui portaient initialement sur 3 milliards, cela en transformant en demandes de crédits d'Etat des dépenses que le COJO craint de ne pouvoir assumer. M. Cabanna, ancien secrétaire d'Etat chargé de la privatisation, va devoir résister aux menées hérétiques et sournoises de ces Savoyards qui tentent de faire nationaliser leurs Jeux olympiques par un gouvernement libéral.

PATRICK JARREAU.

Après les mises en garde du premier ministre

Les barristes refusent d'être « les muets du sérail »

Le ton monte au sein de la majorité. Les barristes ont réagi vivement aux critiques adressées par M. Jacques Chirac à ceux qui soutenaient le gouvernement tout en le critiquant. Bien que n'ayant pas été explicitement nommés par le premier ministre, les amis de M. Raymond Barre se sont sentis visés par le distinguo introduit par M. Chirac entre *« ceux qui sont au contact permanent de la difficulté »*, et *« ceux qui en gants blancs, portent des jugements »* ; une nouvelle version dans la bouche du premier ministre pour dénoncer ceux qui s'adonnent à la *« glose »*, contrairement à ceux qui *« vont au charbon »*.

Cette polémique s'amorce à un mois du vote de confiance qui doit avoir lieu à l'Assemblée nationale au terme d'une déclaration de politique générale du premier ministre (la seconde depuis le début de la législature). Déjà, M. François Léotard avait critiqué, jeudi, l'attitude des barristes, qui entendaient, tout en votant la confiance, préserver leur liberté de parole. *« La confiance ne se distribue pas avec parcimonie »*, avait prévenu le ministre de la culture.

« Nous ne sommes pas les muets du sérail », réplique le chef de file des barristes, M. Charles Millon. Le député UDF de l'Ain souhaite *« que la majorité garde sa possibilité de jugement, de critique et d'amendement »*. Passant immédiatement à l'acte, M. Millon a critiqué la *« complaisance »* des positions exprimées par MM. Mitterrand et Chirac à l'égard de la proposition soviétique de réduction des euromissiles.

M. Pierre-André Wiltzer, député UDF de l'Essonne, a également riposté aux *« remontrances »* du premier ministre : *« Il faut en finir avec (...) les mises en garde visant certains membres de la majorité (...). Nous avons aussi les mains dans le cambouis, et pas des gants blancs »*, a protesté le bras droit de M. Barre, qui ajoute : *« On devrait, dans les palais gouvernementaux, être reconnaissant à ceux qui permettent au gouvernement d'exister et d'agir, au lieu de leur réserver des perfidies injustes. Que le gouvernement évite de céder à l'intolérance. »*

« Tout cibler sur les entreprises »

Plus conciliant, M. Jacques Barrot, président (UDF) de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, affiche sa *« quiétude »* : *« C'est l'honneur d'une majorité libérale que de concilier le devoir de fidélité et le droit à proposer et à imaginer. »*

En privé, les barristes ne s'étonnent pas de cette poussée de fièvre à un moment où le gouvernement enregistre de mauvais résultats économiques. Ils ont le *sentiment que* l'on tente de leur faire porter le chapeau, alors qu'ils sont convaincus que MM. Chirac et Balladur se trouveraient en meilleure posture s'ils avaient suivi leurs conseils, notamment en matière de relance de l'investissement. Les barristes entendent accentuer leur pression, en obtenant, dans le prochain budget, que les fonds dégagés par la privatisation soit en partie affectés au soutien à l'investissement.

C'est le sens de l'interview donné vendredi à *Libération* par le député barriste, M. Edmond Alphandéry. Il estime qu' *« il faut tout cibler sur les entreprises »* plutôt que de jouer la carte de l'allégement fiscal pour les ménages. La réplique du RPR n'a pas tardé : *« Le RPR n'est pas favorable à une relance économique, ni par la consommation ni par l'investissement »*, a déclaré M. Frank Borotra, secrétaire général adjoint du RPR.

M. Raymond Barre – *« le seul candidat crédible »*, vient de déclarer Mme Simone Veil, – reste quant à lui silencieux. Et c'est des Antilles qu'il suit les développements de la querelle entre les *« gloseurs »* et les *« charbonniers »*...

P. S.

Avant les visites de MM. Barre et Pons

Guerre ouverte en Guyane entre le RPR et l'UDF

CAYENNE
de notre correspondant

Alors que le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, qui sera suivi par M. Raymond Barre, est arrivé samedi 7 mars en Guyane c'est la guerre ouverte entre le RPR et l'UDF. Le numéro deux local de l'UDF, M. Max Frédéric, vient, en effet, d'être suspendu de ses fonctions de secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie par le président de celle-ci, M. Jean-Pierre Prévot, à la suite de *« graves accusations publiques relatives à la qualité de son administration »*. Or les accusations en question ont été véhiculées par le chef de file local du RPR, M. Paulin Bruné, député, qui avait écrit, le 28 février dernier, au ministre de l'économie et des finances pour se faire l'écho de divers reproches faits à M. Frédéric par certains commerçants locaux, en parlant à ce sujet d'une *« affaire litigieuse »* et en jugeant *« ambiguë »* la position du secrétaire général de la chambre consulaire. A la suite de cette démarche, le ministère de l'économie a annoncé l'envoi en Guyane d'une mission d'enquête chargée d'*« établir toutes les responsabilités »* dans cet imbroglio.

En attendant, la suspension de M. Frédéric a provoqué une certaine émotion à la chambre de commerce et dans les milieux politiques. L'intéressé n'a d'ailleurs pas accepté la mesure qui le frappe. Comme il lui est reproché de se comporter en *« potentat »* depuis *« des lustres »*, il se déclare victime d'une *« campagne de calomnies »*.

Au cœur de cette polémique se trouve une dette de 945 925 francs, dont la chambre de commerce serait redevable à la société Air Rouergue, depuis le 5 janvier 1980, c'est-à-dire depuis la faillite d'une compagnie aérienne guyanaise, Guyane Air Transport (GAT) dirigée à l'époque, indique M. Bruné, par M. Frédéric.

Le numéro deux de l'UDF voit dans cette opération une preuve de la volonté hégémonique du RPR ; il estime que le député RPR prétend *« à la légitimité exclusive de représentant de la majorité actuelle en Guyane »*.

Il est clair, en tout cas, que M. Bruné n'a pas du tout apprécié la récente visite dans le département de M. Jean-Pierre Soisson, venu, au nom de l'UDF, préparer le terrain pour M. Barre, qui sera en Guyane du 10 au 12 mars, avec le concours du président local du Parti républicain, M. Serge Patient (*le Monde* du 31 janvier). Le député RPR s'est d'ailleurs déclaré surpris que, pour le moment, *« l'ancien premier ministre n'ait pas cru nécessaire de rencontrer le député guyanais de la majorité »*.

Au programme de la visite de M. Barre, aucun entretien n'est prévu, en effet, pour l'instant, avec M. Bruné, alors que l'ancien premier ministre doit s'entretenir avec le chef de file du Parti socialiste guyanais, M. Elie Castor, député apparenté socialiste et président du conseil général.

EDMOND FREDERIC.

Des précisions de M. Francisci

A la suite de notre portrait de M. Robert Pandraud (*le Monde* du 5 mars), dans lequel le nom de sa famille était cité, M. Roland Francisci, directeur général de l'Aviation club de France nous prie de préciser que *« sa famille n'a aucune relation avec les personnes du milieu des jeux qui seraient apparues en toile de fond dans l'affaire du Carrefour du développement »*. Il souligne, d'autre part, que *« [sa] famille entretient des rapports très amicaux avec M. Andréani »*.

Convention nationale des maires de grande ville

Les budgets des municipalités ont été alourdis par la contribution aux caisses de retraite

La délicate question des rapports financiers entre l'Etat et les collectivités locales a été au cœur de la deuxième journée de la première convention nationale des maires de grande ville organisée les mercredi 4 et jeudi 5 mars à l'Hôtel de Ville de Paris.

A l'heure où les budgets communaux se bouclent, les élus municipaux ont dû avaler une pilule bien amère : l'augmentation de cinq points en 1987 de la cotisation versée par les communes à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL). Face à cette charge supplémentaire, les municipalités n'ont pas eu le choix : soit elles ont alourdi une pression fiscale déjà douloureuse soit elles ont réduit leurs capacités d'autofinancement... A moins de puiser dans les *« énormes gisements de gains de productivité »* que constitue, selon M. Jean-Marie Rausch, sénateur (UDF-CDS) de Moselle, maire de Metz, président de l'AMGVF, le fonctionnement des municipalités.

Cette forte hausse de la cotisation des communes à la CNRACL – onze points étalés sur deux ans – s'explique par le déficit connu par la caisse depuis 1984 et l'application de la «surcompensation» instaurée dans la loi de finances du 23 janvier 1986 pour équilibrer les différents régimes spéciaux des caisses de retraite.

Selon M. Jean Royer, maire (div. d.) de Tours (Indre-et-Loire), le principe de la surcompensation est contestable. Il revient à *« faire porter la charge quasi complète des problèmes de retraites sur le plan national aux collectivités locales »* et pénalise le contribuable dans la mesure où la répartition des impôts locaux est plus *« injuste »* que celle de l'impôt sur le revenu.

Telle n'est pas la position de M. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget, pour qui *« la surcompensation n'est pas autre chose que la mise en œuvre concrète d'une solidarité dont la légitimité sociale ne peut être contestée à la légère »*. *« Il ne s'agit pas*, selon M. Juppé, *d'un problème entre l'Etat et les collectivités locales mais du problème du financement des retraites des régimes spéciaux et, par delà, de celui de la couverture du risque vieillesse, qui constitue pour notre société l'un des principaux défis à relever. »* M. Royer a d'ailleurs obtenu l'accord de principe du premier ministre pour organiser un large débat parlementaire sur ce thème.

« La privatisation n'est pas une panacée »

« Les grandes villes de France sont, pour l'essentiel, bien gérées », a d'abord déclaré M. Chirac, pour mettre fin à l'idée selon laquelle *« la gestion communale comporterait une part de laxisme (...) qui trancherait avec la rigueur que l'Etat s'impose. »* Reconnaissant aux maires de grande ville *« l'exceptionnelle possibilité de faire évoluer les modes de gestion du service public »*, le premier ministre a évoqué le recours des municipalités au secteur privé : *« La privatisation n'est pas une panacée. Pour en avoir usé, en tant que maire de Paris, j'en connais les vertus mais aussi les limites. Des évolutions positives sont également possibles sans sortir du cadre public »* en développant notamment *« une politique de la qualité du service »*.

En matière financière, M. Chirac a rappelé que *« les politiques de l'Etat et celles des collectivités locales doivent nécessairement être coordonnées et marcher d'un même pas »*. *« Il ne sert à rien*, a renchéri M. Juppé, *de baisser les prélèvements obligatoires dus aux impôts de l'Etat si ceux qui dépendent des collectivités locales suivent un mouvement inverse. »* Le premier ministre a annoncé notamment que la pause décrétée en matière de décentralisation serait mise à profit pour *« supprimer certains effets pervers, comme ceux qui pousseraient à l'augmentation de la pression fiscale »*.

D'autre part, les élus ont noté avec satisfaction une évolution des positions du CNPF sur la taxe professionnelle. M. Jacques Lallement, vice-président de l'organisation patronale, a reconnu la nécessité de ce lien entre les patrons et les villes, tout en critiquant les modalités du calcul et de la répartition de cet impôt.

V. D.

M. Fiszbin lance un appel aux communistes

Le rassemblement à gauche passe par le PS

Ancien dirigeant du PCF, communiste « unitaire », député des Bouches-du-Rhône apparenté socialiste, M. Henri Fiszbin souhaite que les militants contestataires communistes s'engagent aux côtés du PS. Son message est aussi destiné aux dirigeants socialistes, dont beaucoup (MM. Laurent Fabius, Pierre Mauroy, Pierre Joxe, Marcel Debarge et Jean Poperen) devaient participer, le samedi 7 mars à Paris, à un colloque intitulé « Socialistes-communistes : la nouvelle donne » et organisé par Rencontres communistes hebdo *(RCH).*

« Vous ne cessez d'affirmer que les « rénovateurs » du PCF devront se soumettre ou se démettre. Or ils ne font ni l'un ni l'autre. Cela ne vous fait-il pas douter de votre propre démarche ?

– Je n'ai cessé d'affirmer ma solidarité *et mon* scepticisme avec la démarche courageuse des rénovateurs. Le temps de la normalisation est malheureusement arrivé. La direction fera en sorte que l'ordre soit rétabli avant le congrès de décembre. Ses objectifs politiques l'exigent : rien ne serait pire pour elle qu'un deuxième septennat d'un président de la République socialiste. Elle fera tout pour l'empêcher et ne tolérera aucun écart dans ses rangs.

» Ma démarche part du constat que le PCF a perdu l'exclusivité de la représentation communiste. Un nouveau pan très important va, avec les rénovateurs, s'écarter du parti. Il n'y a plus rien à attendre du PCF, mais les communistes demeurent, eux, une réalité éminente du champ politique français. Ils sont troublés, éclatés, divisés, déchirés. La survie de la culture communiste et de son potentiel progressiste est une affaire capitale. Il faut pour cela que les communistes se réinvestissent dans leur milieu naturel, la gauche, aux côtés du PS.

– Franchement, votre seul objectif politique aujourd'hui n'est-il pas de rallier au PS, directement ou indirectement, les « rénovateurs » ?

– Mon principal objectif est de rassembler toutes les forces communistes et socialistes dans le combat contre la réaction. Le déclin du PCF n'était pas inévitable. La période du programme commun permettait d'espérer que le PCF se repositionnerait dans les réalités françaises. Tous les communistes sont orphelins de cet espoir déçu.

» La gauche pluraliste a besoin du courant révolutionnaire pour réaliser son projet de société, pour représenter pleinement le monde du travail, pour que les valeurs dont elle est porteuse, à l'opposé de celles qu'on voit mettre en œuvre par le gouvernement Chirac, passent dans la vie.

» Je suis communiste et j'entends le rester. Je veux, tout à la fois, assumer mon identité et agir efficacement. Le déclin du PCF fait que le PS représente l'essentiel des forces de gauche. C'est avec lui que les communistes doivent travailler à notre idéal commun : le socialisme démocratique de la société *post-capitaliste*. Voilà la *seule* démarche réaliste et crédible.

– Cette démarche ne va-t-elle pas à l'encontre de celle du PS, qui semble plutôt attiré par le centre ?

– Le texte de synthèse adopté pour le congrès du PS manifeste un engagement à gauche incontestable. Il est indispensable que la gauche affirme ses objectifs. Elle gagnera si elle montre qu'elle n'a pas renoncé à *« changer la vie »*, à faire prévaloir la justice sociale, l'égalité des chances, le respect du monde du travail. Leur participation au colloque de *Rencontres communistes hebdo* montre l'intérêt que les dirigeants socialistes portent au rassemblement des forces de gauche.

La gauche traditionnelle n'étant pas majoritaire, elle doit gagner au-delà de ses rangs. Elle ne le fera qu'à partir de ses valeurs. Je souhaite que la politique du PS réponde pleinement à cet impératif et que la gauche exprime un point de vue sans ambiguïté face aux forces conservatrices. L'apport des communistes est essentiel à cet égard.

– Finalement, ne donnez-vous pas des arguments à la direction du PCF, qui veut démontrer que les « rénovateurs » sont des sociaux-démocrates ?

– On est toujours le social-démocrate de quelqu'un. Les rénovateurs sont, à leur tour, victimes de ce procédé classique de la direction du PCF. Il faut cesser de perdre un temps précieux. Que les *communistes*, prenant acte de l'effacement du PCF, viennent contribuer au phénomène qui travaille toute l'Europe : la recomposition du mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, il n'est de véritable révolution que dans la conquête des réformes, et les réformes sont impossibles sans révolutionner la réalité. Il est stérile de vouloir revenir soixante-sept ans en arrière. Tenter, en repartant de zéro, l'impossible exploit de recréer un parti destiné à regrouper uniquement les communistes est une voie sans issue. C'est la logique inverse de celle du congrès de Tours qui s'impose aujourd'hui. Une grande formation rassemblant tous les partisans du socialisme démocratique est seule capable de donner naissance à la synthèse communiste-socialiste dont le pays a besoin. »

Propos recueillis par OLIVIER BIFFAUD.

PROPOS ET DÉBATS

M. Fabius : présence

M. Laurent Fabius estime que le Parti socialiste n'est *« pas assez présent »* dans sa riposte à la politique du gouvernement Chirac. Il attribue *la bonne résistance électorale de la* majorité et le peu de progression des socialistes au fait que le PS *« jusqu'à présent n'a pas présenté de propositions assez convaincantes »*.

M. Jospin : révolution ?

« Je ne savais pas que M. Jacques Chirac était un révolutionnaire », a déclaré, vendredi 6 mars, le premier secrétaire du PS, à propos du plan social présenté par le premier ministre en faveur des salariés licenciés. M. Chirac avait parlé de *« révolution sociale »*. Le premier secrétaire du PS *« demande à voir »*. Pour l'instant, il estime que *« le gouvernement n'a pas l'intention de changer en quoi que ce soit sa politique sociale »*.

M. Rocard : sans doute

M. Michel Rocard paraît de plus en *plus assuré de sa candidature à* l'élection présidentielle de 1988. Le vendredi 6 mars, dans la Sarthe, au terme d'une tournée dans les Pays de la Loire, il a conclu son propos (après avoir traité de l'inflation, de la liberté des prix, de l'emploi, du minimum social, de la réduction du temps de travail, de la formation, etc.) par cette formule sans ambiguïté : *« Voilà les idées que nous vous proposerons et sans doute que je proposerai aux Français. »* – (Corresp.)

هكذا من الأصل

Société

JUSTICE

L'affaire du Carrefour du développement

Le juge d'instruction reconstitue les mouvements sur le compte joint de MM. Nucci et Chalier

M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement, a, de nouveau entendu, le vendredi 6 mars pendant près de deux heures, M. Yves Chalier, ancien chef de cabinet de l'ex-ministre socialiste de la coopération, M. Christian Nucci. L'audition a porté essentiellement sur le compte joint que M. Chalier utilisait avec M. Nucci.

Selon Mᵉ Grégoire Triet, l'un des avocats de M. Chalier, une liste de tous les mouvements du compte – de juin 1984 à mars 1986 – indiquant les montants, les tireurs et les destinataires, a été produites.

D'une part, cette liste indiquerait que certaines personnalités, parmi lesquelles M. André Laignel, député et trésorier du Parti socialiste, auraient reçu régulièrement des chèques tirés du compte joint et cela sur des instructions précises. M. Laignel aurait ainsi perçu plus de 120 000 francs, une somme correspondant vraisemblablement aux cotisations de M. Nucci au PS.

Le compte joint aurait servi à alimenter le secrétariat de M. Nucci à Beaurepaire (Isère) et à entretenir un appartement-studio appartenant à M. Nucci, selon l'avocat de M. Chalier. En outre, des achats de champagne, des notes de restaurants auraient été réglés grâce à ce compte.

Ce sont principalement les versements effectués par les associations Promotion française et Carrefour du développement qui auraient alimenté ce compte joint.

D'autre part, d'après Mᵉ Triet, on connaît grâce à cette liste le montant exact des sommes versées remises en espèces sur ce compte. Elles ne proviendraient pas des fonds spéciaux de Matignon. Mᵐᵉ Danièle Tarrieu, comptable du cabinet de l'ex-ministre de la coopération, avait déjà précisé, lors de la confrontation le 4 mars entre M. Chalier et M. Nucci, (*le Monde* du 6 mars), que les espèces reçues de Matignon (48 000 francs par mois) étaient versées directement au cabinet, sans transiter par le compte joint.

Au tribunal de Digne

La feuille de cannabis

DIGNE.
de notre correspondant

Peut-on être condamné à une peine minimale d'un an d'emprisonnement et 15 000 F d'amende parce que l'on porte sur soi un blouson sur lequel est dessinée une feuille de cannabis ? Non, a répondu le tribunal correctionnel de Digne, qui a relaxé Mourad Nahal, vingt-trois ans, habitant Manosque, poursuivi pour incitation à l'usage de stupéfiants.

Le 28 janvier 1987, il avait été interpellé devant une discothèque de Digne par deux inspecteurs de la sûreté, qui, sur la base de l'article L. 630 du code de la santé publique, avaient engagé une procédure à son encontre, initiative relayée par le parquet, qui a semblé se rendre compte un peu tard de l'excès de zèle des policiers, puisque, entre-temps, il avait délivré une citation à comparaître devant le tribunal.

A l'audience, le représentant du ministère public, plutôt embarrassé, rappela le devoir de prévention qui est le sien en matière de drogue, avant d'abandonner au tribunal le soin d'apprécier ou non la réalité de l'infraction...

Mᵉˢ Bollet et Grisoli, du barreau de Marseille, insistèrent sur les risques de discrédit que de telles poursuites risquent d'entraîner pour la politique de lutte contre la drogue. Il ne fallut que quelques minutes au tribunal pour rendre à ses camarades, nombreux dans la salle, un Mourad lavé de tout soupçopon.

F. DE BOUCHENY.

Les suites de l'affaire de la rue de Mogador

Témoins anonymes

Trois des témoins qui ont assisté à une partie des faits ayant conduit à la mort de Loïc Lefèvre, ce jeune automobiliste tué dans la nuit du 4 au 5 juillet 1986, près de la rue de Mogador, à Paris, par le CRS Gilles Burgos, ont été déclarés irrecevables de leur action en diffamation intentée contre *le Figaro* (*le Monde* daté 8-9 février).

Deux jours après les faits, *le Figaro* avait publié un article sous la signature de M. Jean-Charles Reix, mettant en cause l'impartialité des *« témoins spontanés »* qui avaient *« informé »* les médias audiovisuels *« de façon erronée »*. Trois des témoins entendus dans le cours de l'enquête, MM. Jean-Luc Daniel et les frères Jérôme et Nicolas Houdin, s'estimaient gravement diffamés, mais le tribunal, présidé par Mᵐᵉ Marie-Claude Duvernier, s'est retranché derrière le fait que les plaignants n'étaient pas *« nommément désignés »* avant d'estimer que leur identification n'était pas rendue possible car *« aucune circonstance extrinsèque n'établit davantage cette désignation de manière à la rendre évidente »*.

M. P.

● **Le cabinet de M. Chalandon.** – Au cabinet du garde des sceaux, M. Didier Gasse, ancien commissaire de la marine, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été nommé conseiller technique chargé du budget. Il remplace M. Jérôme Turot retourné au Conseil d'Etat. M. Alain Legoux, magistrat, est lui aussi nommé conseiller technique. Ses attributions n'ont pas encore été officiellement fixées. M. Legoux était, jusqu'ici, sous-directeur à la délégation générale à l'amélioration de la protection des Parisiens à la mairie de la capitale. Comme prévu (*le Monde* du 18 février), M. Jean-Pierre Marchi, magistrat, remplace M. Jean-Marie Coulon comme conseiller technique chargé des services judiciaires.

Au tribunal de Paris

Puccini, M. Kurt Waldheim et l'émotion

La filiale française de la société allemande BASF refuse que soit diffusée au public une parodie de sa publicité vantant les qualités de reproduction de ses bandes magnétiques. Elle a saisi le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris afin de faire interdire à Canal Plus de programmer cette parodie lors de l'émission non codée « Objectif nul » du mardi 10 mars à 19 h 55.

Dans le film publicitaire qu'elle a soigneusement mis au point, BASF fait pleurer le buste en pierre de Puccini à l'écoute d'un extrait de *Manon Lescaut*, auquel succède le slogan *« BASF l'émotion intacte »*. Canal Plus a parodié ce spot en présentant une image du président autrichien Kurt Waldheim versant une larme en écoutant un chant militaire allemand ponctué par la phrase inscrite sur l'écran *« BASF l'émotion intacte »*.

A l'audience du vendredi 6 mars, après une projection des deux spots, Mᵉ Jean-Marie Burguburu a stigmatisé l'évocation du nazisme dans un spot qui, à ses yeux, dépasse la parodie que la loi accepte dans ses aspects les plus féroces. L'avocat a précisé que ses clients auraient, à la rigueur, accepté l'image de M. Chirac sanglotant sur la voix du général de Gaulle mais qu'il n'était pas possible d'accepter un détournement du spot pouvant créer un préjudice grave.

Pour Mᵉ Pierre Cousin, défenseur de Canal Plus, l'éventuelle assimilation au nazisme ne pourrait choquer que M. Kurt Waldheim, la qualité des bandes magnétiques de BASF n'étant, en aucun cas, mise enc cause. D'autres marques, nombreuses, ont été ainsi parodiées sans s'en plaindre, et l'avocat a estimé que le public saurait prendre le spot pour ce qu'il était : *« une simple parodie »*.

L'ordonnance devrait être rendue lundi par Mᵐᵉ Huguette Le Foyer de Costil, vice-présidente du tribunal de Paris.

MARC PORTEY.

● **Le directeur général de l'UNESCO perd son procès contre « l'Express ».** – Après la publication, le 6 juin dernier, dans *l'Express*, d'un article le concernant, M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO, estimant qu'il s'agissait de diffamation et d'injures, avait demandé le franc symbolique de dommages et intérêts. Le tribunal de Paris a rejeté cette demande, considérant que l'auteur de l'article, Jérôme Dumoulin, n'a pas *« abusé du droit de critique »* et qu'il s'est fondé *« sur des informations et des faits relatés dans des revues ou des hebdomadaires français ou étrangers, des témoignages de personnalités du monde de la politique ou de la diplomatie, et notamment des représentants des divers pays accrédités auprès de l'UNESCO, (...), ainsi que sur divers rapports des Nations unies de la Commission des affaires étrangères du Sénat ou de la Chambre des représentants des Etats-Unis... »*.

Prisons privées

Les juristes communistes expriment leur opposition au projet de M. Chalandon

Le projet de M. Albin Chalandon de confier au secteur privé la construction et la gestion de prisons constitue selon les juristes communistes *« un abandon extravagant aux capitaux privés d'une des plus fondamentales prérogatives de l'Etat que sont le droit et le pouvoir de punir »*.

C'est ce que M. Guy Hermier, membre du bureau politique du Parti communiste français, a déclaré, le mercredi 4 mars à Paris, au cours d'une conférence de presse destinée à faire le point d'une journée d'étude des juristes communistes, le 28 février au Sénat. Cette journée avait été consacrée à quatre thèmes : les prisons privées, le droit du travail, la sécurité et le code de la nationalité.

« La déshumanisation d'établissements conçus et fonctionnant à l'économie, la soumission des modalités de l'exécution des peines (...) aux critères de l'intérêt privé, notamment en fonction du taux de remplissage des établissements (...) auront pour conséquence l'augmentation du taux de récidive », a estimé M. Guy Hermier.

Le projet de réforme du Code de la nationalité est *« dangereux, démagogique, et il est fondé sur une conception proprement raciste de l'identité nationale »*, a-t-il ajouté.

A propos du droit de travail, M. Guy Hermier a dénoncé *« la volonté patronale de bloquer le fonctionnement des conseils des prud'hommes »*. Enfin, il a demandé que le budget de la justice soit porté dès 1988 à 2 % du budget de l'Etat.

ENVIRONNEMENT

Ecologie spatiale

L'anneau de lumière que l'on devrait voir briller la nuit dans le ciel à partir de 1989, pour célébrer le centenaire de la tour Eiffel, sème quelque inquiétude parmi les astronomes. Ils craignent en effet que cet immense anneau d'une circonférence de 24 kilomètres, constitué de cent sphères de 6 mètres de diamètre, reliées entre elles par des tubes de 240 mètres de long, qui réfléchira la lumière du soleil à 800 kilomètres d'altitude et sera aussi brillant qu'un collier d'étoiles de première grandeur, ne constitue une gêne sérieuse pour les bservations astronomiques.

Il en va de même du projet de l'entreprise de pompes funèbres de Floride Celestis, qui envisage d'envoyer dans l'espace les cendres de dix mille personnes décédées, logées dans un satellite visible la nuit grâce à un revêtement très réfléchissant. L'Union astronomique internationale, notant l'augmentation inquiétante de l'utilisation de l'espace à diverses fins – scientifiques ou non, – précise qu'aucun groupe n'a le droit de changer l'environnement de la Terre d'une manière significative sans qu'il y ait eu auparavant étude et accord internationaux.

● **L'Inde n'exportera plus de grenouilles.** – Le gouvernement de New-Delhi a décidé, le jeudi 5 mars, d'arrêter l'exportation des grenouilles, dont environ 50 millions se retrouvaient chaque année sur les tables occidentales. C'est à la demande pressante du World Wildlife Fund (WWF) et de nombreuses associations écologistes que cette décision a été prise. Depuis plusieurs années, en effet, on constate dans les zones irriguées de l'Inde un regain de moustiques et autres insectes nuisibles aux cultures, dû notamment à la disparition des grenouilles. – *(AFP)*.

Société

DÉFENSE

Pendant onze jours

Huit pays alliés participent à un grand exercice de l'armée de l'air française

Pendant onze jours, à partir du mardi 10 mars, l'armée de l'air française a prévu d'organiser de grandes manœuvres nationales baptisées AIREX-87, qui mobiliseront 90 % de ses effectifs (environ quatre-vingt-cinq mille personnes) et auxquelles se joindront, outre des avions de l'aéronavale française et des régiments d'artillerie sol-air de l'armée de terre française, les armées de l'air de huit pays membres de l'alliance atlantique.

Cet exercice représentera huit mille sorties d'avions, dont sept cents organisées par les alliés, et il intéresse cinquante-deux bases aériennes en France, dont trente aérodromes. Des réservistes de l'armée de l'air seront localement rappelés sous l'uniforme pour la protection des points «sensibles».

Deux des plus grands commandements opérationnels de l'armée de l'air française seront mis à l'épreuve à cette occasion. Le commandement de la défense aérienne, sous la responsabilité du général de corps aérien Christian Gueguen, alignera deux cent quarante avions de combat (y compris les Crusader de l'aéronavale), ses batteries de missiles anti-aériens Crotale et ses stations de détection et de contrôle de la menace aérienne. Le commandement des forces aériennes tactiques, sous l'autorité du général de corps aérien Roger Pessidous, mettra en œuvre deux cent soixante-dix avions d'assaut pour la pénétration à basse altitude.

Les forces aériennes tactiques françaises seront appuyées par des avions (tels le F-111, le Tornado, le F-16 ou le Phantom) venus de Grande-Bretagne, de Belgique, des Pays-Bas, d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne fédérale et par des unités américaines ou canadiennes stationnées normalement en Europe de l'Ouest. Des attaques simulées de moyens chimiques sont prévues, à l'aide d'épandages de produits non dangereux sur les bases qui servent de cibles.

Selon l'état-major de l'armée de l'air, AIREX-87 est destiné à mesurer l'aptitude des forces à mener à bien leurs missions malgré des contraintes artificiellement créées (destructions des moyens au sol et pertes d'avions en combat) qui dégradent progressivement leurs capacités, et durant une période (volontairement limitée à onze jours) qui use la résistance des hommes et la logistique. Deux PC seront totalement activés : celui de Taverny (Val-d'Oise) pour la défense aérienne, éventuellement relayé par Mont-Verdun (Rhône), et celui de Guise (Aisne) pour la force aérienne tactique. Les forces aériennes stratégiques participent à l'exercice, notamment leurs avions de ravitaillement en vol.

Ainsi un exercice particulier de ravitaillement à longue distance, au-dessus de la Méditerranée, mobilisera des Transall (pour le vol à basse altitude) et des C-135 (pour les autres opérations). En coopération avec la navigation aérienne civile, l'armée de l'air assure que toutes les précautions ont été prises pour qu'il n'y ait pas d'interruption du trafic commercial habituel et qu'il y ait un minimum de gêne pour les populations survolées. En particulier, les vols supersoniques sont interdits au-dessous de certaines altitudes et des limitations de vitesse prescrites.

M. Boyon : « La durée du service national ne sera pas modifiée »

« Il n'est pas question de modifier la durée du service », affirme le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Boyon, dans un entretien au magazine *TAM* édité par le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA).

« Le ministre de la défense a souhaité, indique M. Boyon, *que soit engagée une réflexion générale sur le service national. Je dirai tout de suite, pour clarifier un point essentiel, qu'il n'est pas question de modifier la durée du service. Ceux qui pensaient réduire le service à six mois se sont aperçus que ce n'était pas réaliste. Et, pour les missions qui justifient une durée plus longue, le « volontariat service long » apporte un nombre suffisant de candidats. »*

M. Boyon fait allusion, à la proposition 105 du candidat François Mitterrand aux élections présidentielles de 1981, qui prévoyait de ramener à six mois la durée du service militaire. Cette proposition est restée lettre morte. En revanche, le ministre de la défense de l'époque, M. Charles Hernu, a institué, avec l'accord du Parlement, un service long (douze mois supplémentaires) pour des volontaires. La durée de ce volontariat pourrait être portée à vingt-quatre mois supplémentaires, *selon des études en cours au ministère de la défense.*

Le secrétaire d'Etat demeure très prudent sur les projets de réforme du service prêtés au gouvernement. *« Le mot « réforme »*, indique M. Boyon, dans son entretien à *TAM*, *n'est pas le bon, car il évoque un profond bouleversement. Il s'agit plutôt d'une adaptation pour mieux répondre à des situations et à des exigences qui évoluent.* (...) *Le problème est donc de préparer le service national de demain »*, grâce à de nouvelles formes du service et à un contenu plus adapté aux jeunes et plus efficace pour les armées françaises.

SÉCURITÉ

La baisse de la criminalité

Félicitations et remontrances socialistes

Plusieurs responsables socialistes ont tenu à féliciter, mercredi 4 mars, les services de police et de gendarmerie pour la baisse de la criminalité et de la délinquance en 1986. Ne voulant pas laisser au gouvernement le bénéfice exclusif de ces résultats encourageants, ils les imputent à la politique menée avant le 16 mars 1986, tout en agrémentant ces compliments de légères remontrances à la majorité.

M. Pierre Mauroy s'est ainsi « réjoui profondément » de la baisse des infractions qu'il a attribuée, notamment, au *« travail en profondeur mené en concertation avec les maires »*, sur l'initiative du Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD) créé en 1983. Estimant que *« le lancement d'une politique de prévention de la délinquance »* s'était alors *« heurté à une véritable sclérose »*, l'ancien premier ministre a exhorté le gouvernement à ne pas relâcher l'effort dans cette direction.

M. Lionel Jospin a estimé, pour sa part, qu'il ne fallait pas *« exploiter les statistiques ni les problèmes »* mais *« seulement les régler »* : *« C'est une évolution positive qui avait commencé en 1984-1985 sous notre gouvernement. Je crois donc que l'alliance de la répression et de la prévention est la politique qu'il faut maintenir et j'ai un peu peur que le gouvernement n'insiste pas assez sur la prévention. Si on veut consolider les chiffres, c'est pourtant ce qu'il faut faire. »*

Enfin M. Gilbert Bonnemaison, délégué national du PS pour les problèmes de sécurité et ancien vice-président du CNPD, impute cette baisse *« au plan de modernisation de la police nationale mis en œuvre par Pierre Joxe* [et] *à la politique de prévention menée par quatre cents villes de toutes tendances politiques ».*

« L'amélioration de la sécurité des Français, ajoute-t-il, *ne sera toutefois durable que si les actions conjuguées de prévention et de répression s'inscrivent dans le long terme. Loin de toute surenchère sécuritaire, les socialistes ne peuvent aujourd'hui que constater la contradiction flagrante qui marque désormais la politique du gouvernement, entre un ministre de l'intérieur qui annonce une baisse de la délinquance et un ministre de la justice qui s'obstine à vouloir construire des milliers de places de prison supplémentaires, tablant sur une augmentation inexorable de la délinquance. Les socialistes entendent plus que jamais combattre cette politique pénale absurde et coûteuse. »*

ÉDUCATION

M. Jean-Louis Vernet, président de l'université de Toulon

M. Jean-Louis Vernet, professeur de chimie, a été élu, le jeudi 5 mars, président de l'université de Toulon par quarante et une voix pour soixante-dix-neuf votants au premier tour de scrutin. Il succède à M. Gérard Février, qui arrivait au terme de son mandat.

[Né le 15 juin 1942, à Jausiers (Alpes-de-Haute-Provence), diplômé de l'Ecole nationale supérieure de chimie de Montpellier (1964), chercheur au CNRS (1964-1968), enfin docteur en sciences physiques (1968), M. Jean-Louis Vernet est chargé d'enseignement à l'IUT (institut universitaire de technologie) de Toulon dès 1968. Maître de conférences au centre universitaire en 1974, il était depuis 1976 directeur de l'IUT de Toulon. Il siégeait au conseil d'administration de l'université depuis 1980.]

● **Le rectorat de Rennes occupé.** — Les forces de police ont évacué, le vendredi 6 mars dans la soirée, une trentaine de militants de l'association Diwan qui occupaient un hall du rectorat de Rennes. Ils demandaient l'intégration dans l'éducation nationale des dix-sept instituteurs enseignant dans les écoles en breton, comme le ministère en avait pris l'engagement (*le Monde* du 5 mars).

MÉDECINE

● **SIDA : accord entre l'Institut Pasteur et les Américains.** — Après trois ans de polémique pour déterminer qui des chercheurs de l'Institut Pasteur ou du National Cancer Institute américain, avaient découvert les premiers le virus du SIDA, un accord amiable a été conclu le vendredi 6 mars, à Paris. Cet accord *« reconnaît les contributions »* du professeur Montagnier et de ses collègues (français) comme celles du docteur Gallo et de ses collègues (américains), sans donner l'avantage à aucune des parties.

COMMUNICATION

« Tour de table » définitif de Hachette pour l'achat de TF 1

C'est le vendredi 6 mars que Hachette devait communiquer à la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) la composition définitive de son « tour de table » pour l'achat de TF 1. Un tour de table dont la mise au point tardive commençait à faire l'objet de polémiques de la part du groupe Bouygues, son unique concurrent (*le Monde* du 7 mars). A la suite de cette polémique, la CNCL a affirmé, vendredi, dans un communiqué, que sa décision *« ne saurait en aucune façon être influencée par des déclarations ou des démarches d'où qu'elles viennent et quels que soient leurs auteurs »*. La réunion de l'ensemble de ces apports autour de Hachette doit permettre de réunir les 3 milliards de francs nécessaires au rachat de 50 % de la chaîne.

● Hachette et maisons d'édition	
Hachette	24,99 %
Fayard	0,0017 %
Grasset	0,0017 %
Jean-Claude Lattès	0,0017 %
Stock	0,0017 %
LGF	0,0017 %
Belfond	0,0017 %
Bernard Barrault	0,0017 %
Hatier	0,005 %
● Presse	
Pluricommunication (dont *le Monde* pour 25 millions, *la République du Centre-Ouest* pour 5 millions, *Ouest-France* pour 20 millions, *Sud-Ouest* pour 10 millions.)	1,333 %
Excelsior Publications	0,075 %
Nice-Matin	0,116 %
Centre France Communication (*la Montagne*)	0,083 %
Midi-Libre	0,017 %
SET-Presse	1,333 %
● Cinéma	
UGC	0,083 %
UGC-DA	0,083 %
● Banques	
BNP	3,5 %
Crédit lyonnais	3,5 %
Société générale	5 %
● Participations étrangères	
— Grande-Bretagne :	
TVS	3,5 %
Granada	3,5 %
Virgin	0,3 %
— Espagne :	
El Pais	0,25 %
— Portugal :	
Espresso	0,042 %
— Etats-Unis :	
MCA	2,28 %
— Brésil :	
Globo	0,001 %
TOTAL « étranger »	9,87 %
TOTAL « français »	40,13 %

● **Grève très suivie à FR 3.** — Les syndicats de journalistes SNJ, SJF-CFDT et SNJ-CGT de FR 3 se sont félicités, le vendredi 6 mars, du succès remporté par le mouvement de grève de vingt-quatre heures qu'ils ont lancé sur la chaîne pour protester contre la mutation du rédacteur en chef de FR 3-Corse, M. Sampiero Sanguinetti, et plus généralement contre *« l'absence de professionnalisme qui prévaut dans tous les choix de la direction »* et *« le quadrillage de l'information en région »*.

Selon ces syndicats, 60 % des journalistes de FR 3 ont cessé le travail (90 % à Paris), rejoints par un certain nombre de techniciens. Plusieurs journalistes de la rédaction parisienne ont tenu à souligner la *« participation exceptionnelle des non-syndiqués »*. La présidence de la chaîne fait, pour sa part, état de 154 journalistes grévistes sur 610. La principale conséquence du mouvement de grève a été la suppression de l'édition du journal national de FR 3, « Soir 3 », remplacée par un « flash » de cinq minutes. A FR 3-Corse, indique-t-on de source syndicale, 55 des 64 personnes inscrites sur le tableau de service — toutes catégories confondues, journalistes, techniciens et administratifs — ont fait grève.

SPORTS

Renforcement de la lutte contre le dopage

« Un décret doit paraître dans les prochains jours qui permettra à l'Etat d'avoir l'initiative de contrôles antidopage inopinés à l'entraînement et en compétitions », a indiqué, dans un communiqué, le directeur des sports, M. Gilles Bouilhaguet, après la suspension pour six mois de quatre membres de l'équipe de France d'haltérophilie — Pascal Senet, Marcel Pastor, Patrick Leverino et Jean-François Alloneau — qui avaient refusé de se soumettre à des contrôles de ce type organisés par leur fédération.

« C'est une possibilité nouvelle dont il sera fait largement usage après que l'ensemble des fédérations sportives auront été mises devant leurs responsabilités », a précisé le directeur des sports. En septembre dernier, le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, M. Christian Bergelin, avait déjà demandé aux présidents des cinquante plus importantes fédérations de s'engager personnellement dans un programme de lutte contre le dopage.

« Pour mettre en œuvre cette politique, a souligné M. Bouilhaguet, *les crédits affectés aux laboratoires d'analyses ainsi qu'à l'intervention des médecins ont été multipliés par deux. (...) Le nombre de contrôles est passé de 1 656 en 1985 (13 positifs) répartis sur 17 fédérations, à 2 453 en 1986 (56 positifs) pour 31 fédérations. »*

Le dispositif complet de lutte contre le dopage (prévention et contrôle) doit être présenté en avril par M. Christian Bergelin.

La première promotion des professeurs de sport

La première promotion de professeurs de sport (1985-1986) a couronné cent trente-quatre candidats sur les cinq cents inscrits au concours. La moyenne générale des notes obtenues par les athlètes de haut niveau a été de 14,09/20 contre 12,42 aux concurrents de la filière extérieure (titulaires d'un diplôme universitaire) et 12,21 à la filière interne (cadres techniques du secrétariat d'Etat aux sports). Au total des trois filières, soixante-dix athlètes de haut niveau ont été reçus (52,2 %), parmi lesquels le cycliste Jeannie Longo, les judokas Patrick Roux, major de la promotion, et Fabien Canu, l'escrimeur Philippe Omnès, le perchiste Thierry Vigneron et le tireur Jean-Pierre Amat.

Les professeurs de sport constituent un nouveau corps de fonctionnaires dépendant du secrétariat à la jeunesse et aux sports. Ils sont appelés à être les cadres techniques des fédérations des clubs et des municipalités. *« Le professorat de sport est désormais, une institution crédible et bien assise »*, a commenté Nelson Paillou, président du Comité national olympique (CNOSF).

● **ATHLÉTISME : championnat du monde en salle.** — Deux records du monde ont été améliorés le vendredi 6 mars lors de la première journée des championnats du monde d'athlétisme en salle à Indianapolis : la Soviétique Olga Christop a couvert les 3 km marche en 12 mn 5 s 45, soit 26 s 12 de moins que l'Italienne Giuliana Salce en février 1985 à Florence. L'Américain Greg Foster a réalisé 7 s 46 sur 60 mètres-haies, soit un centième de moins que le record qu'il partageait avec le Canadien Mark McKoy depuis le mois de février.

● **FOOTBALL : l'affaire Schumacher.** — Le président de la Fédération ouest-allemande de football, Hermann Neuberger, a annoncé, le vendredi 6 mars, que Harald Schumacher, le gardien de but déjà démis de ses fonctions de capitaine la semaine passée, ne jouerait plus jamais dans l'équipe nationale de RFA. Sélectionné soixante-seize fois, Schumacher a provoqué un scandale en accusant dans un livre intitulé *Coup de sifflet* plusieurs de ses coéquipiers de se doper et en les décrivant sous des dehors peu élogieux.

● **TENNIS : tournoi de Key Biscayne.** — Grâce à la pluie qui a interrompu les demi-finales du tournoi de Key Biscayne le vendredi 6 mars, le Français Yannick Noah a disposé d'un jour de repos pour soigner la blessure à l'épaule, qui l'avait contraint à déclarer forfait pour le double le 5 mars avant de rencontrer le Tchécoslovaque Miloslav Mecir.

RELIGIONS

Mgr Laszlo Paskaï nouveau primat de Hongrie

Jean-Paul II a nommé Mgr Laszlo Paskaï, le vendredi 6 mars, archevêque d'Esztergom (siège de Budapest) et primat de Hongrie, pour succéder au cardinal Laszlo Lekaï, décédé le 30 juin dernier. Appelé à devenir cardinal, Mgr Paskaï était archevêque coadjuteur de Kalocsa et, depuis le 8 juillet 1986, président de la Conférence épiscopale hongroise.

Le pape a également nommé un administrateur apostolique à Kalocsa, le Père Danko, recteur de l'institut pontifical hongrois de Rome, et un nouvel évêque à Vac, Mgr Marosi, qui était déjà auxiliaire.

Ces décisions sont le fruit de négociations commencées entre Budapest et le Saint-Siège dès la mort du cardinal Lekaï, dans un Etat socialiste où le primat avait engagé une politique originale de concertation (*le Monde* du 3 juillet 1986). Elles interviennent deux semaines seulement après la visite au pape du premier ministre hongrois. Le choix de Mgr Paskaï, homme ouvert et conciliant, comme nouveau primat devrait garantir la continuité des relations Eglise-Etat.

H. T.

[Né le 8 mai 1927, Mgr Laszlo Paskaï est un franciscain, diplômé de théologie de l'Académie de Budapest. A partir de 1955, il a été professeur, puis directeur du séminaire de Budapest, avant de devenir évêque de Veszprem en 1979, puis archevêque coadjuteur de Kalocsa en 1982.]

● **Mgr Bussini, évêque d'Amiens, a démissionné.** — Quatorze mois après son arrivée dans le diocèse d'Amiens où il succédait à Mgr Géry Leuliet, parti à la retraite, Mgr François Bussini, cinquante et un ans, a remis au pape sa démission *« pour des motifs de santé graves »*. Jean-Paul II l'a acceptée, annonce un communiqué de l'évêché du vendredi 6 mars. Réputé comme l'un des meilleurs théologiens de la conférence épiscopale française, Mgr Bussini avait été évêque auxiliaire de Mgr Matagrin à Grenoble, où il avait été victime, en 1983, d'un grave accident de la circulation.

Le Carnet du Monde

Décès

— Vichy. Angers. Royat.

Mme Raoul Bidet,
Docteurs Jean-Marc et Marie-Laure Bidet,
Mme Françoise Bidet,
Mme Paule Bidet,
ses enfants,
Pascale et François Bidet,
Alban et Florence Guendet,
ses petits-enfants,
M. et Mme Roland Beauvoir
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raoul BIDET,
pharmacien,

survenu le 5 mars dans sa quatre-vingt-deuxième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Louis de Vichy, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Moureuille (63).

149, boulevard des Etats-Unis,
03200 Vichy.

35, avenue Jeanne d'Arc,
49100 Angers.

— Fontenay-le-Comte (Vendée).

Le Seigneur a rappelé à Lui,

Mme Denyse Majou,
née Coutant,

le 5 mars 1987, à Poitiers, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

De la part
Du Père Emmanuel Coutant (S.J.),
son frère,
L'abbé Christian Majou,
Bernard et Paule Majou
et leurs enfants,
Marie-Emmanuel et René Loriou
et leurs enfants,
Anne et Philippe Walrave
et leur fille,
François-Xavier et Françoise Majou
et leurs fils,
Marie-Elisabeth et Guy Nedonsel
et leurs enfants,
Thérèse Majou-Billé
et ses fils,
Ses enfants et petits-enfants,
Et de toute la famille.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 9 mars, à 15 heures, en l'église Notre-Dame de Fontenay-le-Comte (Vendée), suivie de l'inhumation au cimetière Notre-Dame de Fontenay.

Cet avis tient lieu de faire-part.

51, rue du Palais,
85100 Les Sables d'Olonne.

— *M. et Mme Robert Pineau*
et leurs enfants,
MM. Jean-Serge et Claude Pineau,
Mme Moyon-Avenard
et ses enfants,
Mme Sylviane Lemerle,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Ferdinand PINEAU,
exploitant de cinéma,

survenu dans sa quatre-vingt-neuvième année, le 2 mars 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

1 *bis*, rue Franklin,
44000 Nantes.

Anniversaires

— *Le 8 mars, mourait*

Meryem BENCKEIK EL FEGOUN.

Elle avait dix-sept ans.

Communications diverses

— Le mardi 10 mars, à 18 h 30, une table ronde sur « Buenos-Aires port de l'extrême Europe » est organisée à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, avec Alicia Dujoyne Ortiz, écrivain ; Salomon Resnik, psychanalyste ; Graciela Schneier architecte, chercheur au CNRS ; Anne Remiche, journaliste, et José Luis Castineira de Dios, musicien (sous réserve). Renseignements 42-22-97-60.

Soutenances de thèses

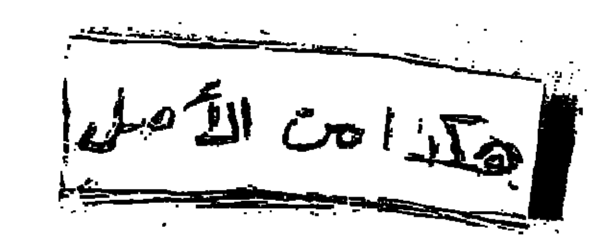
— Institut d'études politiques de Paris, lundi 9 mars, à 16 h 30, salle 902, M. Francesco Bonini : « L'histoire d'une institution coutumière : le secrétariat général du gouvernement de la République française (1934-1986). »

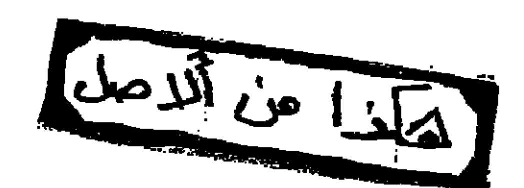
— Université Paris-V, mercredi 11 mars, salle 224, à 14 h 30, M. Abdellah Elquortobi : « Etat et paysannerie au Maroc (contribution à l'étude du changement social et du développement rural). »

— Université Paris-I, mercredi 11 mars, à 10 h 30, salle des Commissions (centre Panthéon), M. Saïd Moujemmaa : « Le contrôle des finances publiques au Maroc. »

— Université Paris-V, mercredi 11 mars, à 9 h 30, salle 224, Mme Chrysanthi Karavali : « La dynamique politique à Chypre. »

— Université Paris-I, vendredi 13 mars, à 12 h 30, salle 107, M. Djiba Diane : « Contribution à l'histoire de l'islam de Haute-Guinée : la société musulmane du Bate, son rayonnement, des origines à la mutation socio-économique de 1914 à 1970. »





L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. JACQUES LAURENT

Un cours magistral

PARMI les invités massés sous la Coupole, ceux qui s'attendaient à quelques propos frivoles, même dans l'éloge du *« souverain de l'histoire contemporaine »* que fut et reste Fernand Braudel, seront restés sur leur faim. Ils confondaient sans doute M. Jacques Laurent et son double Cecil Saint-Laurent.

Ce n'est pas la petite histoire, voire celle par exemple, *respectable et respectée, où caracole* Caroline Chérie, dont il a été question quai Conti. C'est, le ciel en soit loué, l'histoire globale, l'histoire affrontée *« dans toute son épaisseur »* par un savant mondialement reconnu. Et trop souvent salué – malgré lui – comme le maître de la « nouvelle histoire ». Or, au dire de son successeur à ce quinzième fauteuil – occupé jadis par Labiche, – il n'y a pas plus de nouvelle histoire que de nouvelle cuisine.

Seules les méthodes changent, et celles de Fernand Braudel, à la fois rigoureuses et souples, adaptées aux multiples données du réel patiemment rassemblées, ont fourni au récipiendaire la matière d'un véritable cours magistral.

Il ressuscite à son tour, puisque, – selon Fernand Braudel, *« aimer, c'est ressusciter »,* – le théoricien du *« temps court »,* le bâtisseur de colossales synthèses, qui préfère la continuité aux ruptures, pour qui *« le présent est fait de 90 % du passé ».*

Il prouve ainsi qu'il sait passer du plaisant au sévère et qu'il n'a pas peur d'être pris pour un auteur sérieux.

J.-M. D.

Le discours du récipiendaire

MESSIEURS,

LA tradition veut que je m'étonne d'avoir été appelé à siéger en votre illustre compagnie. Certains n'hésitent pas à nuancer d'humour le tribut qu'ils paient à l'usage. Je ne m'y essaierai pas, je n'y parviendrais point, mon étonnement conservant sa force étymologique. Il est extrême le plaisir que j'éprouve à honorer la tradition dans une maison qui repose sur elle et qui doit une bonne part de son éclat et de son autorité à l'ancienneté de ses rites et à une durée séculaire qui s'est intégrée à l'histoire.

L'histoire ! Plus tôt que je ne l'aurais souhaité, voilà le grand mot lâché qui m'entraîne au cœur même du sujet qu'il m'a été donné de traiter devant vous : la vie et l'œuvre de Fernand Braudel. Lors de son discours de réception, il s'était appuyé sur une phrase d'André Chamson : *« Celui qui raconte a besoin de créatures vivantes. »* Mon embarras est grand devant la difficulté où je me trouve de devoir animer la statue de Fernand Braudel, car c'est bien d'une statue qu'il s'agit.

Captif d'un mythe

A travers l'imposante littérature qui lui a été consacrée, sa majesté nous écrase et son autorité mondialement reconnue. Vingt fois docteur *honoris causa* d'universités étrangères, il fut choisi comme membre par nombre d'entre elles, aussi différentes que celles de Budapest, de Madrid ou de Munich. Son nom finit par ne plus apparaître qu'escorté d'hyperboles. Il est le « maître », le guide, le prince, l'empereur de la nouvelle histoire, le pape. Lui-même se plaignait en souriant d'avoir *été « empaillé »* de son vivant, *et*, depuis qu'il nous a quittés, c'est d'un mythe qu'il est devenu captif, à ce point que l'admirer n'est plus permis si l'on ne pousse pas le culte jusqu'à l'adorer.

D'où une situation bien délicate pour moi qui ne puis apporter mon tribut d'éloges sans craindre qu'il ne soit aussitôt englouti dans le nuage d'encens qui enveloppe la mémoire de celui qui est universellement tenu pour le souverain de l'histoire contemporaine.

Tout d'abord, j'aimerais qu'on me permît d'écarter une expression : la *« nouvelle histoire »*. Fernand Braudel la prisait fort peu, mais elle fut souvent employée à son propos. Nous aurons vu apparaître en quelques décennies la nouvelle histoire, le nouveau roman, la nouvelle critique, les nouveaux philosophes, la nouvelle cuisine. Celle-ci a apporté des changements, peut-être passagers, à nos habitudes, mais qui oserait soutenir que depuis le néolithique la cuisine était restée stable et qu'elle a fait tout à coup peau neuve ? Fernand Braudel se plaisait à exécuter en compagnie de ses proches des recettes qui dataient du Moyen Age ou de la Renaissance, et il obtenait des plats qui étaient différents de ceux qu'on servait dans les festins du *Satiricon* ou de ceux que préconisait Brillat-Savarin.

Tout ou presque change constamment dans nos sociétés occidentales, la cuisine comme le vêtement, le vêtement comme le mobilier et l'astronomie, mais jamais on ne saurait assurer qu'une pratique s'est conservée assez pure pour qu'on puisse décomposer son histoire en deux parties, l'ancienne et la nouvelle.

Existerait-il, d'Héraclite à Bachelard, une lignée des anciens philosophes interrompue ces dernières années par le déferlement des nouveaux ?

La nouvelle critique trahit la même présomption, elle donnerait à penser que de Boileau à Thibaudet les mêmes procédés ont été uniformément utilisés et que, pour reprendre une assertion de M. Doubrovsky, jusqu'à Roland Barthes la critique n'avait su traiter de Racine qu'en égrenant des points d'exclamation la main sur le cœur.

Quant au nouveau roman, il prétend refléter une révolution qui est exposée en ces termes : après Proust et Joyce, on n'a plus le droit d'écrire un roman comme Balzac, mais quel romancier, j'entends un grand, bien sûr, a jamais songé à imiter Balzac ? Stendhal écrivait comme Stendhal, Flaubert comme Flaubert, Zola comme Zola, tout de même que, avant eux, Lesage, Prévost, Marivaux, Laclos ou Jean-Jacques Rousseau n'avaient jamais éprouvé le besoin d'écrire comme Mme de Lafayette.

La nouvelle histoire ne serait une expression admissible que si toujours l'histoire, l'« ancienne histoire », avait été faite selon les mêmes méthodes et avec les mêmes intentions.

Or, si nous prenons pour exemple une époque et un espace limités, ceux de l'historiographie romaine, si nous isolons trois grands noms, César, Tacite, Salluste, nous devons déjà affronter trois méthodes et trois intentions différentes. Tiendrions-nous à trouver *quelques* illusoires ressemblances, nous pourrions rapprocher vaguement César de Napoléon, Tacite de Michelet, Salluste de Braudel, mais ce jeu n'aurait que la valeur d'un divertissement. Bien sûr, des traits sont communs à des historiens, bien sûr leur inspiration n'a pas cessé non plus de les distinguer, mais s'il y eut des écoles historiques, il n'exista jamais un bloc auquel une nouvelle histoire aurait pu prétendre être étrangère. En ce qui me concerne, je tiens pour acquis qu'il n'y a pas plus de nouvelle histoire que de nouvelle cuisine.

Cher vieux « Mallet et Isaac »

FONDÉE par Marc Bloch, l'école des Annales, où Fernand Braudel devait s'illustrer, ne prétendait pas faire table rase mais agrandir audacieusement le domaine de l'histoire en donnant sa place à l'économie et en visitant des régions de la connaissance qui n'avaient pas été jugées historiques jusqu'alors.

Cela ne signifiait pas que les traités et les batailles devaient être pour autant exclus de la recherche et de l'enseignement. Au moment où cette école se développait, j'étais un lycéen dont l'Université nourrissait l'appétit avec le cher vieux « Mallet et Isaac », où les portraits des grands hommes révélaient, grâce à de longues légendes, leur énergie, leur cruauté, leur ambition ou leur penchant à la volupté par la forme d'un nez, d'une lèvre inférieure ou l'éclat d'un regard.

Ces manuels présentaient l'avantage de nous mettre des faits et des dates dans la tête, et Fernand Braudel, d'ailleurs, ne devait pas tarder à protester lorsqu'il y a quelques années l'enseignement secondaire crut pouvoir substituer à cet apprentissage qui donnait du passé une perspective jalonnée un fouillis d'aperçus partiels que l'élève était évidemment incapable de situer dans le temps. Je ne me sens donc pas trop coupable d'avoir entretenu de bonnes relations avec mon manuel. A sa lecture j'ajoutais celle des livres de Mémoires, dont la bibliothèque de mon père était surchargée. Ces Mémoires qui concernaient surtout le XVIIIe siècle et l'Empire me confiaient, sans le chercher, bien des détails sur la manière de vivre et de mourir, de veiller à sa sécurité, d'aimer, de faire ses comptes, de monter un trousseau ou de passer une soirée. Tout en ignorant les Annales, je me rapprochais d'elles sans qu'il y eût en moi le sentiment d'une rupture.

En outre, j'avais été touché déjà par le projet cher à Dumas d'écrire une histoire de la Méditerranée où la vie quotidienne aurait été présente et par la critique qu'adressait Balzac aux historiens de son époque à qui il reprochait de négliger l'étude des mœurs.

Le lycée de ses rêves

ON me pardonnera de rapporter, sans doute pour me rassurer, une coïncidence grâce à laquelle la vie quotidienne du professeur Braudel et la mienne ont pu fugitivement se croiser. Il était professeur au lycée Condorcet où j'étais élève. Je n'eus pas la chance d'appartenir à sa classe, mais enfin, pendant un temps, nous respirâmes le même air, nous parcourûmes les mêmes cours, nous considérâmes les mêmes voûtes et les mêmes façades, nous participâmes aux mêmes secrets. Ce dernier mot, je ne l'emploie pas à la légère, car, quand il déclara que Condorcet avait été le lycée de ses rêves, il me combla en lançant une formule qui correspondait *exactement à ce que j'avais* ressenti sans savoir l'exprimer. Lui le maître, moi l'émule, avions été également touchés par le charme libéral de ce vieux couvent incomparable. Il eut, nous a-t-il dit, des élèves merveilleux, j'eus quelques professeurs également merveilleux ; j'aime que notre gratitude, que la dette qu'avec enthousiasme nous nous reconnaissons pour Condorcet, lancent entre nos deux vies un lien passager d'une simplicité cordiale.

Grâce à une autre coïncidence, l'immeuble voisin du lycée portait une plaque signalant qu'Eugène Labiche y avait habité et qu'il y mourut. Comment Fernand Braudel, passant devant cette plaque, aurait-il pu imaginer que lui reviendrait un jour le fauteuil qu'entre 1880 et 1888 le célèbre vaudevilliste avait occupé ! Or une des classes de troisième avait fondé un théâtre où quelques lycéens, dont votre serviteur, s'étaient improvisés comédiens. Notre répertoire comportait des pièces de Labiche, et comme à la saint Charlemagne nous jouions devant tous les professeurs, il est possible qu'interprétant un personnage de *la Grammaire*, par un soir d'hiver, j'aie fait rire Fernand Braudel. Je ne me serais pas davantage douté qu'un demi-siècle plus tard je prendrais la suite sur le même fauteuil du vaudevilliste et de l'historien que le lycée Condorcet avait fortuitement rapprochés.

Prophéties

ENCORE lycéen puis étudiant, je poursuivis avec l'histoire des amours profanes, parfaitement dépourvue de méthode ; leurs élans mal contrôlés, donc vulnérables, restaient à la merci d'une déception. La philosophie de l'histoire ne me séduisit qu'un moment, et j'en vins à penser que si Bossuet parce qu'il croyait en Dieu avait le droit d'expliquer par l'action d'une volonté suprême les victoires et les décadences, l'entreprise de Hegel succombait sous la critique de Nietzsche, qui voyait en elle le parcours terrestre d'un dieu inavoué. Marx ne me semblait pas avoir remis ce dieu sur ses pieds, mais en cela j'étais, sans le savoir, d'accord avec Fernand Braudel, qui réprouvait l'histoire marxiste parce qu'elle partait d'idées préconçues que l'étude des faits était seulement chargée d'étayer et de justifier, une étude où l'on reste libre de choisir ce qui vous convient en négligeant ce qui a l'impertinence de vous contrarier.

Mais dans le même temps j'avais été sensible à l'assaut que Valéry avait lancé contre l'histoire, qu'il avait présentée comme *« le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré »*. Il l'accusait d'inciter les peuples au rêve et à l'ivresse, d'entretenir leurs vieilles plaies, de tourmenter leur repos et de rendre *« les nations amères, superbes, insupportables et vaines »*. Pour démontrer cette vanité, il constatait comme une évidence que toujours les prévisions des historiens avaient été démenties par l'avenir lorsque celui-ci était devenu du présent, et démenties jusqu'au ridicule. Or j'avais lu *les Conséquences politiques de la paix*, un petit livre de Jacques Bainville, publié en 1920, où l'auteur avait annoncé que l'Allemagne ne paierait pas les réparations, qu'elle remilitariserait la rive gauche du Rhin, qu'elle voudrait et réussirait l'Anschluss, qu'elle s'en prendrait à la Tchécoslovaquie et que la guerre éclaterait à propos de Dantzig, et qu'elle éclaterait par le truchement d'un pacte germano-russe.

Gaxotte, par la suite, devait, en préfaçant la réédition de ce livre, observer que l'historien, sans prétendre pratiquer le métier du prophète, avait réussi à prédire tout ce qui devait se passer entre le traité de Versailles et l'éclatement d'une nouvelle guerre.

Et Bainville, lorsqu'il annonçait comme certain le pacte germano-russe qui allait être signé dix-neuf ans plus tard, se référait à un autre historien, à Michelet, qui croyait au mariage profond et terrible de la Prusse avec la Russie, un mariage qui durait depuis le dix-huitième siècle, où il avait été célébré par un banquet à l'issue duquel un verre de sang polonais avait été servi. Ni Michelet ni Bainville n'auraient pu prévoir Staline et Hitler, mais ils avaient fondé sur les événements du passé leur connaissance des événements futurs dont la réalisation se déroula pendant les vingt premières années de ma vie.

Un voyageur ardent

ON comprendra donc que l'entreprise de Fernand Braudel m'ait d'abord inspiré une certaine méfiance. Alors que je croyais à la portée des événements, elle se présentait comme *« non événementielle »*. Il me fallut apprendre que cette expression appartenait plutôt à l'économiste Simiand, et que le professeur ne l'avait lui-même utilisée qu'avec réserve. Il lui préférait une formule originale, celle de *« temps court »*, sur laquelle j'aurai plaisir à m'attarder bientôt.

Pour le moment, j'aimerais retrouver le Fernand Braudel qui applaudit peut-être Labiche au lycée Condorcet. A cette époque, il revenait d'Algérie. Professeur de khâgne à Alger, il avait été frappé par l'une de ses élèves et par la Méditerranée ; il les avait épousées toutes les deux et toutes deux ne cessèrent de l'inspirer sa vie entière.

De cette vie, que vous dirai-je ? Vous la connaissez. Ayant quitté Condorcet puis Paris, il s'embarqua une nouvelle fois avec sa femme pour enseigner à la faculté des lettres de Sao-Paulo. Le professeur Lévi-Strauss a raconté avec trop de vivacité l'arrivée de ce nouveau collègue à la mission universitaire française pour que j'insiste davantage, me bornant à rappeler que déjà Fernand Braudel montrait la vaillance avec laquelle il ne devait pas cesser de soutenir, à ses risques et périls, les causes qu'il estimait justes.

Il est important aussi qu'au Brésil il ait rencontré le passé de l'Europe conjugué au présent et qu'il y ait été sensible. Important aussi que, renouvelant une expérience qui datait de l'Algérie, il ait vu la France non plus derrière lui comme pendant son enfance lorraine, mais en levant les yeux. La statue que j'avais redoutée est déjà devenue un voyageur ardent qui regarde autant qu'il pense. Sur le navire qu'il prit à Santos pour regagner la France, la fortune fit bien les choses puisqu'elle le mit en présence de Lucien Febvre. Leur entente fut immédiate et inépuisable leur entrain à aborder les sujets qui leur tenaient à cœur. Leur fougue n'épargnait personne, et un vieux professeur qui retournait en Europe confiait à Madame Braudel, sur le ton de l'émerveillement : *« Ah ! mon Dieu, Madame, qu'ils sont méchants ! »*

Les amitiés transatlantiques durent habituellement ce que dure le voyage, ce fut le contraire qui arriva. A Paris, où une chaire à l'Ecole des hautes études l'attendait, Fernand Braudel constata avec joie que son brillant aîné ne demandait qu'à resserrer les liens qui s'étaient ébauchés en mer.

Une énergie indomptable

LA guerre ne devait les séparer que géographiquement. Vous savez tous que dans le camp de prisonniers où les Allemands le tinrent incarcéré de 1940 à 1945, Braudel réussit l'exploit de composer *la Méditerranée et le Monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, la thèse qui devait situer son auteur au sommet de l'historiographie contemporaine.

Il n'est pas dans mes intentions de retracer la carrière de Fernand Braudel, qui, avec une efficacité constante, s'est développée à travers la direction des Annales, un enseignement au Collège de France étendu sur près d'un quart de siècle, la maîtrise de la sixième section de l'Ecole des hautes études et de la Maison des sciences de l'homme, qu'il sut gouverner aussi justement qu'il avait su la concevoir. Cette carrière est dans toutes vos mémoires, elle fut décrite par Maurice Druon ici même *et* avec une ardeur aussi éloquente que précise *et* il y a à peine deux ans de cela !

J'en retiens l'énergie indomptable de cet homme qui sut créer, organiser, prévoir et pourvoir, qui chercha inlassablement des talents et des caractères, défendant ou poussant un étudiant comme il aurait défendu ou poussé une idée, déployant une vitalité qui en donne à tous ceux qui évoquent son souvenir. Ils n'oublient jamais de signaler la vivacité de sa nature, la drôlerie de son esprit. A l'un de nos amis communs, il lui arriva de dire : *« Tiens, Jacques Laurent m'a envoyé son dernier livre ; c'est gentil à lui. »* Et d'ajouter en souriant : *« J'en déduis qu'il compte se présenter bientôt aux suffrages de l'Académie française. »*

Le temps court

MAIS j'aimerais maintenant m'appuyer sur ses écrits, et puisque j'évoquais il y a quelques minutes l'événementiel et le temps court, le citer pour qu'il s'en explique lui-même : *« Disons plus clairement*, a-t-il écrit, *disons plus clairement, au lieu d'événementiel : le temps court, à la mesure des individus, de la vie quotidienne, de nos prises rapides de conscience, le temps par excellence du chroniqueur, du journaliste (...). Chacun comprendra qu'il y ait ainsi un temps court de toutes les formes de la vie : économique, social, littéraire, institutionnel, religieux, géographique même (un coup de vent, une tempête) aussi bien que politique. A la première appréhension, le passé est cette masse de menus faits, les uns éclatants, les autres obscurs et infiniment répétés (...). Mais cette masse ne constitue pas toute la réalité, toute l'épaisseur de l'histoire. »*

(Lire la suite page 10.)

L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. JACQUES LAURENT

Le discours du récipiendaire

(Suite de la page 9.)

AFFRONTER l'histoire dans toute son épaisseur sera l'objectif constant de l'entreprise braudélienne. Pour en mesurer la portée, encore faut-il la replacer dans le cadre universitaire où elle fut conçue. Depuis la fin du dix-neuvième, l'historiographie universitaire respectait le culte d'une spécialisation qui morcelait le passé en cellules chronologiques. L'un traitait de la Révolution française, l'autre de la monarchie constitutionnelle ou de la Grande-Bretagne au dix-huitième siècle. Un nouveau décloisonnement s'imposait, qui était, lui, d'ordre épistémologique. Plus ou moins consciemment, les historiens défendaient leur domaine contre les incursions des disciplines voisines, sociologie, psychologie sociale, économie, ethnologie, géographie physique et humaine ; ils finissaient souvent par se limiter au politique et parfois à ce que celui-ci présente de passager et d'accidentel.

Il ne fut jamais question pour Braudel d'éliminer le politique non plus que d'annexer les sciences voisines. Si celles-ci furent en effet pour Marc Bloch et Lucien Febvre l'objet d'une convoitise conquérante, Fernand Braudel souhaita au contraire créer une interscience où tous les apports seraient examinés. Peu avant sa mort, il déclarait : *« Ce problème des liaisons, des mélanges, c'est tout ce qui me passionne. »*

Dans ce mélange, aurait-il admis que l'histoire en vînt à se dissoudre ? Je ne le pense pas. Je consens qu'il n'a pas proposé à l'historien de soumettre les sciences de l'homme à son empire, mais il a dénié à ces disciplines le droit d'exister pleinement si elles refusaient de tenir compte du passé. En économie aussi bien qu'en sociologie ou en psychologie sociale, il n'est pas possible, selon lui, de rendre compte d'un phénomène sans en avoir reconstitué le passé. Pourtant son entreprise reste nuancée puisqu'elle tend à édifier une histoire globale qui s'enrichit des sciences qu'elle enrichit.

L'histoire à trois vitesses

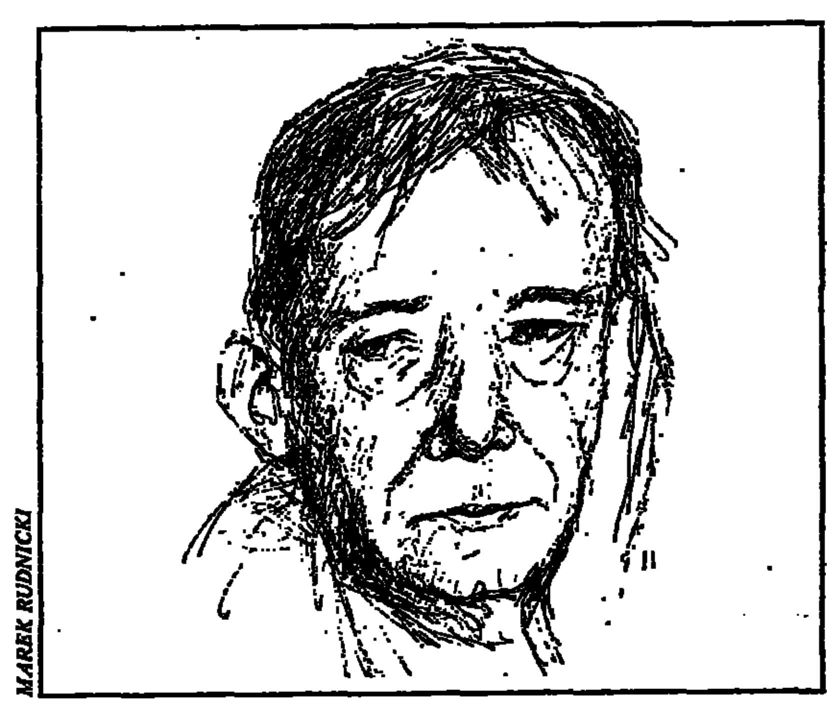
L'ÉPAISSEUR de l'histoire l'a conduit à cette recherche d'une connaissance pour qui tout commence et tout finit par le temps, un temps dont la densité est lourde de pluralités de rythmes et d'une perpétuelle diversité d'espaces chronologiques. Pour écrire *la Méditerranée*, il fonda une problématique qu'il voulait assez efficace pour distinguer les mouvements de la durée. Dans la préface, il s'en est expliqué ainsi : *« Je me suis dit un beau jour : il y a l'histoire qui ne bouge pas ; puis l'histoire lentement rythmée (la conjoncture, le mouvement de la population, les Etats et surtout les guerres) ; enfin, il y a l'histoire des individus et des événements, très rapide, qui n'est qu'agitation de surface. Je suis arrivé à décomposer le temps et à comprendre que nous sommes confrontés à des histoires parallèles à vitesse différente. »*

Ces vitesses, il les distingue avec une autoritaire virtuosité : la première, celle des relations de l'homme avec son milieu, étant si lente qu'elle confine à l'immobilité ; la deuxième, celle des groupes et des groupements, s'avance un peu plus rapide au-dessus de la première. *« Comment ces vagues de fond,* écrit-il, *soulèvent-elles l'ensemble de la vie méditerranéenne ? Voilà ce que je me suis demandé dans la seconde partie de mon livre, en étudiant successivement les économies et les Etats, les sociétés, les civilisations, en essayant, enfin, pour mieux éclairer ma conception de l'histoire, de saisir comment toutes ses forces de profondeur sont à l'œuvre dans le domaine complexe de la guerre. Troisième partie enfin, celle de l'histoire traditionnelle (...) : une agitation de surface, les vagues que les marées soulèvent sur leur puissant mouvement. Une histoire à oscillations brèves, rapides, nerveuses. »*

Les civilisations sont immortelles

IL se peut que cette théorie aujourd'hui célèbre des trois temps lui ait été suggérée au moment où il voyait naître sa première grande œuvre par un élan esthétique qui lui proposa cette division comme une perception en train de s'intellectualiser, comme une image exaltante. Peut-être aussi a-t-il jugé commode une répartition qui correspondait au découpage en trois morceaux cher à l'Université. Ecrivant sous le choc de la plus foudroyante défaite que la France ait subie dans son histoire, il aurait été tenté de créer une région de l'accidentel bouillonnant et éphémère où notre désastre devenait un incident de parcours dépourvu de conséquences...

Je le comprendrai facilement, parce qu'à l'époque je tentais de me rasséréner en me rappelant, sans remonter à Bouvines, le duel franco-prussien qui durait depuis Iéna, jalonné pour les uns et pour les autres de victoires et de défaites dont aucune n'avait été définitive. Mais je me garderai de chercher une réponse à ces questions, sachant que Fernand Brandel appréciait peu les scrupules des biographes empressés à sonder les caractères et à nuancer les motifs. Lui-même nous a donné le droit de nous promener en liberté dans son œuvre quand il a déclaré : *« J'ai le sentiment que tout système d'explication, toute synthèse s'éloignent de la réalité, forcément complexe. Par exemple, je ne prétendrai jamais que mes trois étages de la Méditerranée soient des réalités auxquelles il faut croire dur comme fer. »*


MAREK RUDNICKI

Alors qu'Auguste Comte, avec sa loi des trois états, prétendait rendre réellement compte de l'évolution intellectuelle de l'humanité, Fernand Braudel, avec sa méthode des trois étages, nous offre une manière d'appréhender le passé en le renvoyant vers le présent et en exécutant simultanément le mouvement inverse. Par exemple, quand il étudie la genèse du capitalisme, il veut nous aider à comprendre le phénomène contemporain tout en nous éclairant sur la civilisation du seizième siècle.

Sa strate du temps quasiment immobile l'oblige à considérer que les civilisations sont immortelles, qu'elles résistent aux catastrophes et que, détériorées, *« elles repoussent comme le chiendent »*. Il se plaît donc à tenir pour secondaires l'avènement du christianisme, l'effondrement de l'Empire romain, la conquête musulmane, la fin de l'unité du monde hellénistique.

La longue durée se porte bien

PAR principe ou par humeur, Fernand Braudel préfère la continuité aux ruptures. La légende de saint Clément lui montre que la tradition chrétienne qui s'était pourtant *« constituée en rupture avec le caractère antique des mythologies de la mer »*, conserve *« d'éminents éléments de la matière mythique proprement méditerranéenne »*.

Si l'islam a été si aisément accepté par le Proche-Orient, le domaine carthaginois, l'Afrique du Nord, une partie de l'Espagne, c'est parce que le monde punique poursuivait sa marche sous l'empire de l'islam. Au seizième, au dix-septième, au dix-huitième siècle, les ambassadeurs occidentaux cherchent à éluder le geste rituel qui veut qu'on baise la terre devant les souverains à Istanbul, à Ispahan ou à Delhi, mais cette prosternation était habituelle à la cour du roi parthe Chosroès, et Hérodote s'indignait déjà de cette humiliante coutume quand il visitait l'Egypte. Le costume traditionnel des musulmans reste semblable à celui des Babyloniens, et, à Carthage, la main de Fatma ornait les tombes avant de devenir un des talismans de la civilisation musulmane.

Quant à l'Empire romain, il ne s'était évanoui qu'un instant avant de renaître sous Charlemagne et les Othon. Bref, la longue durée se porte bien. Braudel a besoin de croire en la vertu indéracinable de certains passés pour s'entendre avec le présent.

La constante de Lévi-Strauss est imparable. L'historien reste obligé de choisir entre une histoire qui apprend plus et explique moins et une histoire qui explique plus et apprend moins, mais Braudel, grâce à la vivacité des détails qu'il recueille et qu'il anime, réussit à nous donner souvent les plaisirs de l'histoire faible tout en gouvernant l'histoire forte.

Une vision pessimiste

ET pourtant sa passion du passé l'entraîne loin ! Dans son dernier ouvrage, il découvre une France déjà présente il y a des millénaires, désigne des villages solidement plantés sur le sol, des réseaux de routes, l'existence d'infrastructures géographiques et ethniques durables. Il affirme : *« La Gaule esquisse à l'avance l'espace où la France allait grandir. »* Or, la Gaule aurait pu rester l'esquisse d'un pays qui ne se serait jamais formé. Il s'est produit une entente Etat-nation qui, semble-t-il, dépasse de loin en importance les circonstances réunies au préalable sur un sol. L'Etat, qu'il soit royal, républicain ou impérial, n'a cessé de jouer depuis les Capétiens un rôle moteur, unificateur, directeur. Sans les Capétiens, sans Jeanne d'Arc, sans Richelieu, sans Louis XIV, sans Robespierre et Napoléon, la France existerait-elle ? J'entends par là : ressemblerait-elle à celle qui est appelée par nous la France ?

Une autre question se pose tout au long de l'œuvre de Fernand Braudel : faut-il renoncer à la notion d'artisan de l'histoire ? Qu'en est-il du rôle de l'homme ? Cette question, il l'a ressentie, il l'a remuée en constatant que sa manière ne lui permettait ni de la résoudre ni même de l'aborder. *« Ma vision de l'histoire est pessimiste,* écrivit-il, *parce que, dans la mesure où je limite l'action de l'homme, je rétrécis sa liberté. Je le sais, mais je suis pris dans le piège de ma propre pensée. »*

Il lui convient de surprendre. Tantôt il semble négliger l'importance de l'Etat, tantôt il en souligne le poids excessif, et aussi bien aujourd'hui que sous Henri II. Il lui reproche de s'être immiscé dans des affaires qui ne le concernaient pas et doute de tout projet de décentralisation dans un pays depuis si longtemps étatisé. Tantôt il cherche obstinément à prouver la continuité, tantôt, quand elle semble évidente, il la met en cause et, adoptant la thèse de l'historien américain Weber, refuse de donner au sentiment de l'unité de la France une origine plus lointaine que les tardives liaisons ferroviaires et l'extension de l'école primaire. Or, Jeanne d'Arc n'avait pas eu besoin d'apprendre à l'école primaire que le royaume de France était en grand péril et, pour aller de Domrémy à Bourges, elle s'était passée du chemin de fer. Mais, pour lui, Jeanne d'Arc, c'est de la poésie et il préfère la prose. Il préfère surtout une situation stable à un prodige, même si celui-ci est révélateur d'une longue durée. Il a écrit d'admirables pages sur le rôle des endémies sournoises, contrairement à la plupart des autres historiens, qui s'intéressaient surtout aux épidémies spectaculaires.

Les historiens n'écrivent pas l'histoire mais l'histoire de l'histoire, et celle-ci se laisse découper par celle-là selon le choix conscient ou non de l'historien. Fernand Braudel a toujours condamné la méthode qui consiste à chercher dans les textes la justification d'un parti pris, mais son œuvre suppose un postulat qu'il a lui-même énoncé clairement : *« Le présent est fait à 90 % du passé. »* Celui-ci entoure chacun de nous de sa présence vivante. Nous sommes des héritiers dont le destin est lié à l'héritage. S'il dénie aux sciences de l'homme le droit de refuser la perspective historique, c'est que la seule étude du présent ne saurait être pour lui que d'un enseignement bien mince.

Linguiste, il aurait refusé d'accorder à la synchronie une primauté sur la diachronie. Diplomate, il aurait su d'emblée que les Russes, en tentant de soumettre l'Afghanistan, s'exposaient à un fiasco sanglant puisque le peuple afghan avait, par le passé, donné maintes preuves de son amour farouche pour l'indépendance. Cet homme aura, sa vie durant, déployé son énergie intellectuelle et physique pour remplir la mission qui lui semblait la plus exaltante : arrimer le moment vécu à ses lointaines et concrètes profondeurs.

Quand, en 1969, il quitta *les Annales*, laissant la place à une équipe plus jeune, cessant même de les lire parce qu'il les jugeait soumises aux fluctuations de la mode, il n'en profita pas pour s'accorder l'otium cicéronien, multipliant au contraire ses travaux, puis, ayant pris sa retraite, il a continué par l'écriture cette histoire de France qu'il avait commencée en parlant au Collège de France. Il s'en est expliqué avec sa vigueur habituelle : *« J'ai besoin de travailler. Ce n'est pas raisonnable, mais j'ai besoin de commencer ma journée très tôt et de la finir très tard. »* Il aurait pu ajouter qu'il avait un besoin vorace du passé.

Liberté d'esprit

LA liberté d'esprit et le courage sont étroitement liés dans l'œuvre et dans la vie de Fernand Braudel. S'il s'éloigna des *Annales* – quitte, pendant ses dernières années, à retrouver le plaisir de les lire parce qu'elles s'étaient de nouveau modifiées, – c'est que, favorisant des carrières, elles avaient cessé d'être dérangeantes. Il attendait du pouvoir la force de remettre perpétuellement en cause et de traquer dans l'ordre existant ce qui lui paraissait sclérosé.

Imperméable à l'air du temps, il aura défendu dans les années 60 l'enseignement des langues anciennes. *« De cette destruction,* proclamait-il, *nous ne nous remettrons jamais... la fin d'un certain humanisme représente une grave défaite pour le métier qui est le nôtre. Si vous ne connaissez pas le latin, il y a des siècles et des siècles qui vous échapperont toujours. »*

Avec la même indifférence pour les opinions régnantes, il s'en prend sans ménagement à l'Etat-providence. *« L'Etat d'aujourd'hui, je ne l'aime pas. Il est monstrueux que l'Etat déborde à ce point la société française. »* Il ose mettre en doute la possibilité de la démocratie et condamner toute société à finalité égalitaire en affirmant : *« Les sociétés ne sont valables que conduites par une élite. Pas une société qui ne soit hiérarchisée... La société égalitaire ? Ça, non, jamais ; il y a besoin d'une direction. »*

Il est aussi un homme de fidélité. Fidélité à l'image paternelle, au village natal dont il a longtemps rêvé d'écrire l'histoire, au maître d'école *« qui récitait l'histoire de France comme un office divin »*, à l'Algérie où sa femme était née, cette Algérie qui, en continuant de parler notre langue, prouvait que la France était digne de sa chance, à la Lorraine et à la France en bloc. *« J'aime passionnément la France. J'aime la France avec la même passion exigeante et compliquée que Michelet. »* Brandel emploie souvent le verbe aimer. Il aime que telle coutume, telle voile ou tel penchant survivent. Nous aurons l'occasion de revenir sur les relations que le professeur Braudel a entretenues avec le verbe aimer.

La passion des archives

BERGSON, s'apercevant que sonne l'heure à une horloge voisine, constate qu'il n'a pas compté les coups qui se sont déjà fait entendre. *« Et néanmoins,* écrit-il, *il me suffit d'un effort d'attention rétrospective pour faire la somme des quatre coups déjà sonnés et les ajouter à ceux que j'entends. »* Le philosophe pense que les quatre premiers sons avaient effleuré sa conscience comme une phrase musicale dont il lui avait fallu retrouver parfaitement l'harmonie pour que le nombre de coups s'imposât à l'esprit. Mais l'historien, pour lier le passé au présent, ne peut se servir de cette mémoire à demi inconsciente, et c'est aux archives qu'il doit demander de lui donner l'heure exacte en restituant les coups déjà frappés.

Braudel n'a jamais caché qu'aux textes imprimés il préférait les traces que des écritures souvent anonymes avaient laissées sur des feuillets fragiles, peu connus ou même inconnus. Pour Balzac, écrire un roman, c'était fumer des cigarettes enchantées ; Braudel recourt aux mêmes mots ou presque lorsqu'il s'exclame : *« Et puis j'ai le goût des archives ! J'ai toujours été surpris, enchanté par ce qu'on y découvre. Vous vous attendez à des renseignements sur les bateaux, vous trouvez des renseignements sur les propriétés foncières. Vous abordez une série concernant les rapports des paysans et des seigneurs, et vous tombez bec à bec sur un marchand. Et ainsi de suite ! »*

Les trésors de Raguse

POUR reconstituer, imaginer, il a besoin des imprévus que lui offrent ses quêtes studieuses, et il raconte comme un coup de foudre sa visite aux archives merveilleuses – l'adjectif est de lui – de Dubrovnik (Raguse). Alors qu'il cherchait sa Méditerranée sans la trouver, elle le submergea sous un flot d'assurances maritimes, de nolis, de lettres marchandes, de voiliers de charges du seizième siècle, *« soit la Méditerranée entière »*, ajoute-t-il, avant d'observer : *« Je ne sais pas ce que j'aurais fait si je n'étais pas allé à Dubrovnik. »*

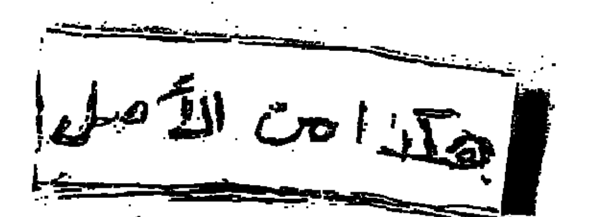
Sa mémoire était nourrie par une curiosité vigoureuse qui fit de lui un voyageur transfiguré par ses découvertes et insatiable dans son appétit. Il s'était donné pour règle de tout regarder parce qu'il avait envie de tout regarder et d'organiser avec une aisance athlétique les moindres objets qu'il avait arrachés à la nuit des temps, les moindres gestes, les moindres physionomies. Il se savait le metteur en scène d'un spectacle inépuisable, où tout ce qu'il rencontrait prenait place avec naturel.

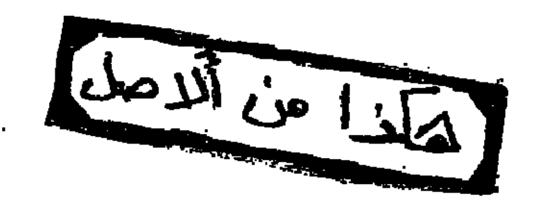
Ce chasseur aime autant la chasse que le gibier et peut lire les notes où un marchand de Raguse a consigné ses transactions pendant un voyage qui l'avait conduit jusqu'aux lointains de l'Europe, il peut en tirer cinq cents fiches, n'utiliser finalement que trois lignes et se trouver fort satisfait de l'expédition qu'il a menée dans les profondeurs du temps, du commerce et des terres ignorées.

Pour lui, le passé n'est jamais triste parce qu'il n'est pas mort. A Raguse, après une journée passée devant des manuscrits, ils allèrent s'attarder, sa femme et lui, dans un café logé sous les vieilles voûtes de l'arsenal et virent entrer dans le port un vétuste bateau chargé de petit bois. Il s'écria : *« Nous sommes au dix-septième siècle ! »* De Valladolid, le car des *buscadores* les transportait quotidiennement à Simancas, et il leur arriva un soir de revenir porteurs d'un petit tas de sable soigneusement enveloppé, un sable qui s'était échappé d'une liasse où il avait séché l'encre, un sable qui revoyait le jour pour la première fois depuis bien des siècles, semblable à lui-même. Ils égarèrent par la suite ce trophée crépitant et mobile mais n'oublièrent jamais l'allégresse de cette rencontre.

Le grouillement de la foule

LA lecture de Braudel émeut comme la beauté d'une promenade qui se poursuivrait sans jamais s'interrompre à travers les paysages, les coutumes, les mœurs, les métiers et les personnages. Ma mémoire conserve comme un souvenir vécu celui de ces ports méditerranéens du seizième siècle où mon regard se laissait déborder par le foisonnement des formes, des couleurs, des odeurs, des mouvements. Je crois avoir vu les matelots se frayer un passage parmi les débardeurs, des types de voilure persistent encore sur ma rétine, le grouillement de la foule dans les ruelles m'oppresse réellement, je me laisse attirer par les boutiques où les marchands me racolent, et je garde comme l'image d'un tableau la pose d'un armateur penché sur ses comptes.





L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. JACQUES LAURENT

La réponse de M. Michel Déon

Cette histoire, *que l'on* pourrait appeler totale, vibre commme si elle était romanesque, elle provoque l'imagination autant que la pure sagacité intellectuelle. Aucun élément de la vie matérielle n'est écarté, le rôle du bourricot et son histoire, l'apparition de la fourchette et son histoire, l'importance de la fève dans l'alimentation, l'évolution du vêtement, la vie des toitures, autant de sujets qui surprennent et fascinent.

On croirait par moments que l'auteur donne des conseils amicaux à un romancier : ne pas placer une armoire dans une demeure paysanne du seizième, car l'aventure de l'armoire est celle d'une démocratisation progressive. Ne permettre à un personnage d'abuser de l'alcool qu'à partir de 1475 à Nuremberg, de 1495 à Amsterdam, de 1520 à Paris. Savez-*vous pourquoi* le *poivre, la* cannelle, la girofle participent toujours à la confection des gâteaux germaniques et sont prohibés par les pâtissiers méridionaux ? Fernand Braudel vous l'apprend avec l'entrain d'un chercheur d'or pour qui tout détail est une pépite.

Un film à rebours

A l'affût de toutes les réapparitions fortuites du passé, de persistances fragmentaires qui tirent leur charme du ténu, il fut un voyageur transfiguré par les émotions que l'enlacement des siècles lui prodiguait. Il se plaisait à voir glisser derrière un énorme pétrolier ou un chalutier prédateur la mince barque qui survivait à l'odyssée. *Certes, les délices qu'il tirait* de ce spectacle résiduel montraient qu'il n'était justement pas contemporain de la chute de Troie. Et quand, à Raguse, il s'exclamait : *« Nous sommes au dix-septième siècle ! »*, il n'hypostasiait que parce qu'il était un homme du vingtième siècle, troublé par un tableau qui, au temps de Louis XIV, aurait laissé indifférents les passants. Pourtant, l'émotion brandélienne n'est pas réductible à celle des touristes photographiant l'âne qui tourne infiniment pour agir la noria, le paysan qui bat le blé au fléau, car, pour eux, la couleur locale n'est que la couleur de ce qui est mort dans les pays nantis, et ils ne regarderont ces photographies qu'avec un sourire amusé.

Pour Braudel, au contraire, la présence du passé est toujours tonique et prodigieuse. Il a lui-même évoqué *« le magique du métier d'historien »*. Jamais ne s'est émoussée sa faculté d'émerveillement. A la fin de sa vie, il note : *« Je m'amuse à découvrir la France. »*

Durant la préparation d'un film où étaient utilisés des documents cinématographiques datant de la guerre de 14, une séquence était passée où un sous-marin torpillait un voilier que j'avais vu s'enfoncer tout droit dans les flots ; puis, pour les besoins du travail, nous fîmes rebrousser chemin à la bande qui défila en remontant le temps. La mer bouillonna de nouveau, le navire surgit et, pendant que la torpille revenait vers le sous-marin, il réapparut lentement. Il arborait des voiles toujours sèchés, ce ressuscité dont le vent gonflait le profil de nouveau altier. Des voiles toujours sèches. C'était logique et techniquement banal. Pourtant, ce spectacle m'aura assez ému pour qu'il s'impose à moi comme le symbole de cette prouesse miraculeuse qu'est l'œuvre de Braudel.

« Aimer, c'est ressusciter »

QUAND Mme Braudel, peu après le décès du professeur, ouvrit le tiroir de son bureau chargé de papiers, de crayons et de nombreux stylos, la première fiche que sa vue rencontra portait ces mots : *« Aimer, c'est ressusciter. »* L'une de ses filles lui rappela que, quelques semaines plus tôt, il s'était plu à donner un cours à des élèves de troisième, auxquels il avait raconté le siège de Toulon de 1707, et qu'évoquant le caractère du maréchal de Tessé, il avait cité les jugements qui avaient été portés sur lui, Saint-Simon l'accablant, d'autres rapportant que ce courtisan habile n'hésitait pas à courir à cheval six lieues d'une traite et savait souvent se montrer efficace. Bref, les uns l'aimaient, d'autres ne l'aimaient pas. Les enfants en vinrent à se demander, ce mot ayant été lancé, si aimer aidait à comprendre, et le professeur le leur assura.

La petite phrase dont la présence avait frappé Mme Braudel était peut-être l'ultime trace d'une conversation avec des enfants, mais elle ouvre sûrement une juste perspective sur l'inspiration braudélienne. Le passé n'accepte de revenir qu'à la demande de celui qui le goûte avec amour et avec sensualité.

MONSIEUR,

LA solennité ne nous a jamais beaucoup convenu et c'est bien la première fois, en près d'un demi-siècle, que je vous donne du *« Monsieur »*. Nous dirons qu'une fois n'est pas coutume, mais que l'usage sera respecté au moins pendant cette séance qui doit, si j'en crois un passage recueilli dans *Histoire égoïste*, éveiller en vous le sentiment du « déjà vu ». Cela se passait en 1965, devant un tribunal où vous avait conduit la publication d'un pamphlet. Après une subtile passe d'armes avec le président de la dix-septième chambre correctionnelle, qui interprétait une citation de Taine d'une façon par trop restrictive à votre goût, vous avez eu droit au sermon du procureur de la République, sermon qui louait votre érudition, la maîtrise de votre écriture, la brillance de votre talent, toutes qualités qui, selon ce serviteur de l'Etat, aggravaient d'autant votre cas : *« C'était,* écriviez-vous, *à peu près mon discours de réception que j'entendais, encore que les menues perfidies qui sont de rigueur dans cet exercice académique prissent, dans le verbe de ce magistrat, une brutale clarté qui n'eût pas été de mise quai de Conti. »*

Vous n'avez guère de perfidies à craindre cet après-midi, à peine une malice peut-être, pour vous rappeler qu'il n'y a pas dix ans, après l'élection d'un de vos amis, vous déclariez fièrement dans une interview : *« En tout cas, moi, je ne serai jamais candidat à l'Académie. »* Je me demande si vous vous êtes souvenu de cette présomptueuse promesse quand vous vous êtes présenté au fauteuil de Fernand Braudel. En somme, vous avez suivi le conseil donné par Flaubert, au mot Académie dans son Dictionnaire des idées reçues : *« La dénigrer, mais tâcher d'en faire partie si on peut... »*

La gare Saint-Lazare

VOUS êtes d'ailleurs un habitué de ces affirmations péremptoires qui semblent vous porter bonheur : en 1971, lors de la publication de votre roman *les Bêtises*, vous répondiez à un autre interviewer : *« Je méprise les prix littéraires. »* Huit jours après, vous acceptiez sans trop de déplaisir le prix Goncourt. J'aime bien, je vous l'avoue, cette façon de se tirer des pieds de nez à soi-même après en avoir beaucoup tiré à d'autres.

Votre vie s'est déroulée sous le signe d'une belle liberté et – j'ajouterai pour ceux qui vous connaissent – d'une magistrale insouciance quand il ne s'agissait pas de vos idées et de l'œuvre que vous avez signée de votre nom. Cette œuvre, nous avons la chance de pouvoir en parler tout de suite. Je n'ai pas à rappeler vos titres universitaires comme vous l'avez fait pour votre prédécesseur. Ils sont minces par la force des événements, et surtout vous n'y attachez aucune importance. Vous appartenez à une génération qui a eu vingt ans quand la France a déclaré la guerre à l'Allemagne. Vos universités vous les avez faites avec des adjudants qui ont le pouvoir, et souvent le don, de remettre les intellectuels à leur place. A cette éducation très pragmatique, j'ajouterai celle non moins pragmatique que vous reçûtes de la gare Saint-Lazare, lieu de rencontre idéal pour les lycéens de Condorcet. Garçons et filles s'y retrouvaient après les cours. La gare Saint-Lazare joue un rôle important dans votre premier roman *les Corps tranquilles*. Ce hall bruyant, animé d'un mouvement perpétuel par les partants et les arrivants, offrait à vos dons d'observation une quantité inépuisable de caractères, d'attitudes, de bizarreries, de naïvetés et de comédies ou de petits drames dont votre imagination s'est souvent emparée.

Vagabondages buissonniers

AFFOLÉS à l'idée de manquer leur train, hébétés par un voyage qui les a confinés pendant des heures dans un compartiment, les transhumants ont perdu leur pauvre défense et se montrent tels qu'en eux-mêmes le voyage les livre. *« La salle des Pas-Perdus,* écrivez-vous, *était pour nous un cours, un de ces corsos tant aimés à l'époque de Stendhal, et qui vivent encore dans nos villes du Midi. On y bavarde à l'infini, on s'y regarde avant de se connaître, on y flâne en querellant sur la révolution, la littérature ou la couleur d'une cravate. C'était un havre sonore, mais pour nous vif et doux au milieu du flamboiement et du hurlement de ce quartier qui haletait. »*

Dans ce grouillement hagard vous avez puisé les sujets de cent romans inachevés. Vous avez aimé, au moins pour deux de vos livres, *les Corps tranquilles* et *les Bêtises*, jouer avec une multitude de personnages qui se croisent, butent les uns contre les autres, se voient à peine, se retrouvent par hasard, poursuivent des buts mystérieux, disparaissent après avoir échangé quelques mots ou un plaisir bref et sans lendemain dans une chambre d'hôtel dépourvue de poésie. Ainsi, grâce à ces vagabondages buissonniers de votre adolescence, grâce à ces bains de foule, votre œuvre romanesque semble-t-elle, à certains moments, rejoindre *les Hommes de bonne volonté* dont vous fûtes, à l'époque, grand lecteur sans avoir, cependant, choisi à l'exemple de Jules Romains de peindre à fresque une société dans son entièreté plutôt que des destins individuels.

J'ajouterai, pour en finir avec la plus parisienne des gares, que, malgré la modestie de ses destinations, elle invitait déjà au voyage. Quand les circonstances l'ont permis, après la guerre, vous avez beaucoup vagabondé en Europe et autour du monde, conscient qu'il est peu d'universités aussi riches d'enseignement pour ceux qui partent l'esprit libre et vierge, avec le talent de saisir le propre comme l'essence des choses. C'est votre ami André Fraigneau qui a écrit : *« Les Français voyagent peu, voyagent mal, mais ce sont les seuls voyageurs qui savent voir. »*

MAREK RUDNICKI

Le double généreux

CELA dit, l'expérience semble vous être venue après votre premier écrit plutôt qu'avant. Je veux parler d'un roman inachevé : *le Duc des belles heures*, commencé à sept ans. Le souvenir vous reste, assez vague, d'une berline entraînée au grand galop sur les routes de France, escortée par quatre flamboyants Peaux-Rouges. Pour corser la situation, vous déclenchiez une pluie torrentielle dès la première page. Ce grand roman d'aventures sinon d'amour, n'atteignit jamais la fin du premier chapitre. Vous l'avez brûlé. C'est dommage. On y trouverait peut-être aujourd'hui les prémices des œuvres de votre *alter ego* qui n'a pas été convié à siéger parmi nous, mais qui, même invisible, est présent à vos côtés. Il est votre mécène, vous êtes sa danseuse. Depuis quarante ans, il pond des romans d'amour et d'aventures pour que vous ayez la liberté de vivre la vie qui vous chante, d'écrire vos essais et vos romans, de fonder une revue, de financer un hebdomadaire littéraire. Saluons ce double, au passage : il a bien du talent et il s'est montré avec vous d'une générosité exemplaire.

Le Duc des belles heures n'ayant pas vu le jour, vous avez, de douze à vingt ans, tenu un journal que vous avez brûlé la veille de votre mobilisation. Il ne vous satisfaisait pas, mais c'était un excellent exercice pour un écrivain en herbe. Dans votre essai, *Stendhal comme Stendhal*, vous esquissez le portrait d'un « diariste », appellation qui ne vous plaît guère, que vous empruntez à une universitaire, mais que vous estimez assez pratique pour la conserver. Acceptons avec vous ce néologisme pour un écrivain dont vous esquissez le portrait : *« ... Un timide qui n'est tout à fait à son aise ni dans sa peau ni dans son époque, qui se méfie tout en prétendant se livrer, note soigneusement ses maladresses comme ses sautes d'humeur et toutes les variations du temps. Il est sensible, presque superstitieusement, à l'écoulement des jours et des années, et se débat contre une menace dont il ne sait pas si elle vient de l'intérieur ou de l'extérieur de lui. »*

Que notiez-vous dans ce journal ? Sans l'avoir lu, nous n'avons pas trop de peine à imaginer qu'il devait être extrêmement personnel, relatant à la fois vos découvertes du sexe opposé pour lequel vous éprouviez, très jeune, une curiosité d'anatomiste, et les étapes du dilemme dans lequel vous vous débattiez : seriez-vous peintre ou philosophe ? La peinture s'est révélée être une récréation et la philosophie une excellente gymnastique intellectuelle qui préparait le terrain à vos idées politiques et à vos choix littéraires. Dès l'époque du baccalauréat, vous avez commencé à écrire des articles dans *l'Etudiant français*, mensuel des étudiants d'Action française auxquels vous aviez adhéré, brièvement il est vrai, tant vous vous sentiez peu doué pour la vie de militant. Vous n'en étiez pas moins reconnaissant à Charles Maurras de vous avoir préservé à jamais des tentations totalitaires et surtout de vous avoir persuadé que *« la France et la civilisation étaient indissociables »*, mais vous reprochiez au vieux maître de la rue du Boccador de s'être interdit les pentes où sa nature l'aurait entraîné s'il ne s'était mobilisé sur les remparts pour la défense de l'idée monarchique, renonçant à son œuvre littéraire et à la recherche philosophique. Vous étiez déjà décidé à ne renoncer à rien dans ces domaines. *L'Etudiant français* était fort ouvert et, si on en parcourt aujourd'hui la collection, on s'étonne d'y voir apparaître pour la première fois maintes signatures qui, par la suite, s'égaillèrent à des horizons politiques fort différents.

C'était un excellent banc d'essai, avant votre participation à *Combat*, revue que dirigeait René Vincent et où se rencontraient Kléber Haedens, Claude Roy, Pierre Andreu, Maurice Blanchot, François Sentein et surtout Thierry Maulnier, dont vous dites si justement qu'après avoir été *« marginal à l'Ecole normale, il était marginal à l'Action française et marginal encore dans son œuvre de critique littéraire et paraphilosophique, où il liait à des vertus d'universitaire les audaces et les violences d'un pamphlétaire métaphysicien... »* Et à ce bel hommage qui est rendu à celui que vous retrouvez aujourd'hui sous notre Coupole, vous ajoutez : *« ... Cet ennemi du conservatisme dans la société et la pensée donnait l'espoir qu'après avoir su concilier l'analyse et la fièvre il réussirait, au-delà du marxisme et au-delà du nationalisme, la réunion de l'eau et du feu, de la tradition et de la révolution. »*

Une certaine connivence

EN ces quelques mots que je tire d'*Histoire égoïste*, vous synthétisez un courant de pensée dont on pouvait espérer qu'il éclairerait l'avenir, refoulerait au magasin des antiquités les doctrines extrêmes. Une certaine connivence s'établissait entre des hommes dont les pulsions politiques semblaient inconciliables. Bien des articles d'Emmanuel Mounier dans *Esprit*, d'Emmanuel Berl dans *Marianne*, de Robert Aron dans *Ordre nouveau* rejoignaient les espérances et les conclusions de vos amis de *Combat*. La guerre, et surtout la défaite, ruinèrent cet essai d'une solution valeureuse à nos conflits intérieurs. Chacun retourna à son créneau, et les factions, une fois de plus, déchirèrent un pays plus préoccupé de la recherche des culpabilités dans les deux camps que de parfaire son destin.

Comment ne verserait-elle pas dans le scepticisme ou la méfiance, une génération qui a vu les boutefeux devenir des pacifistes et les pacifistes des boutefeux, une génération qui, comme vous le rappeliez à l'instant, a lu au berceau *les Conséquences politiques de la paix* et n'a toujours pas compris pourquoi le prophétique discours de Bainville n'avait pas été entendu. On était en droit d'en demander raison à ceux qui gouvernaient et, en tout cas, de ne plus leur faire confiance. Mais un caporal de tirailleurs, avec deux petits galons de laine sur la manche – et, de plus, si j'en crois ce que vous dites, un assez piètre caporal – n'a guère les moyens d'élever la voix. Vous aviez fort heureusement une planche de salut : le roman. La peinture serait une passion seconde et la licence de philosophie remise à un avenir incertain.

Le roman vous attirait depuis longtemps, mais vous saviez bien qu'il ne se nourrit pas uniquement de lectures, au risque de n'être que pastiche ou maladroite imitation.

La guerre, la rupture avec la cellule familiale, la dispersion des amis politiques, la vie dans un milieu étranger souvent hostile, le commerce des femmes se révélaient être la préparation idéale à l'écriture d'un roman dont le héros, inévitablement, aurait beaucoup de ressemblances avec vous.

Vous avez commencé ce livre dès 1941 dans des conditions plus heureuses sûrement, mais tout de même assez semblables à celles que connut Fernand Braudel, prisonnier de son Oflag quand il prépara son ouvrage capital sur le monde méditerranéen. Vous étiez encore mobilisé dans l'armée de l'armistice et votre bataillon montait une garde très illusoire sur la ligne de démarcation, en dessous de Moulins. Là, je vous admire car j'ai connu aussi cette atmosphère *débilitante, l'illusion dans laquelle on* nous demandait de vivre, les cantonnements glaciaux, la pitance innommable, le sous-off roi, l'officier méfiant à l'égard des intellectuels, en somme rien qui invite spécialement à la création littéraire, au contraire tout ce qui en décourage.

Foin de l'avarice

POURTANT, sur le coin d'une table bancale, le plus souvent à la lueur d'une bougie, sont nées les premières pages des *Corps tranquilles*, qui ne devaient être achevés qu'en 1948.

Vos débuts ne ressemblent pas à la charge éclair d'un de ces escadrons de chevau-légers dont vous affectionnez plus l'uniforme que celui des hussards que Bernard Frank vous a fait endosser d'autorité avec trois de vos amis. Non, vous vous êtes muté dans l'artillerie lourde : 1 070 pages, format in-12, trois millions de signes, c'est-à-dire deux fois *Guerre et Paix* qui a l'air d'une plaquette en comparaison de votre entreprise. L'ambition est « hénaurme », eût dit Flaubert dans son gueuloir. Que vous resterait-il pour vos vieux jours ? Foin de l'avarice, vous n'y avez pas pensé, mais plusieurs des thèmes abordés dans ce roman seront repris avec la maturité : les rapports d'un père et de son fils dans *le Petit Canard*, la discrète apparition d'une Mademoiselle Jolinon qui deviendra Mademoiselle Beaunon après avoir, comme la première, remplacé un « c » malencontreux dans son nom par un « n » moins suggestif. De trois lignes de la *Vie d'Henry Brulard : « ... à Marseille, j'eus le plaisir de voir ma maîtresse, supérieurement bien faite, se baigner dans l'Huveaune... »* vous tirez une agréable scène entre Monique Chardon et Anne Coquet, scène qui reviendra étoffée, embellie encore dans votre *Stendhal comme Stendhal* où, surenchérissant sur la confidence d'Henry Brulard, vous allez jusqu'à donner une description minutieuse des sous-vêtements de sa maîtresse, la tendre et intelligente Mélanie Louason. C'est une habitude chez vous : frustré par l'indifférence de Stendhal aux détails, vous les donnez pour lui avec une pertinence rare, ou bien, encore plus frustré qu'il n'ait pas achevé l'histoire de Lamiel, vous en inventez la fin, audace qui ne constipera que les bigots du beylisme.

Vous donnez l'impression d'avoir tout jeté en vrac dans ces *Corps tranquilles* où, assez curieusement pour un jeune homme d'alors, passionné d'histoire contemporaine et de politique, l'action reste parfaitement intemporelle. Une notule en bas de page suggère que l'époque pourrait être 1937, mais les bouleversements sociaux, la tension internationale qui passionnaient ces temps sont absents du livre. Vous vous étiez abstrait des circonstances et du décor dans lequel vous écriviez les premiers chapitres, et c'est seulement vingt ans plus tard, dans *les Bêtises*, que l'on voit surgir les cantonnements de l'armée d'armistice, la vie de poste, les rencontres en terrain neutre avec les patrouilles allemandes et les passeurs de la ligne de démarcation, tout ce qui composait votre vie quotidienne pendant l'écriture des *Corps tranquilles* et que vous aviez volontairement reporté à plus tard.

(Lire la suite page 12.)

L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. JACQUES LAURENT

La réponse de M. Michel Déon

(Suite de la page 11.)

Le plaisir de conter

IL vous fallait un terrain net pour mener à bien votre première fresque *romanesque. Le héros – une* sorte de Gil Blas moderne – porte le prénom ambigu d'Anne et le patronyme de Coquet. Ce jeune homme a pour principales qualités d'être intelligent, cultivé, sensible aux femmes, et surtout... surtout, il est disponible. Disponible pour les affaires, les voyages, l'amour sans que jamais soit entamée la lucidité qu'il cultive avec une gaieté toute stendhalienne. Quand nous le prenons au vol, il écrit les romans à succès d'un pontifiant œ. Villard d'Arène, mais M. Villard d'Arène l'a remercié : *« Les ambitions académiques commençaient de le travailler*, dites-vous du négrier, *et il craignait d'indisposer certains confrères par une fécondité exagérée. »*

Voilà donc Anne Coquet sur le pavé. Une petite annonce le sauve. Un milliardaire portugais fonde un Institut de recherche et de lutte contre le suicide. Ce que devient cet institut farfelu, l'étonnant pot-pourri des caractères qui tournent autour du directeur, je ne le raconterai pas ici. Il nous faudrait beaucoup de jeudis – et quelques huis clos – pour en venir à bout. Votre plaisir de conter est intense, et au hasard des pages vous jouez avec à peu près toutes les techniques du récit.

Un dictionnaire affirme même sans rire que vous vous y montrez un précurseur du « nouveau roman », ce qui est oublier que le « nouveau roman » est vieux sinon comme le monde, du moins comme Jules Renard, qui disait : *« La formule nouvelle du roman, c'est de ne pas faire de roman. »* Notre ami Kléber Haedens ajoutait, avec cette lucidité qui nous rafraîchit toujours : *« Condamnant les soutiens du roman classique, c'est-à-dire l'histoire qu'on raconte et les personnages qui la peuplent, les néo-romanciers ont voulu faire table rase de tout. Plus de personnage, bien entendu, plus d'histoire. On déclare orgueilleusement se priver des facilités de l'anecdote. »* A un des néo-romanciers dont nous tairons le nom par charité, Haedens reconnaissait le courage de s'être *« lancé dans l'entreprise blafarde qui consiste à faire un style de la platitude et à tirer du néant même les filaments d'une réalité »*.

On voit tout de suite que ce n'est pas le cas des *Corps tranquilles* ni des romans qui suivirent.

Un four

IL est en revanche certain que les techniques du récit cinématographique, avec ses brisures, ses longues séquences et la force envahissante de l'image, vous ont influencé, comme les romans américains de Dos Passos et Faulkner, eux-mêmes libérés du roman traditionnel par James Joyce dont l'*Ulysse* restera une des œuvres capitales du vingtième siècle.

Dans une note en marge des *Corps tranquilles*, vous analysez l'entrelacs des pensées du héros : *« Sensations cénesthésiques : constatations sensibles ; flux des souvenirs ; images et représentations, raisonnements élaborés ; cours aberrant du fredonnement intérieur. »* Je sens bien que relever les acrobaties de votre récit en fausse la lecture. Quand vous jouez avec la difficulté, c'est que la nature même du conte l'exige. Le lecteur ne doit pas s'en apercevoir. S'il s'en aperçoit, c'est que l'auteur ne sait pas donner l'illusion de la vie et s'en tire en faisant admirer sa virtuosité alors que nous le lisons pour guetter l'émotion qui colore sa voix. L'auteur est là comme Schéhérazade pour raconter des histoires et retarder d'un jour, d'une nuit, le supplice. Cette règle, vous ne vous en départirez jamais dans votre œuvre romanesque.

Dire qu'à leur publication *les Corps tranquilles* furent un événement est une litote. Les grands noms de la critique vous ignorèrent ou vous boudèrent, les uns effrayés par les dimensions de l'ouvrage qu'il leur faudrait lire s'ils voulaient être honnêtes – et on les comprend un peu, – les autres parce qu'ils vous trouvaient suspect à deux points de vue : d'une part, bien que vous ayez pris la précaution d'un pseudonyme, on vous créditait d'un roman populaire à grand succès, d'autre part, vous étiez classé politiquement à droite. C'étaient de lourdes tares à cette époque. Les amis se dépensèrent, mais, n'écrivant pas dans la grande presse, ils n'avaient pas le pouvoir qu'exerçait sur la République des lettres l'existentialisme à son apogée.

Avez-vous compris que le combat était à reprendre à son origine ? Depuis quelque temps, vous collaboriez à la revue *la Table ronde*, créée à l'initiative de Roland Laudenbach et dont François Mauriac présidait le comité de rédaction en compagnie de Jean Mistler, Gabriel Marcel et Thierry Maulnier. François Mauriac, qui vous aimait bien et que l'amitié de votre génération rajeunissait, accueillit avec un plaisir malicieux votre désormais célèbre article sur le parallèle entre les deux romanciers à thèse : Paul Bourget et Jean-Paul Sartre.

En vérité, François Mauriac ne pouvait que se réjouir de vous voir à sa place répondre à Sartre qui avait durement attaqué ses romans. Sartre estimait que l'auteur de *Thérèse Desqueyroux* surpassait ses droits en prononçant des jugements absolus sur les personnages de ses livres. Il l'accusait d'interrompre des dialogues au moment où ils auraient sombré dans le pathos, et d'empêcher le lecteur d'imaginer que les acteurs du roman mauriacien conservaient la liberté d'être autres que ce qu'avait souhaité ou voulu leur créateur. Or François Mauriac avait pu écrire des romans dans lesquels transparaissait son obsession ambiguë du péché de chair, il n'avait jamais prétendu en tirer des prêches ni consenti à se plier à des conventions qui en auraient faussé les données. Derrière l'exégèse sartrienne se cachait un magistère impérieux : la condamnation de l'art qui ose dire son nom et trouve son bonheur dans sa seule raison d'exister et de vaincre la pesanteur, la condamnation de tout ce qui n'apporterait pas sa pierre à l'édification d'*une société idéale*, néo-marxiste bien entendu. Cette position, rappeliez-vous avec un irrésistible humour, n'avait rien d'original : dans des termes identiques, un écrivain classé à *droite au temps de sa splendeur*, *et*, de plus, un parent éloigné à vous, avait défendu les mêmes thèmes avec les mêmes mots dans ses essais, ses romans et son théâtre.

Duettistes

LES exemples abondaient qui justifiaient l'apparent paradoxe. A trente ans de distance, Paul Bourget et Jean-Paul Sartre réagissaient de même devant les gratte-ciel de New-York, la gratuité de l'art, la biologie, dont, prétendaient-ils, le roman ne saurait désormais se passer, non plus que de la chimie et de la physique, Sartre y ajoutant pour faire bon poids la théorie de la relativité, qui fait toujours sérieux. L'amusant est que Sartre et Bourget, comme deux duettistes, avec une touchante inconscience et un illogisme total, condamnaient le roman à thèse. Le parallèle était frappant, *« à cela près*, ajoutiez-vous, *que Sartre avait à son actif deux procédés dont Bourget n'avait pas usé : la contradiction sereine et le galimatias »*.

L'article de *la Table ronde* fit grand bruit. Il fut édité en plaquette par un jubilant Bernard Grasset. Jean-Paul Sartre se garda d'y répondre. On avait dû lui dire que vous n'étiez pas un écrivain sérieux et que le mépris, dans ce cas, restait la meilleure des répliques. En imposant le silence autour de votre attaque, ou, au mieux, en feignant de l'ignorer, il barricadait les portes de l'Université à ceux qui oseraient le mettre en question et, à coups de cinglante ironie, troubleraient les séances d'onanisme de Diafoirus. Votre consolation est de vous dire que les diktats littéraires de l'existentialisme ne sont plus que le souvenir gênant d'une tyrannie qui paralysa les lettres françaises dans l'après-guerre.

« La Parisienne »

C'EST votre honneur, Monsieur, au nom des droits sacrés de la littérature à sauvegarder sa liberté et à refuser les compromissions idéologiques, d'avoir porté votre combat sur tous les fronts. Au moment où la revue de *la Table Ronde* s'essoufflait – comme c'est le sort de beaucoup de revues qui naissent d'une humeur, d'une connivence entre les écrivains, et peut-être aussi parce que François Mauriac prenait ses distances et se donnait entièrement à son bloc-notes, – vous avez créé votre propre revue : *la Parisienne*.

Jean Cocteau dessina le mutin profil de la jolie dame de Cnossos pour illustrer la couverture. A ceux qui demandaient quelle était la couleur secrète de *la Parisienne*, vous répondiez : *« Aucune. Cette revue est sans doute la seule dont la pensée secrète soit de n'espérer des écrivains que de la liberté. Elle est un courant d'air – dont la vie littéraire avait besoin, on l'avouera. »*

Mais quels sommaires dès le début : Montherlant, Marcel Aymé, Paul Morand, Jacques Audiberti, Jacques Perret, Marcel Jouhandeau, Raymond Abellio, Léautaud, Jean Giono, Julien Green, Michel Mohrt, André Pieyre de Mandiargues. François Michel et André Fraigneau faisaient partie du comité de lecture...

François Mauriac, probablement mal averti que le numéro était joyeusement consacré aux maisons closes, y donna en mars 1953 un article, fort éloigné, il faut le concéder, du sujet du mois. Cet article, intitulé assez prophétiquement « Bâtons rompus », avant que vous ne rompiez des bâtons l'un sur l'autre, vous mettait en garde contre le désengagement littéraire : *« L'œuvre d'art*, disait-il, *manque de sève si l'artiste est coupé du monde. Sa participation au drame de son époque n'enrichit le roman qu'il écrit que parce qu'elle enrichit la terre où le roman enfonce ses racines. Un bon roman n'est jamais directement « engagé », mais il n'y a guère d'exemple qu'un grand romancier ne l'ait pas été, et d'autant plus grand qu'il le fut plus passionnément, comme Tolstoï et Dostoïevski. Proust lui-même fut dreyfusard. Il existe un rapport entre le refus de participation chez Flaubert et l'aspect figé de son œuvre : le sang n'y circule plus. »*

« Le Petit Canard »

AVEZ-VOUS écouté François Mauriac ? Un an après cet article, en 1954, vous publiez *le Petit Canard*, qui est resté, dans l'ensemble de vos romans, une œuvre à part. La guerre éclate à la première page. Des jeunes gens, presque encore des enfants, suivent les cours d'une institution mixte qui s'est réfugiée au bord de la mer. C'est l'éveil de l'amour pour les garçons, de la sensualité pour les filles. Antoine, qui aime la jolie Sophie, est timide, agité de scrupules, peut-être même de grands sentiments. Sophie s'offre et se dérobe en même temps. Quand vient l'exode, les circonstances les isolent et les mettent dans le même lit. Antoine découvre que Sophie s'est jouée de lui pendant le long hiver, que ce qu'il n'osait pas lui demander, elle le donnait à un officier polonais plus hardi que lui. Antoine brûle d'une haine animale contre les Polonais. Pour se venger, il s'engage dans la Légion des volontaires français, combat en Russie, est fait prisonnier à son retour en France et fusillé.

Le monologue intérieur de son père conclut le livre. Le père ne juge pas son fils, il ne le pourra jamais. Ce monologue, bouleversant de tristesse et de tendresse, évoque leurs rapports précautionneux, tout ce qu'ils ne se sont pas dit par pudeur et méfiance, et révèle chez vous une corde sensible qu'avec beaucoup d'orgueil, peut-être, vous ne faites pas souvent vibrer. C'est un reproche et ce n'en est pas un. Dans Stendhal, qui ne vous a pas tout appris, mais qui vous a quand même beaucoup appris, il y a de ces courts abandons d'un masque. Une note aiguë découvre le cœur saignant du héros, qui, très vite, se reprend. Quand, à Milan, Métilde rabrouait méchamment en public le pauvre Beyle, celui-ci courait chez les filles s'encanailler.

Ainsi a-t-on l'impression que vos héros – votre héros, devrais-je dire, car, des *Corps tranquilles* aux *Bêtises* et aux *Sous-ensembles flous*, c'est un peu le même personnage que nous retrouvons aux prises avec la vie, il a toujours le même âge ou à peu près, et de roman en roman il est plus vulnérable sans cesser de se défendre contre les événements qui veulent l'emprisonner, contre l'amour qui attente aussi à sa dévorante soif de liberté – ainsi a-t-on l'impression, disais-je, que vos héros se cuirassent et luttent pied à pied contre la malignité d'un monde dans lequel ils sont condamnés à vivre. De livre en livre, leur lucidité devient un fardeau, alors que pour Anne Coquet, dans *les Corps tranquilles*, premier en titre, elle était source d'amusement. Quant à votre dernier héros, Léon Flaypoux dans *le Dormeur debout*, le fardeau lui paraît si insupportable qu'il préfère se volatiliser, ne laissant pour seule trace de son passage sur terre qu'une poignée d'écrits dont l'écho renvoie le rire amer.

Et puisque, pour la énième fois, à votre propos, je cite Stendhal, j'ajouterai qu'il n'y a pas un livre de vous où vous vous soyez plus dévoilé que dans votre essai si justement intitulé *Stendhal comme Stendhal*. Vous croyez parler de lui, et c'est votre confession, que vous amorcez. Vous aimez ses romans, mais c'est son égotisme qui vous attire, ce sont ses écrits intimes qui vous attachent. Il y a presque tout avoué des rêves et des prétentions d'un jeune homme, des éclairs de voyance et des déchirements d'un homme mûr. Il y a même un pressentiment de sa mort dans la rue et il sait que son existence n'a *pas été vaine* : ses lecteurs ont rendez-vous avec lui à la fin du siècle pour découvrir quelques romans et nouvelles inoubliables, un hédonisme impudique, beaucoup d'amours, du goût pour la bonne chère et les bons vins, une passion – l'Italie, élevée à la hauteur d'un mythe, – des amis, une morale à l'emporte-pièce et, par-dessus tout, l'énergie. Vous pouvez vous reconnaître dans beaucoup de ces traits, et on comprend votre mauvaise humeur devant les traitements que la critique, qui se veut nouvelle et qui n'est que froide pédanterie, fait subir à votre auteur.

L'amour de la vie

VOUS refusez que l'on considère *le Rouge et le Noir* comme un roman d'économie politique, un témoignage sur la lutte des classes. Stendhal n'annonce pas non plus Marx, Freud et Lacan. Et son langage passé dans la moulinette de l'ordinateur ne mérite pas cet aplatissement. Le lecteur de Stendhal n'a que faire de ces souricières qui lui dérobent le frémissement d'une existence. *« Les sots*, dites-vous, *ont submergé les* « happy few ». Et plus directe encore, dans *le Dormeur debout*, la duchesse d'Albassoudun, s'indignant des prétentions des universitaires à gouverner le monde et à décoder nos lectures, lance un cri d'alarme : *« Stendhal est foutu pour nous, les universitaires s'en emparent. »*

Vous avez hérité le goût de Beyle pour les petits faits vrais littérairement ou historiquement utilisables. Vos romans en fourmillent. Dès qu'on y pénètre, on est assailli par les odeurs de la mer, de la montagne, des cités. Il y a du soleil souvent, parfois un vent glacé coupe le souffle. Il pleut, car que serait un roman si, à un moment ou à un autre, l'auteur ne déclenchait pas une averse ou une chute de neige providentielles qui ralentissent ou accélèrent l'action. Si vos personnages entrent dans un café, nous savons exactement ce qu'ils boivent ; s'ils se mettent à table, c'est de l'exaltation. Juste Amadieu, dans *le Dormeur debout*, est saisi par le lyrisme lorsqu'il évoque une marinade : *« Sa voix chanta la tendresse dodue des oignons qu'il avait émincés, la fraîcheur exubérante des feuilles de thym, la sécheresse des feuilles de laurier, le parfum agressif de la gousse d'ail et des brins de persil, la joyeuse intervention de l'eau-de-vie, du vinaigre et du vin de Bellet, bientôt apaisée par l'huile d'olive. »* Vous décrivez des jeunes femmes avec la même gourmandise que Juste Amadieu devant sa marinade, en peintre, sans oublier les taches de lumière comme les zones d'ombre.

On ne sait plus très bien si vous parlez d'un corps impudiquement offert au voyeur ou d'un de ces paysages qui, aux crépuscules du matin et du soir, inspirent à votre héros une méditation sur sa solitude et quelques pensées fortes tempérées par un soupçon de mélancolie, d'indifférence ou d'ironie. Les sens en alerte, vous humez la vie avec délectation. La réalité se transforme en un mensonge romanesque qui devient par la force de l'écriture une autre réalité, bien plus puissante, porteuse de rêves et de réflexions. Cette alchimie, dont la formule est le secret de tout écrivain digne de ce nom, recompose un monde aussi absurde que l'original. Passant par vous, cet absurde ne prend pas de majuscule. Il date d'Adam et Eve, et il faut être singulièrement naïf pour s'en étonner douloureusement, voire s'en indigner et en faire un drame où l'homme est condamné à se soumettre comme un étranger sur cette terre, nouveau Sisyphe dans son parc à bébé avec ses jouets qui ne le distraient même plus. Si les histoires que vous racontez ont à faire avec l'absurde, ce n'est pas un absurde de tragédie, c'est un absurde de comédie dont le pouvoir libératoire est une des grâces de l'écriture romanesque.

Doubles et triples visages

MONSIEUR, voilà un bon moment déjà que j'essaie de vous cerner sans y parvenir, mais l'éloge si juste et si élevé de votre prédécesseur me rappelle que vous êtes aussi l'historien de *Quand les Français occupaient l'Europe*. Pendant longtemps, on ne l'a pas su. Vous vous cachiez sous un pseudonyme qui, à lui seul, est une trouvaille : Albéric Varenne. Qui vous aurait démasqué sous ce prénom tombé en désuétude et ce nom qui évoquait un épisode historique célèbre ? Bien des années après sa publication, vous avez repris ce livre et vous l'avez signé à la fois de votre nom et de celui de votre paravent. J'aime bien cette dualité, le regard que vous ne cessez de porter sur vous-même, sur vos doubles, vos triples, que dis-je... sur les nombreux visages de Jacques Laurent tantôt masqué dans ses romans, tantôt à découvert quand il attaque dans ses pamphlets ou ses articles.

Un recueil de vos articles s'intitule justement *Au contraire*, attitude qui relèverait du systématisme si n'y éclatait pas votre passion pour le libre examen. Parmi ces brefs essais, deux sont restés célèbres : l'un sur le sado-masochisme des romans de la comtesse de Ségur, dont vous citez des exemples frappants, l'autre sur l'ésotérisme d'Hector Malot à travers *Sans famille*, excellent canular qui mit un terme à une opération de déchiffrage littéraire dont les ravages menaçaient.

Je vous vois aussi historien de l'art dans *le Nu vêtu et dévêtu*, envoyé spécial des grands journaux dans *Choses vues au Vietnam*, homme de théâtre avec *TTX*, une pièce qui a beaucoup fait rire mais dont vous m'assurez, sans que je sache vous répondre, qu'elle ne vous satisfait pas, homme de théâtre encore avec *Dix perles de culture*, *écrit en collaboration* avec Claude Martine, qui sont dix pastiches ou, si l'on préfère, dix essais de critique par l'intérieur de dramaturges contemporains dont votre *confrère* Eugène Ionesco. *Je n'oublie pas* votre activité cinématographique. De vos nombreux scénarios, l'un surtout a conquis sa place dans la cinémathèque française : *Lola Montès*, mis en scène par Max Ophuls. Vous êtes également avec Jean Aurel l'auteur de quatre films : *De l'amour* et *Lamiel* d'après Stendhal, bien entendu, mais aussi deux montages historiques sur la guerre de 1914-1918 et sur la bataille de France de 1940.

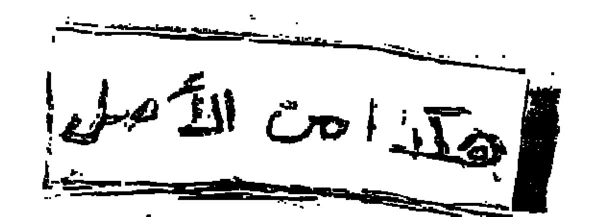
Le « Roman du roman »

JE note aussi qu'en 1977 vous avez publié un essai capital, *le Roman du roman*, qui est à la fois l'historique de la genèse du roman, ses premières contraintes, son émancipation et le climat de liberté sans lequel il ne saurait s'épanouir. Par un intéressant hasard, cet essai a paru en même temps que celui de Félicien Marceau *le Roman en liberté*, non moins vigoureuse défense du droit à l'imagination, et peu avant *l'Art du roman*, premier livre en français de Milan Kundera qui, comme vous, survole quatre siècles d'évolution du genre pour affirmer que, le roman étant l'œuvre de l'Europe, l'écho de sa civilisation et le paradis imaginaire des individus, sa nature est en antinomie formelle avec toute société fondée sur un dogme. Qu'est-ce à dire, sinon que le roman est encore bien vivant et qu'on ne se préoccuperait pas tant de sa forme et de sa place dans la littérature contemporaine s'il n'était qu'un cadavre ?

« Au contraire... »

UN de vos ouvrages, disais-je, s'intitule *Au contraire*. Comment ne pas imaginer que, après vous être défendu de vouloir jamais siéger parmi nous, vous vous soyez dit un jour : *« Au contraire »*, parce que l'Académie française ne vous semblait pas une simple fin honorifique à une vie batailleuse, mais une étape imprévue de votre destin d'écrivain. Vous vous offriez une surprise. Nous vous avons fait une autre surprise en vous accordant aussitôt nos suffrages. Le monarchiste de raison et l'anarchiste de cœur que vous restez, avec une belle jeunesse de caractère, retrouve ici des compagnons de route et aussi des hommes avec lesquels il a autrefois mesuré sa différence. Personne ne vous demande d'oublier cette différence, mais en acceptant celle des autres vous faites accepter la vôtre.

L'Académie sera pour vous ce lieu géométrique où se rencontrent dans la compréhension et l'amitié des sentiments parfois très opposés. Je sais que vous avez déjà fait de louables efforts. On vous a vu acheter une cravate et réapprendre à la nouer. Et aussi une montre qui vous obligera à presser le pas le jeudi après-midi pour assister aux commissions et aux séances de notre compagnie. N'étiez-vous pas déjà à l'heure aujourd'hui ? Vos familiers n'en reviennent pas. J'ai très confiance : ayant appris l'exactitude sur le tard, il y a des chances pour que vous soyez un des plus assidus. J'attends également avec impatience le beau jour où, selon la tradition pour les nouveaux élus, vous serez convié à prononcer, lors de la séance des prix, l'éloge de la vertu. Le cortège de vos héroïnes libertines n'en croira pas ses oreilles.



MUSIQUES

Les rêveurs éveillés d'Opéra Jeunesse

« Tu serais administrateur, moi, directeur artistique et rien ne nous ferait reculer »... On imagine qu'Eric Walter et Olivier Holt sont entrés en rêvant dans la vie professionnelle, qu'ils se sont distribué les rôles comme des petits enfants. Ils ont dû en entendre, des avertissements ! Horizon bouché en France pour les jeunes chefs d'orchestre français ; pour les surdoués en logistique, virage déconseillé vers l'organisation de concerts, trop encombrées. Revenez dans vingt ans, si les petits cochons ne vous ont pas mangés.

Walter et Holt, Golan et Globus au petit pied, président désormais aux destinées d'Opéra Jeunesse, *« la seule compagnie lyrique française accueillant les élèves artistes et leur offrant une formation complémentaire de celle reçue en conservatoire »*, soit à ce jour *« plus de cent-vingt musiciens, chanteurs et comédiens de seize à vingt-cinq ans, encadrés par quatorze professionnels de haut niveau »*, membres de l'Intercontemporain ou du quintette à vent Nielsen, David Rissin pour la musicologie, sans oublier un professeur d'économie.

Percussionniste de formation, Olivier Holt avait travaillé la direction d'orchestre avec Jean Fournet avant de forcer la porte de Franco Ferrara à Rome, de seconder Jérôme Kaltenbach à Nancy, pour prendre un soir la baguette au pied levé (c'était dans Offenbach, au Châtelet), travailler sur *Tristan* avec Marek Janowski à l'Opéra de Paris, traîner ses troupes au Mozarteum de Salzbourg, y être accueilli, entendu. Et Réinvité. Cette première autrichienne ne date que de l'an dernier.

Agé de vingt-cinq ans, d'un an son cadet, et tout juste bachelier, Eric Walter devait lui aussi jouer d'emblée les émancipés, lancer un raid de cyclomotoristes sur la piste du Pony-express, se spécialiser dans l'organisation de congrès—jamborees, croiser Holt et ne pas le laisser passer, trouver un mécène pour Opéra Jeunesse (un certain M. Rocher, collecteur du 1 % immobilier), installer la grande famille dans les bureaux de ce dernier, et fouetter cocher.

Opéra Jeunesse, ce ne sont pas seulement de jeunes chanteurs formés chaque semaine, en cours publics ou particuliers, à Verdi, à Mozart et à leur métier de comédien. C'est aussi un orchestre, quarante-cinq musiciens qui ne se contentent pas de monter un programme annuel sur le modèle de l'Orchestre français des jeunes, mais qui, au gré de cours hebdomadaires et de sessions régulières, tirent l'archet côte à côte toute l'année. Ils rentrent gonflés d'Autriche, après un stage de quinze jours, doublé de concerts. Ils jouent dimanche soir à Pleyel à leurs risques, à leurs frais. Le programme pépère qu'Holt leur a collé comprend, incroyable mais vrai, *Finlandia*, de Sibelius, *les Nuits d'été* de Berlioz avec Viorica Cortez, la création par Maryvonne Le Dizès du *Concerto pour violon*, de Michel Zbar, et la *Neuvième symphonie* de Chostakovitch. Inconscience ? Folie ? Sait-on jamais.

ANNE REY.

★ Dimanche 8 mars, salle Pleyel. 21 heures, Opéra Jeunesse : 16, rue de Naples, 75008, Paris. Tél. : 42-94-11-64.

Carmel en tournée

La voix du moment

Carmel est un groupe anglais avec une chanteuse, ou plutôt une chanteuse exceptionnelle, qui a donné son prénom au groupe qui l'accompagne. Ce faisant, on pense aussitôt à Sade, mais si elle exerce son talent sur des terrains similaires, entre jazz et blues, elle en est aussi l'antithèse. Là où la star métissée arrondit les angles, Carmel taille dans la matière première. Une petite blondinette, charmante et joliment faite, avec une voix tout en gorge, râpeuse et volumineuse, le timbre noir et voilé. Une nature, comme on dit.

De son passé, on connaît peu de choses, sinon que, adolescente, elle donnait déjà de cette voix dans une église et qu'elle en a retenu l'âme du gospel. Il y a du divin dans son chant, et de la douleur. Quelque chose de plus grand qu'elle, de plus intense même que la musique qui la porte, comme ces vieilles chanteuses de blues légendaires dont on savait, en les écoutant, que c'était la vie qui rodait leur organe plus que les vocalises.

La musique de Carmel est pile dans l'humeur du moment, symptomatique de cette tendance de plus en plus répandue dans le rock britannique à passer du binaire au ternaire en quête de la note bleue. Le groupe tâte honorablement du jazz, sans en faire une affaire de genre. Le feeling en assise, ce sont les mélodies qui donnent le ton des morceaux : vague à l'âme ou cœur au ventre, on va du blues poignant au rhythm'n blues tranchant, en passant par des tempes latino-américains, avec une contrebasse qui gémit ou des cuivres qui caracolent. Ainsi, leur second album *(The Falling)*, produit en partie par Brian Eno, multiplie les couleurs sur une palette swingante de chansons aux orchestrations futées, dont le titre vedette (l'excellent *Sally*) n'est en fait que la face émergée pour les hit-parades. En outre, à la différence de Sade, Carmel sait tenir une scène.

ALAIN WAIS.

★ Ce samedi 7 mars, à Poitiers ; le 9 à Montpellier ; le 10 à Toulouse ; le 11 à Nice ; le 12 à Aix ; le 14 à Grenoble ; le 25 à Besançon ; le 26 au Grand Rex, à Paris ; le 27 à Strasbourg. Disque Barclay.

ARCHITECTURE

Le Corbusier, bouc émissaire

(Suite de la première page.)

A l'automne, c'est à l'Institut français d'architecture qu'incombera l'honneur de chanter les louanges du père spirituel de l'architecture « moderne ». Il le fera par la voix de quarante architectes réunis pour former le chœur de la postérité.

L'avance anglaise ne nous autorise pas pour autant à griller les célébrations françaises, et nous attendrons patriotiquement pour entrer plus avant dans la légende et la réalité, le détail et le génie du Corbusier. Il faut cependant souligner *l'habileté avec laquelle les Britanniques* ont su maîtriser leur sujet. Déformé par sa légende, ou même par ses légendes, « Corbu » est au moins aussi mal connu en Angleterre qu'en France. Rien n'est donc plus difficile que d'offrir une vision claire mais non simpliste de son œuvre. L'équipe de l'Arts Council a donc opté pour six « portraits », six parties indépendantes les unes des autres qui, rassemblées, font l'impasse sur quelques réalisations majeures, mais qui ont ainsi le mérite de la cohérence.

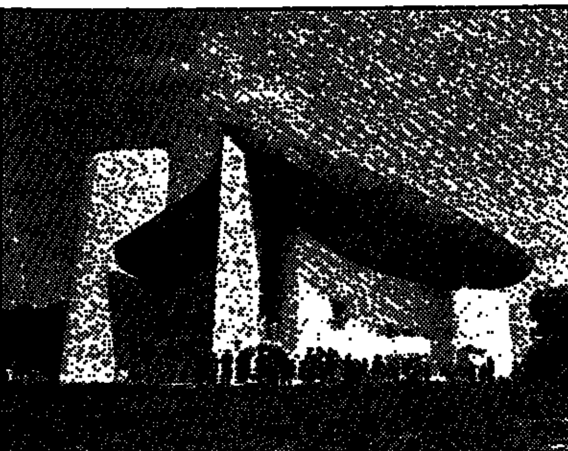
La jeunesse de l'architecte, dans les deux sens du terme, est dessinée à travers « Six Maisons », dont la première et la moins connue, la villa Fallet, imaginée alors qu'il avait à peine dix-huit ans. « L'Architecte comme artiste » offre une sélection efficace et rapide de l'œuvre peint de Charles-Edouard Jeanneret, son véritable nom. « L'Epoque des grands projets » nous livre l'ambition de « Corbu » à travers la Cité du refuge, le Carpenter Center de Harvard ou encore la compétition pour le Palais des soviets de Moscou, en 1932. « L'Urbanisme », hélas, forme une quatrième partie présentée sans commentaire, et laissée à l'appréciation d'un public que ne consolera peut-être pas l'Unité d'habitation de Marseille, dite là-bas la « maison du Fada ». « Le Sacré et la recherche des mythes » sont l'occasion d'un voyage émouvant et vivant à l'église de Ronchamp et au monastère de La Tourette. Enfin, « Le Corbusier en Inde » nous dévoile, dans une grande salle un peu fouillis, comment, à dos d'homme, s'est élevée *ex nihilo*, une capitale de béton.

CAMÉRA PHOTO



La main ouverte (1963)

RENÉ BURRI/MAGNUM



Eglise de Ronchamp (1954)

Le Corbusier devant sa cabane du Cap-Martin (1952)

L'effet de l'Année Le Corbusier sera sans doute considérable à la fois sur le public et sur le travail même des architectes. Effacera-t-elle son image de bouc émissaire ? Sans doute pas, mais de nouvelles réflexions sur l'urbanisme, plus modulées, sont à attendre. Surtout, le génie de son architecture devrait trouver une véritable évidence et donc influer à nouveau sur le « vocabulaire » de nos contemporains. On a souvent plagié Le Corbusier, rarement pour le meilleur et souvent pour le pire. Vient peut-être le temps où les architectes s'en inspireront simplement, avec distance. Avec une meilleure compréhension de cet inventeur de la courbure de l'espace. Einstein, son autre inventeur, n'était guère que de huit ans son aîné.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ *Le Corbusier, Architect of the Century*, Hayward Gallery, jusqu'au 7 juin. Catalogue publié avec le concours de *Jean-Paul Getty Trust*, 368 pages, 15 livres.

★ Signalons, d'autre part, la parution opportune d'un *Architecture d'aujourd'hui*, spécial « Corbu » (n° 249, février 1987).

Les principales expositions

● **FRANCE**

Marseille : *Le Corbusier et la Méditerranée*. Vieille Charité, du 27 juin au 27 septembre. Un colloque sur le même thème, organisé par l'école d'architecture de Marseille, aura lieu du 24 au 27 septembre.

Paris : *Le Corbusier et Paris*. Mairie annexe du XIVe arrondissement, du 8 septembre au 2 octobre.

Le Corbusier, le passé à réaction poétique. Hôtel de Sully, 75004 Paris, d'octobre à janvier 1988.

Corbu vu par... quarante architectes. Institut français d'architecture, du 15 juin au 10 octobre.

Le Corbusier intime. Fondation Le Corbusier, 10, square du Dr Blanche, 75016 Paris, du 21 mai au 31 décembre.

Le Corbusier - 1887-1987. Centre Pompidou, du 6 octobre au 8 janvier.

Aubusson : *Le Corbusier, œuvre tissé*. Musée de la tapisserie, du 29 juin au 7 septembre.

Arras : *Le Corbusier, œuvre tissé*. Musée des beaux-arts, du 14 septembre au 16 novembre.

Bordeaux : *Le Corbusier et l'habitat bon marché en Aquitaine (1916-1953)*. (Dates et lieu non précisés.)

Arc-et-Senans : *De Ledoux à Le Corbusier*. Saline royale, du 1er mai au 3 septembre.

Firminy : *De la maison du Fada à la Cité radieuse*. Unité d'habitation (dates non précisées).

Besançon : *Architecture muséale : Le Corbusier et André Miquel*. De décembre 1987 à janvier 1988.

La Rochelle : *Le Corbusier, désirs et quotidien entre Ré et Gironde*. Musées des beaux-arts, du 1er octobre au 3 décembre.

● **SUISSE**

Zurich : *L'esprit nouveau, Le Corbusier et l'industrie*. Museum für Gestaltung, du 28 mars au 10 mai.

La Chaux-de-Fonds : la ville natale de l'architecte présente une bonne demi-douzaine d'expositions, dont l'une, *Le voyage d'Orient et Le Corbusier*, circule également dans plusieurs pays du monde.

● **ESPAGNE**

Madrid : *Le Corbusier*. Centro Reina Sofia, du 1er juillet au 15 septembre.

● **ETATS-UNIS**

New-York : *Le Corbusier, Five Projects*. Museum of Modern Art, du 1er mars au 30 mai.

NOTES

Psychedelic Furs en tournée : l'influence américaine

Richard Butler est le chanteur des Psychedelic Furs. *Une belle* gueule, taillée au couteau, un corps bien bâti, une voix qui ne ressemble à aucune autre, Richard Butler a tout pour lui. Il bouge bien, sensuel et athlétique, il s'habille bien. Et les autres, à son côté (ils sont sept), ont beau faire, construire un mur de son, c'est sur lui, exclusivement, que convergent les regards. Proche du public tout en préservant ses distances, il y a chez Butler le mystère qui fait les stars.

Butler ne se pose pas pour autant en leader. Au reste, ce sont John (Ashton) et Tim (Butler) qui composent les chansons. A eux trois, ils constituent le noyau de base des Psychedelic Furs, un groupe londonien né en 1978 de la brèche ouverte par l'explosion punk. Le premier album en garde les traces, ébouriffées, mais les compositions se veulent plus mélodiques.

Elles sont déjà marquées par cette voix superbe, immédiatement identifiable avec son timbre voilé, son grain velouté et sa façon traînante de porter le drame. Presque dix ans plus tard, l'influence américaine a imprimé sa marque ; orchestrations coup de poing, production volumineuse et son tout terrain.

Les Psychedelic Furs vivent désormais aux Etats-Unis, où ils font un tabac.

A. W.

★ Dimanche 8 mars à Toulouse, lundi 9 à Lyon, mardi 10 à Toulouse.

★ Disques chez CBS.

Mort du guitariste Freddie Green

Nous l'aurons entendu pour la dernière fois à Paris l'automne dernier, au Méridien, où l'orchestre de Count Basie sans le Count fêtait ses cinquante ans d'existence et ses cinquante ans de présence à lui. Comme toujours, il lamait sur quatre temps ses accords argentés, avec cette efficacité discrète qui était sa marque et donnait son identité sonore à la plus fameuses des sections rythmiques du jazz.

Il était entré dans l'orchestre de Count Basie à vingt-six ans, en 1937, sur la recommandation de John Hammond, qui l'avait découvert dans un club, et il n'en était jamais ressorti, sauf quand, à de rares et courtes périodes, Basie avait dû disperser ses musiciens.

Dimanche 1er mars, après un concert de cet orchestre dont il demeurait l'âme et la mémoire, il est mort, sans faire d'histoires, comme il avait vécu. Mais, à sa manière, il l'a faite, l'histoire. Il restera *« le plus grand guitariste rythmique que le jazz ait connu »*, comme l'a déclaré Frank Foster, qui dirige l'orchestre de Basie à présent. Il passe pour n'avoir jamais pris un solo de sa vie. Nous lui ferons désormais le clin d'œil amical qu'il adressait à tous chaque fois que nous l'écouterons égrener le premier accord de *Lil Darlin'*.

M. C.

Droit de réponse de Jean Nouvel

Usant de son droit de réponse, l'architecte Jean Nouvel nous écrit après l'article consacré à son exposition à l'Institut français d'architecture (le Monde *du 28 février) :*

M. Edelmann a écrit ici que Jean Nouvel avait pris l'initiative d'inviter cinquante personnalités à banqueter pour inaugurer son exposition : c'était faux. Il s'agissait du désormais traditionnel déjeuner de presse à travers lequel l'IFA livre en pâture aux journalistes l'invité expositions majeures.

Les personnalités étaient les journalistes et quelques sponsors de l'exposition. Jean Nouvel était donc l'invité. Il n'avait lui-même invité personne. Pas même ceux que M. Edelmann qualifient de *« fan club »* et qui sont tout simplement des journalistes qui apprécient son travail.

Quant aux affirmations visant à attribuer la qualité d'un travail à quelqu'un plutôt qu'à quelqu'autre, il eût été préférable que M. Edelmann interrogeât les intéressés plutôt que de se contenter de ouï-dire...

Un tableau de Matisse retrouvé en Floride

Un tableau de Matisse porté disparu depuis plus d'un demi-siècle a été retrouvé récemment dans un petit musée de Floride et figure en bonne place depuis le mercredi 4 mars à la National Gallery of Art de Washington où se tient la grande exposition consacrée à la première période niçoise du peintre, de 1916 à 1930.

La Toque de velours, un portrait de Marguerite, la fille de Matisse, peint au cours de l'été 1919, avait été exposé à Bâle en 1931 avant que l'on perde sa trace, jusqu'en décembre dernier, date à laquelle ses propriétaires, M. et Mme Martin Goodman, le lèguent à la Norton Gallery and School of Art, près de West-Palm-Beach, pour bénéficier d'un dégrèvement d'impôt.

Interrogée sur l'histoire du tableau, Mme Goodman s'est étonnée du bruit fait autour de l'œuvre qu'elle avait achetée à Paris à la fin des années 40, et qu'elle ne savait pas aussi convoitée, avant de préciser qu'au moins deux marchands de New-York savaient qu'elle était en sa possession : Stephen Hahn, le neveu d'un ami des Goodman qui avait organisé la vente, et Pierre Matisse, le propre fils du peintre.

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

YASMINA, Cité internationale, Grande salle (45-89-38-69), 20 h 30.
L'ANNIVERSAIRE, Tristan Bernard (45-22-08-40), 20 h 30.
LE SUICIDÉ, Nanterre, Amandiers (47-21-18-81), 20 h 30.
LES PREMIERS MOTS, Deutsch-de-la-Meurthe (47-78-70-88), 21 h.
DANS LA SOLITUDE DES CHAMPS DE COTON, Nanterre, Amandiers (47-21-18-81), 21 h.
LES TROIS SŒURS, TP (43-64-80-80), 20 h 30.
FLEUR DE CACTUS, Comédie des Champs-Elysées (47-23-37-21), 20 h 30.
LA REPRISE, Montreuil, Studio (42-87-08-68), 20 h 45.
COURTELINE, Châtillon, Théâtre (46-57-22-11), 21 h.
LE MÉDECIN MALGRÉ LUI, Malakoff, Théâtre 71 (46-55-43-45), 20 h 30.
ROULETTE D'ESCROCS, Théâtre de l'Atalante (46-06-11-90), sam. 20 h 30, dim. 17 h.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), sam. à 19 h 30 : l'Elixir d'amour.
SALLE FAVART (42-96-06-11), sam. à 15 h : Concert Radio-France ; sam. à 20 h 30 : les Puritains.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), dim. à 14 h 30 : Turcaret ; sam., dim. à 20 h 30 : le Songe d'une nuit d'été.
CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer : sam. à 15 h : les Voyages de M. Costic, de Daniel Soulier ; Grand Théâtre : sam. à 20 h, dim. à 15 h : la Folle Journée, ou le Mariage de Figaro.
ODÉON, sam. et dim. à 15 h et 20 h 30 : Esther, de Jean Racine.
TEP (43-64-80-80), sam. à 20 h 30, dim. à 15 h : les Trois Sœurs ; Cinéma : sam. à 14 h 30, dim. à 20 h : l'Amour d'Aliocha, de S. Toumanov et G. Chtchoukine (v.o.) ; la Vérification, d'A. Guerman (v.o.).
BEAUBOURG (42-77-12-33), Cinéma Vidéo : Cinéma du réel : se reporter à la rubrique Films/Cinémathèque ; Vidéo-Information : à 13 h, Le bébé est une personne, de B. Martino ; à 16 h, Valentine, de J. Breschweiler ; à 19 h, De la sainteté, de J.-M. Berzosa ; Vidéo/Musiques : à 13 h, Der Freischütz, de C.M. von Weber ; à 16 h, Giselle, d'A. Adam ; à 19 h, Aïda, de Verdi ; Cinéma du Musée : sam. et dim. à 15 h, L. Rigolini « Portraits » : Dix artistes suisses aujourd'hui ; à 18 h, sam., dim., Collections du musée : l'immédiat après-guerre aux Etats-Unis ; Concerts/Spectacles : sam. à 18 h 30, Repérages.
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), Th. de l'Escalier d'Or au Th. de la Ville : sam. à 20 h 45, dim. à 14 h 30 : Couquie et Louki sont sur un bateau, de D. Chalem.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), sam. à 20 h 30, dim. à 16 h : Britannicus, de Racine.
MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), sam. à 20 h 30, dim. à 17 h : Musique Bei-Kouan et marionnettes à fils de Taiwan.

Les autres salles

ANTOINE (42-08-77-71), Sam. 15 h 30 et 21 h, Dim. 15 h 30 : Harold et Maude.
ARCANE (43-38-19-70), sam. 20 h 30 : Contes de Maupassant.
ARLEQUIN (45-89-43-22), sam., 20 h 30 : Th. de Chambre.
ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23), sam., 17 h, 21 h., dim. 15 h : Adorable Julia.
ASTELLE-THÉÂTRE (42-38-35-53), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Mon Isménie.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Tourniquet.
CARTOUCHERIE, Aquarium (43-74-99-61), sam., dim., 20 h 30 : le Procès de Jeanne d'Arc, veuve de Mao Tse-toung ; Epée de bois (48-08-39-74), sam. 20 h, dim. 15 h 30 : Caligula.
TH. DU CHAUDRON (42-28-97-04), sam., 20 h, dim. 16 h : la Presque Innommée.
CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15), sam., 21 h : Milena la vie.
CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), Grand Théâtre sam., 20 h 30 : Yasmina ; La Resserre sam., 20 h 30 : Hernani.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), sam., 20 h 30, dim. 15 h 30 : Orlando Furioso.
DAUNOU (42-61-69-14), sam., 20 h 30, dim. à 15 h 30 : Y a-t-il un otage dans l'immeuble ?
DÉCHARGEURS (42-36-00-02), sam., 18 h 30, dim. 15 h : Sidonie ; sam., 20 h 30, dim. 15 h : Nos hommages Miss Emily.
EDOUARD VII (47-42-57-49), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : les Clients.
ESSAION (42-78-46-42), sam., 19 h, dim. 15 h : les Contre-jours d'une contrebasse ; 21 h, sam. et dim. 17 h : Papiers d'Arménie.
FONTAINE (48-74-74-40), sam. 17 h, *dim. 15 h 30 : Un beau salaud.*
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-20-60-56), sam., 21 h, dim. 15 h : Bonsoir maman.
GALERIE 55 (43-26-63-51), sam., 19 h : Sir Gawain and the Green Knight ; 21 h : Master Harold and the Boys.
GRAND EDGAR (43-20-90-09), sam., 20 h 15 : Palier de crabes.
GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06), sam., 20 h 45, dim. 18 h 30 : *La diligence de l'Ouest avait perdu le nord.*
GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), sam., 19 h : le Guichet ; 20 h 30 : Naître ou ne pas naître.
HUCHETTE (43-26-38-99), sam., 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Sports et divertissements.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99), sam., 21 h, dim. 15 h : la Femme sauvage.
LIERRE THÉÂTRE (45-85-55-83), sam., 20 h 30, dim. 16 h : Electre.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), sam., I : 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Kou par Kou. – II : 20 h : Thérèse Desqueyroux ; 21 h 45 : On répète Bagatelle.
MARAIS (42-78-03-53), sam., 20 h 30 : la Comédie sans titre.
MARIE-STUART (45-08-17-80), sam., 20 h 15, dim. 15 h 30 : Interview de Miss Morte Schmitt par ses fantômes ; 22 h : Mosus de mosus.
MARIGNY (42-56-04-41), sam., 20 h, dim. 14 h 30 : Kean ; Petite salle, sam. 18 h, 21 h, dim. 15 h : la Galipette.
MATHURINS (42-65-90-00), sam., 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'Idiot.
MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-33-44), sam., 21 h : Allez, hop !
MICHEL (42-65-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjama pour six.
MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 h 30, dim. 15 h, sam. 18 h 30 et 21 h : Double mixte.
MOGADOR (48-74-53-73), sam., 20 h 30, dim. 14 h 30, Cabaret.
MODERNE (48-74-10-75), sam., 21 h, dim. 15 h : l'Effet Glapion.
MONTPARNASSE (43-22-77-74), Grande salle, sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Ce sacré bonheur. Petite salle, sam., 21 h, dim. 16 h : Conférence au sommet.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Mais qui est qui ?
NOUVEAU TH. MOUFFETARD (43-31-11-93) (D. soir, L., mar.), 20 h 45, *dim. 15 h 30 : les Yeux d'Agathe.*
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 21 h : S. Joly. Sam., 20 h 30 : Laisse tomber la neige !
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), sam., 18 h 45, 21 h 45 : l'Amuse-gueule.
PLAINE (42-50-15-65), sam., 20 h 30, dim. 17 h : Images de Mussolini en hiver.
POCHE (45-48-92-97), sam., 21 h, dim. 17 h 15 : Amédée ou comment s'en débarrasser. Sam., 18 h 30, dim. 17 h 15 : Dernières lettres d'une mère juive à son fils.
RENAISSANCE (42-08-18-50), sam., 15 h 30, 21 h., dim. 15 h 30 : Y'a pas qu'Agatha.
ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20), sam., 19 h, les jours pairs : Armandine.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47), sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : les Seins de Lola.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 7 - Dimanche 8 mars

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), sam., 21 h, dim. 15 h 30 (dern.) : Voyage au bout de la nuit.
TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Antigone ; sam. 22 h, dim. 17 h : l'Écume des jours ; sam., 20 h 30, dim. 17 h : Huis clos ; Maîtres et valets.
TH. D'EDGAR (43-22-11-02), sam., 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h + sam. 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.
TH. DE L'HEURE (45-41-46-54), sam. 20 h 30 : Visites à la jeune veuve.
TH. 14 J.-M. SERREAU (45-45-49-77), sam., 20 h 45, dim. 17 h : Vera Baxter.
TH. DU LIERRE (45-86-55-83), sam., 20 h 30, dim. 16 h : Electre.
THÉÂTRE DE PARIS (43-59-39-39), sam., 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h 30 : les Brumes de Manchester.
TH. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), sam., 21 h, dim. 16 h 30 : Conversations après un enterrement.
TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, le 8 à 15 h : Mon Faust ; Petite salle, le 8 à 15 h, La salle d'attente mit, sam., 21 h, Dim., 15 h : Ramayana.
THÉÂTRE DU TEMPS (43-55-10-88), sam. 20 h 30 : Antigone.
TOURTOUR (48-87-82-48), sam., 20 h 30 : Babiboum ; sam., 18 h 45 : la Fête à E. Guillevic.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), sam., 20 h 30 : l'Anniversaire.
VARIÉTÉS (42-33-09-92), sam. 17 h 15 et 21 h, dim. 15 h : C'est encore mieux l'après-midi.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI 7 MARS

15 h, Fromont jeune et Risler aîné, de L. Mathot ; 17 h, L'aventure est au coin de la rue, de J.-D. Normand ; 19 h, Il Birichini di Papa (v.o.) ; 21 h, les Fiancés, de M. Camerini (v.o.).

DIMANCHE 8 MARS

15 h, Barbe-Bleue, de Christian-Jaque ; 17 h, Restaurations : Le destin s'amuse, d'E. Eddy Reinert ; 19 h, Giorno di Nozze, de R. Matarazzo ; 21 h, Colpi di Timone, de G. Righelli.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

SAMEDI 7 MARS

15 h, Au-delà du souvenir, de A. Mazars ; 17 h, Cyclone à la Jamaïque, de A. Mackendrick ; National Film and TV School : 19 h, A selection of first year workshop material to be presented by a member 5 of NFTS Staff ; 21 h 15, The Discovery of Gravity, de G. Feeny ; Interference, de M. Evans ; The Path of the West, de M. Mowbray.

DIMANCHE 8 MARS

15 h, Samson, d'A. Wajda (v.o. s.-t.f.) ; 17 h, Louise l'insoumise, de Ch. Silvera ; National Film and TV School : 19 h, The Seventh Fig, de M. Hassini ; Hostage, de A. Walsh ; To Hell and Back in Time for Breakfast, de C. Templeman ; 21 h 15, A. Woman on the Roof, de J. O'Brien ; Worlds Apart, de T. Roll.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Cinéma et littérature au Japon

SAMEDI 7 MARS
Cinéma du réel

14 h 30, Cow Girls, de N. Kelly ; 17 h 30, My Life for Zarah Leander, de C. Blackwood ; 20 h 30, séance d'ouverture : Nice Time, d'A. Tanner, C. Goretta ; We Are the Lambeth Boys, de Reisz.

Cinéma du réel
DIMANCHE 8 MARS

14 h 30, Ex-voto, d'E. Langjahr ; 17 h 30, Prisonners, de Borofsky, G. Glassman ; Il Perche e Il Percome, de B. Bertolucci ; 20 h 30, El Kachach, d'A. Choukry ; French Concession, de R. Debray.

Les exclusivités

LES ADIEUX A MATIORA (Sov., v.o.) : *Épée de Bois, 5e (43-37-57-47)* ; Cosmos, 6e (45-44-28-80).
AFTER HOURS (A., v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82), h.sp.
AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).
ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-33-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (53-59-92-82) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.) : *Cluny Palace, 5e (43-25-19-90).*
LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
BLUE VELVET (A., v.o.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
BONS BAISERS DE LIVERPOOL (Ang., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
CHRONIQUE DES EVENEMENTS AMOUREUX (Pol., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Cluny Palace, 5e (43-25-19-90) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
CROCODILE DUNDEE (Aust., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) (à partir de vendredi) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.o. et v.f. : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.o. : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-06-10-96).
DANS LES MONTAGNES SAUVAGES (Chin., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Images, 18e (45-22-47-94).
DOWN BY LAW (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01), h. sp.
EMMANUELLE V (Fr.) (**) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).
L'ENJEU (Turc, v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UCG Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; *Gaumont Alésia, 14e* (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79).
LES FUGITIFS (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03).
GOTHIC (Brit., v.o.) (*) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82 ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) h. sp.
GRAND GUIGNOL (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).
HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (43-25-19-90) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
JUMPIN' JACK FLASH (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).
LABYRINTHE (A., v.o.) : Forum Orient-Express (42-33-42-26) ; Mercury, 8e (45-62-96-82) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).
LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
LÉVY ET GOLIATH (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
MANON DES SOURCES (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-75-75).
MASQUES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; *14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79)* ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
MÉLO (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).
LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
LE MIRACULÉ (Fr.) : Forum 1er (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (45-57-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; 7-Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
MISSION (A. v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; 3-Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
MISS MONA (*) : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
MOSQUITO COAST (A. v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis St-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Ambassade, 8e (43-59-18-03) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). – V.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01).
LA MOUCHE (A. v.o.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Marignan, *8e (43-59-92-82)* ; 3-Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Français, 9e (47-70-33-88).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
NOIR ET BLANC (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; *République-Cinéma, 11e* (48-05-51-33) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82).
LE NOM DE LA ROSE (Fr., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George-V, 8e (45-61-41-46) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03).
OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).
LE PASSAGE (Fr.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).
PEGGY SUE S'EST MARIÉE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).
PROMESSE (Jap., v.o.) : St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20).
QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-Germain des Prés, 6e (42-22-87-23) ; Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LE RAYON VERT (Fr.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82) ; Châtelet-Victoria, 1er (42-36-12-83).
LA RUMBA (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).
SABINE KLEIST, SEPT ANS (All., v.o.) : République-Cinéma, 11e (48-05-51-33).
LE SACRIFICE (Franco-Suéd., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).
STAND BY ME (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-79-75-75). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LE TEMPLE D'OR (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paris-Ciné, 10e (47-70-21-71) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).
TÊTE DE TURC (All., v.o.) : St-André des Arts, 6e (43-26-48-18).
THÉRÈSE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30).
37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (45-44-25-02).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).
TOP GUN (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
27 HORAS (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).
LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOQUE (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).
VIENNE POUR MEMOIRE (Trilogie) (Autr., v.o.) : St-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).
WANDA'S CAFE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (43-66-97-77).
WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : St-Germain Village, 5e (46-33-63-20).

LES FILMS NOUVEAUX

A FOND LA FAC. Film américain de Alan Metter. V.o. : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gare de Lyon-Bastille, 12e (43-03-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79).
CLUB DE RENCONTRES. Film *français* de Michel Lang. Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; La Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
GARÇON, SAUVE-TOI. Film tchèque de Ladislav Smoljak. V.o. : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LES HERITIERS (**). Film autrichien de Walter Bannert. V.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76). V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
LE MAITRE DE GUERRE. Film américain de Clint Eastwood. V.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive-Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; La Bastille, 11e (43-42-16-80) ; UGC Gare de Lyon-Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).
SLEEPWALK. Film américain de Sara Driver. V.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 8 MARS

« L'Institut, siège des cinq académies », 15 heures, 23, quai Conti (Académia).
« L'Opéra et ses sous-sols », 15 heures, hall d'entrée (M. Ragueneau).
« Cités d'artistes et jardins de Montmartre », 11 heures, métro Abbesses (C. Sagave).
« La peinture italienne de Léonard de Vinci au Caravage », 11 heures, 36, quai du Louvre, et « La mosquée : histoire de l'islam », 14 h 30, entrée place du Puits-de-l'Ermite (M. Pohyer).
« La peinture moderne de Monet à Picasso », 10 heures, entrée musée Orangerie, et « L'île Saint-Louis : quartier de la noblesse de robe au septième siècle », 15 heures, métro Pont-Marie (P.-Y. Jaslet).
« L'Opéra et son sous-sol », 11 heures et 14 heures, entrée (Ch. Merle).
« Les Etrusques », 10 h 30, Louvre, 36, quai du Louvre, et « Les salons du ministère de la marine », 15 heures, 2, rue Royale (Arcus).
« Histoire architecturale d'un palais : de Philippe Auguste au Louvre de Napoléon III », 14 h 30, métro Louvre.
« Aux Invalides : la salle des Armures, l'église des soldats et le tombeau de Napoléon », 15 heures, cour d'honneur, entrée église, et « Collèges et lycées parisiens : le lycée Henri-IV », 15 heures, 23, rue Clovis (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).
« La Salpêtrière et son enclos », 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital (A. Ferrand).
« Du préfet Haussmann à la Castiglione : le Second Empire au Père-Lachaise », 14 h 45, entrée face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).
« L'hôtel de Bourbon-Condé, ancienne ambassade de Perse », 15 heures, 12, rue Monsieur (I. Hauller).
« Un *triple musée au jardin du* Ranelagh : Marmottan », 15 heures, sortie métro Muette, et l'église Saint-Eustache et le forum des Halles », 15 heures, église côté rue du Jour (Paris et son histoire).
« Les salons du ministère des finances », 16 heures, 93, rue de Rivoli (carte d'identité) (S. Rojon).
« Moulins et vieux village de Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Flâneries).
« La synagogue, le vieux quartier israélite de la rue des Rosiers », 16 heures, 9, rue Malher (Vieux Paris).
« Le vieux faubourg Saint-Antoine et ses cours », 15 heures, sortie métro Faidherbe-Chaligny (Résurrection du passé).
« La place des Vosges et les hôtels du Marais », 15 heures, 1, place des Vosges (E. Romann).
« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Daru (AITC).

LUNDI 9 MARS

« Les antiquités égyptiennes au Louvre », 15 heures, métro Louvre, et « Les fouilles du parvis Notre-Dame », 15 heures, entrée crypte (Paris et son histoire).
« Sculpture funéraire royale de Charles VIII à Henri II », 14 h 30, caisse Musée des monuments français (V. Turpin).
« Histoire et fonctionnement de l'hôtel des ventes », 15 heures, sortie métro Richelieu-Drouot, devant la BNP (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Versailles : à la recherche du vieux village de Louis XIII », 14 h 30, 1, rue de l'Indépendance-Américaine (A. Gaborit).
« Coins ignorés du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Arts et curiosités).
« Galeries rénovées et passages couverts », 14 h 30, métro Bourse (Flâneries).
« Les Invalides, salons d'honneur, caveau des maréchaux », 15 heures, cour d'honneur, statue Napoléon (AITC).
« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« Cryptes et souterrains de l'église Saint-Sulpice », 14 h 30, parvis (lampes de poche) (P.-Y. Jaslet).
« Un peintre flamand : Rubens », 14 h 30, 36, quai du Louvre (Arcus).
« Les hôtels du faubourg Poissonnière et le décor consulat de l'hôtel de Bourrienne », 14 h 15, angle boulevard Bonne-Nouvelle - faubourg Poissonnière.
« L'univers roman : voyage au pays des sculpteurs romans au Musée des monuments français », 14 h 30, hall musée, et « Dans un hôtel Renaissance, évocation de la vie quotidienne médiévale », 15 h 30, hôtel de Cluny (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).
« L'Opéra et ses souterrains », 11 heures, sur les marches (Paris passion).
« Les chefs-d'œuvre de Rodin à l'hôtel Biron », 14 h 45, 77, rue de Varenne (V. de Langlade).
« Visite de l'arsenal de Paris. Evocation de Mme de Genlis », 14 h 30, sortie métro Sully-Morland (I. Hauller).
« L'hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (S. Rojon).

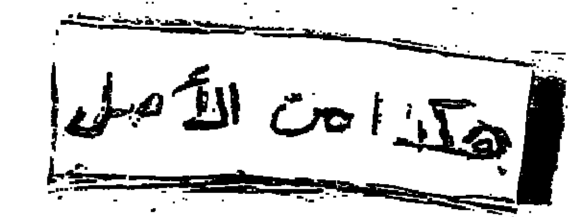
CONFÉRENCES

DIMANCHE 8 MARS

60, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : « Le bouddhisme et la Thaïlande » ; 16 h 30 : « La Thaïlande » ; 18 h 30 : « L'Espagne musulmane », conférences audiovisuelles (M. Brumfeld).
Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine : « Voie triomphale du baroque en Autriche, les palais de la foi » (Mme Saint-Girons).
Salle de l'Espace du CNES, 2, place Maurice-Quentin, 15 heures : « Astrologie et libre arbitre » (suivi d'un dialogue).
1, rue des Prouvaires (1er étage droite), 15 heures : « Faisons le point sur le débat Louis XVII » (M. Xavier de Roche).
38, rue Ribera, 15 h 30 : « Les Seychelles » (tél. : 46-05-64-08).

LUNDI 9 MARS

23, quai Conti, 14 h 45 : *Résistances, oppositions et blocages en face des changements* » (professeur Yves Pelicier).
ENGREF, 19, avenue du Maine, 17 heures : « Le bois dans l'emballage ».
3, rue Rousselet, 14 h 30 : « Introduction à l'art contemporain » (Arcus).
11, rue de Navarin, 18 h 30 : « Le tourisme dans le Midi aux portes de l'Espagne » (Mme A. Mansau).

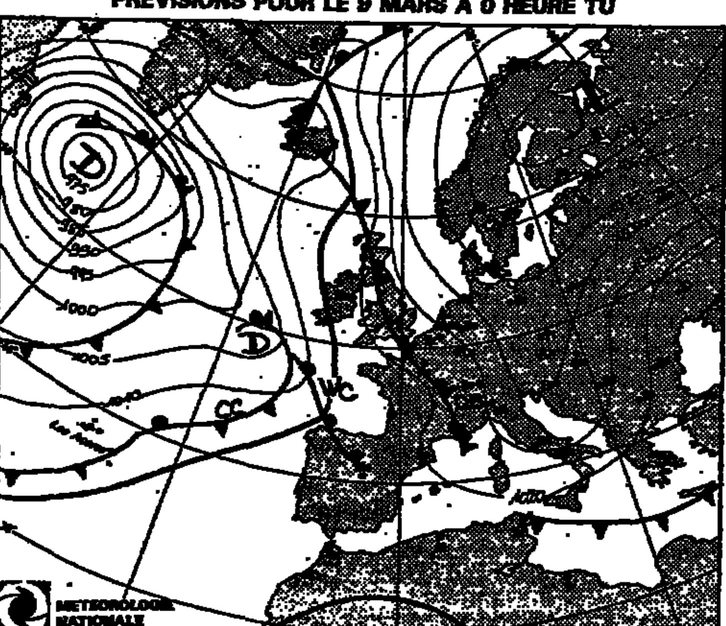


هكذا من الأصل

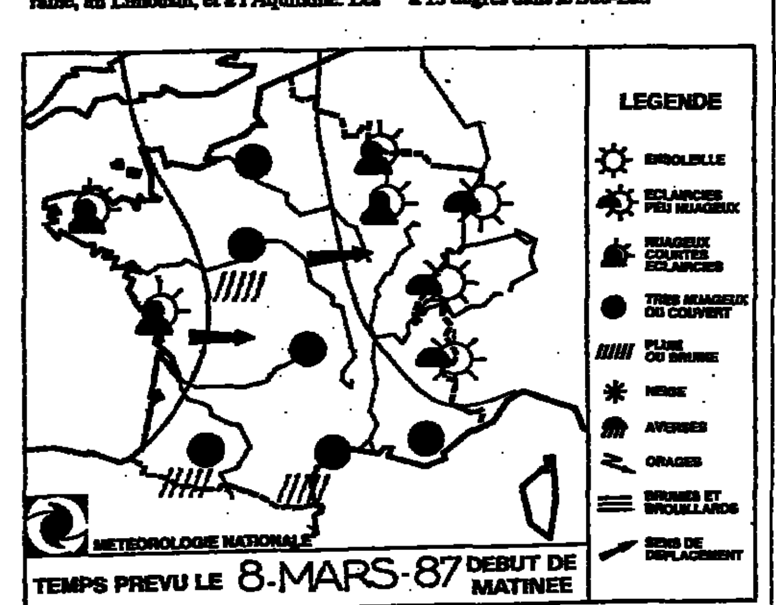
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7 MARS 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 9 MARS A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 7 mars à 0 heure et le dimanche 8 mars à 24 heures.

L'air froid et les hautes pressions sur l'est du pays continuent à bloquer ou du moins à désactiver les perturbations dans leur progression à travers le pays.

Dimanche : des nuages, le plus souvent inactifs, vont recouvrir une bonne partie du pays.

Ce sont l'Alsace et la Lorraine qui feront figure de privilégiées avec de belles éclaircies tout au long de la journée. Par contre, il n'y fera pas chaud. – 3 à – 4 degrés au petit matin, 2 à 4 degrés dans l'après-midi.

Des éclaircies se développeront aussi progressivement sur l'ouest du pays, de la Bretagne et du Cotentin à la Touraine, au Limousin, et à l'Aquitaine. Les températures sur ces régions seront plus douces, il n'y aura pas de gelées nocturnes et il fera 8 à 12 degrés du nord au sud, et même jusqu'à 16 degrés par endroit au pied des Pyrénées.

Ailleurs, le ciel sera très nuageux à couvert, il pleuvra un peu sur les régions méditerranéennes, le Midi-Pyrénées, l'Auvergne, l'Ardèche et le sud des Alpes. Ces pluies s'estomperont dans l'après-midi, quelques éclaircies apparaîtront alors sur le Midi-Pyrénées et le Languedoc-Roussillon. Il y aura encore quelques petites gelées de la Champagne et de la Bourgogne au nord des Alpes, 0 à – 2 degrés. Dans l'après-midi, il fera 4 à 8 degrés de la Manche orientale au Centre et au Centre-est, 10 à 13 degrés dans le Sud-Est.

LEGENDE
ENSOLEILLE
ECLAIRCIES PEU NUAGEUX
NUAGEUX COURTES ECLAIRCIES
TRES NUAGEUX OU COUVERT
PLUIE OU BRUINE
NEIGE
AVERSES
ORAGES
BRUMES ET BROUILLARDS
SENS DE DEPLACEMENT

METEOROLOGIE NATIONALE

TEMPS PREVU LE 8-MARS-87 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 6-3 à 6 h TU et le 7-3-1987 à 6 h TU — le 7-3-1987

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	8	0	D
BIARRITZ	22	11	P
BORDEAUX	16	8	P
BOURGES	8	1	C
BREST	10	5	P
CAEN	6	3	C
CHERBOURG	5	3	P
CLERMONT-FERR.	8	1	C
DIJON	6	– 3	C
GRENOBLE St-M-H	7	– 2	D
LILLE	6	0	N
LIMOGES	12	4	C
LYON	5	– 2	C
MARSEILLE-MAR.	10	4	N
NANCY	4	– 5	N
NANTES	11	5	C
NICE	7	4	C
PARIS-MONTS.	8	1	C
PAU	19	8	C
PERPIGNAN	10	3	C
RENNES	10	4	P
ST-ÉTIENNE	6	– 2	C
STRASBOURG	3	– 5	D
TOURS	8	3	P
TOULOUSE	14	6	C
POINTE-A-P.	30	20	D

ETRANGER	max	min	temps
ALGER	22	4	D
AMSTERDAM	3	– 5	N
ATHÈNES	2	– 2	D
BANGKOK	35	25	D
BARCELONE	12	9	P
BELGRADE	– 4	– 9	*
BERLIN	– 3	– 10	N
BRUXELLES	4	– 2	N
LE CAIRE	13	11	D
COPENHAGUE	– 3	– 12	D
DAKAR	26	19	D
DELHI	32	18	N
DJERBA	14	10	C
GENÈVE	3	– 2	D
HONGKONG	23	22	C
ISTANBUL	– 4	– 7	C
JÉRUSALEM	10	2	D
LISBONNE	24	11	D
LONDRES	4	2	*
LOS ANGELES	21	14	C
LUXEMBOURG	3	– 7	D
MADRID	22	7	D
MARRAKECH	29	13	D
MEXICO	18	1	B
MILAN	5	– 6	D
MONTRÉAL	4	– 10	C
MOSCOU	– 1	– 9	C
NAIROBI	32	15	B
NEW-YORK	12	0	N
OSLO	– 2	– 16	D
PALMA-DE-MAL.	14	7	C
PÉKIN	6	– 5	D
RIO-DE-JANEIRO	29	24	D
ROME	8	– 5	D
SINGAPOUR	31	25	A
STOCKHOLM	– 4	– 13	*
SYDNEY	23	20	D
TOKYO	19	3	C
TUNIS	13	3	N
VARSOVIE	– 9	– 11	*
VENISE	3	– 5	N
VIENNE	– 3	– 9	*

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4436

HORIZONTALEMENT

I. Ramasseur de feuilles. Possessif. – II. Oblige à bien ouvrir l'œil. C'est à cause de lui que certains ne s'entendent pas très bien entre eux. – III. Changea pour donner le change. Castor et Pollux. Variétés de boudin. – IV. Spécialiste de la recherche. Pris en grippe. Pas autre chose. Possessif. – V. Préfère encore les chinoiseries aux ergoteries. Attend la nuit pour voler. – VI. Quitter les affaires. Conjonction. Donnent de l'herbe aux bêtes. – VII. Lutter contre la mauvaise forme. Où nombreux sont ceux qui apprécient « San Antonio ». – VIII. Qui n'a pas rendu que son tablier ! Idéal pour établir le contact. Etait partisan du retour à la terre. – IX. Son contenu peut faire perdre contenance. Pour son honneur, il en est qui ont connu pire que le déshonneur. « Mis » en morceaux. – X. Pour mettre les morceaux et les pièces. Est pleine de trous. Entrée en matière. Prénom. – XI. Peut se diriger vers une « étoile ». Ne fait rien à la hâte. Espèce de vipère assez répandue. Ajoute au charme d'une province autrichienne. – XII. Disparaît lors d'un règlement de compte. Fit du bruit. – XIII. Avec lequel on ne peut pas dire qu'on ne se l'est pas fait répéter ! Cause de disparition. Pas à plaindre. – XIV. Ses débuts sont fort remarqués. Ne pas cacher qu'on est une bête. Victimes d'une bombe. – XV. Dont le fil n'a certes pas été donné à retordre ! Certains le passent avec des passades.

VERTICALEMENT

1. Coupeur de têtes. N'est pas sans intérêt pour le précédent. – 2. Porteur de poison. Fait plus que mettre le couteau sous la gorge. – 3. Participe. Qui pourrait pousser des élèves à la « dissipation ». – 4. Fait mûrir. A une certaine époque, bien des gens s'y intéressent. Vit se multiplier les témoignages de passion. – 5. Utile à celui qui a mis les voiles. Avec elles, il est véritablement possible de recevoir quelqu'un sous son toit. – 6. On lui souhaite d'être né sous une bonne étoile. Trottent dans la cervelle. – 7. Rien d'étonnant à ce qu'il ait l'air *chouette*. Va au *tableau*. – 8. On l'a dans la Manche. Indispensable dans les épreuves de force. – 9. N'empêchent pas l'ouverture d'esprit. Dans un club. – 10. Présent dans maintes expressions. Article. Grande quantité d'eau chaude. – 11. Est présent dans les quatre coins du monde. Contraint à s'arrêter en pleine course. Peut *fort* bien se faire siffler. – 12. Pétard qui en met certains en pétard. N'a pas donné assez longtemps de ses nouvelles. – 13. Vit sur un grand pied. Cause d'explosions. – 14. Change régulièrement. Témoignent d'une vie antérieure. – 15. Gros perdant. Monte-en-l'air.

Solution du problème n° 4435

Horizontalement

I. Oubliette. – II. Ain. Rut. – III. Débat. If. – IV. Isère. – V. Liesse. En. – VI. Set. – VII. Ta. Saucée. – VIII. Ile. Tronc. – IX. Olof. – X. Nénuphars. – XI. Russie.

Verticalement

1. Ondulation. – 2. Aller. – 3. Babies. Eon. – 4. Liasses. Fur. – 5. Intestat. Pu. – 6. Ré. Ur. H.S. – 7. Trie. Ecopas. – 8. Tuf. En. Ri. – 9. Et. Indécise.

GUY BROUTY.

EN BREF

● **ENVIRONNEMENT : la France à vol d'oiseau.** – Pour les ornithologues amateurs, la Ligue française pour la protection des oiseaux organise ce printemps quatre voyages d'observations et d'initiation. Les 14 et 15 mars dans le Marais poitevin, ils pourront observer des barges à queue, des pluviers argentés, des avocettes, des canards pilet ou souchet, des vanneaux huppés, des oies cendrées ou des busards des roseaux. Du 15 au 27 avril, en Turquie, les derniers ibis chauves de Birecik, des aigles criard et pomarin, et des fauvettes des ménétries. Les 25 et 26 avril, en Sologne, choucas, grèbes et mouettes rieuses les attendent. Enfin, du 28 au 31 mai dans l'île de Texel, parmi les quelque 310 espèces recensées, les plus caractéristiques sont les chevaliers *gambetta*, les *arlequins*, l'huîtrier pie, la linotte mélodieuse, le traquet motteux...

★ Renseignements et inscriptions : LPO, 51 rue Laugier, 75017 Paris. Tél. : 42-67-04-03.

● **EXPOSITION : « La Gaule méridionale aux premiers temps chrétiens ».** – A la lumière des recherches archéologiques effectuées dans le sud de la France ces vingt dernières années, le Musée de la civilisation gallo-romaine de Lyon et le pavillon des Arts présentent une exposition « La Gaule méridionale aux permiers temps chrétiens » (IIIe-VIIIe siècles). Terre de passage, la Gaule méridionale eut à assimiler plusieurs influences parfois contradictoires. Les thèmes principaux retenus permettent de cerner les divers aspects de cette société en mutation hésitant entre foi chrétienne et tradition classique et païenne : « Monde urbain » (extension de la ville en dehors de l'enceinte, inhumations à proximité des lieux saints) « Monde rural » (divers types d'habitat, coexistence des lieux de culte païens et chrétiens) et « échanges commerciaux » (monnaies, importations de vin, huile, olives, vaisselle, etc.)

★ Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau, 75001 Paris, jusqu'au 28 juin, de 10 heures à 17 h 40, tous les jours sauf lundi et jours fériés. Prix d'entrée : 20 F.

SUR MINITEL

Prévisions complètes
Météo marine
Temps observé Paris, province, étranger
36.15 Tapez LEMONDE puis METEO

Logement

Les immigrés créent un comité de coordination

Les locataires d'hôtels meublés s'organisent

Plus de la moitié des immigrés vivraient, en Ile-de-France, dans des logements insalubres. Murs lézardés, installations électriques fantaisistes, conduites d'eau abîmées, les hôtels meublés et garnis qui abritent ces étrangers sont bien souvent, à Paris et en banlieue, la propriété de « marchands de sommeil » européens ou maghrébins. Réunis le vendredi 6 mars dans les locaux paroissiaux de la chapelle de la Salette, boulevard de Belleville (onzième arrondissement), une centaine de Tunisiens, d'Algériens et de Marocains ont approuvé la création d'un comité de coordination des locataires d'hôtels meublés chargé de regrouper les initiatives des comités créés dans chaque hôtel meublé.

Une « plate-forme » revendicative

« Ici, au cœur de Belleville, nous lançons cette Coordination qui s'adresse aux habitants de ce quartier mais aussi à tous les secteurs de la capitale ou de la banlieue où les expulsions menacent pour cause de rénovation », affirme un dirigeant du comité avant de lire en français, puis en arabe, *« une plate-forme revendicative »* en neuf points, demandant notamment *« l'arrêt immédiat des expulsions pour cause d'expropriation ou pour quelque motif que ce soit sans l'attribution d'un logement décent dans le quartier ou l'arrondissement le plus proche »*.

Cette plate-forme exige également *« la création d'un contrat qui assure aux habitants d'hôtels meublés et garnis des garanties comparables à celles d'un contrat de logement d'habitation principale »*.

Ces quartiers des onzième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième arrondissements, où d'importantes opérations de rénovation doivent être lancées par la Ville pour « gommer » des zones insalubres, sont particulièrement sensibles. A la peur de l'expulsion s'ajoute, selon un responsable de la coordination, celle des incendies *« qui ont visé aussi des hôtels meublés »*.

Un jeune Maghrébin pose la question : *« Pourquoi les préfectures et les mairies ne font rien pour obliger les propriétaires à faire des travaux et éviter ainsi la politique du pire ? »* Un immeuble délabré est un immeuble en péril. L'expulsion devient vite inévitable.

La situation juridique de ces hôtels meublés est particulièrement floue.

JEAN PERRIN.

Chronologie

ÉTRANGER

2. – PHILIPPINES : En obtenant 76,29 % de oui au référendum constitutionnel, Mme Cory Aquino voit son mandat présidentiel confirmé jusqu'en 1992. Les combats entre les forces gouvernementales et la guérilla communiste reprennent après l'expiration, le 8, du cessez-le-feu de soixante jours. Le 28, Mme Aquino décrète une amnistie pour encourager les rebelles communistes et musulmans à quitter les maquis (du 3 au 6, 10, 11, 13, 15-16, 19, 22-23, 25 et 26/II, 3/III).

4. – AUSTRALIE : A Fremantle, l'Américain Dennis Conner, à la barre de son voilier *Stars-and-Stripes*, reconquiert la Coupe de l'America qu'il avait perdue en septembre 1983 (du 31/I au 6/II).

5-6. – GRANDE-BRETAGNE : Les deux syndicats du Livre reconnaissent leur défaite dans le conflit qui durait depuis plus d'un an à propos de la fabrication des quatre journaux, dont le *Times*, publiés par le groupe de presse de M. Rupert Murdoch (8-9).

6. – ESPACE : Deux cosmonautes soviétiques quittent la Terre à bord du nouveau vaisseau spatial *Soyouz TM-2*. Ils rejoignent, le 8, la station Mir, en orbite depuis un an (du 6 au 10 et 27).

6. – SOMALIE : Les dix Français membres de Médecins sans frontières enlevés le 24 janvier par des rebelles somaliens sont libérés. Remis le 6 aux autorités éthiopiennes, ils regagnent Paris le 7 (3 et du 6 au 10).

6. – TCHAD : L'armée française, qui craint une offensive libyenne dans le nord ou dans l'est du Tchad, redéploie et renforce le dispositif « Epervier » au sud du seizième parallèle : les effectifs passent de 1 400 à 2 200 hommes, prélevés sur les garnisons centrafricaines, et des unités combattantes sont installées à Abéché et Biltine (du 3 au 24, 27 et 28).

9. – CHINE-URSS : Les négociations frontalières sino-soviétiques reprennent à Moscou après plus de huit ans d'interruption (8-9, 10 et 25).

9-11. – FRANCE-CONGO : M. Denis Sassou Nguesso, chef de l'Etat congolais et président en exercice de l'OUA, se rend en France pour une visite d'Etat. Les entretiens avec MM. Mitterrand et Chirac portent surtout sur le Tchad (du 10 au 13).

10. – URSS : Le porte-parole du ministère des affaires étrangères confirme la libération d'environ cent quarante dissidents. Le militant juif Iossif Begun, l'un des plus célèbres « refuzniks », n'est libéré que le 20 : du 9 au 13, des manifestations en sa faveur avaient eu lieu à Moscou, qui avaient été marquées, les 12 et 13, par des brutalités policières à l'égard de la trentaine de participants et des journalistes occidentaux présents (3 et du 8 au 26).

14-16. – URSS : Le Forum international pour un monde sans armes nucléaires rassemble à Moscou près d'un millier de scientifiques (dont M. Sakharov), d'artistes, d'intellectuels et d'hommes d'affaires, venant de quatre-vingts pays. Dans son discours de clôture, M. Mikhaïl Gorbatchev insiste sur la nécessité d'« *une vaste démocratisation de toute la vie sociale* » et affirme que les « *transformations révolutionnaires en cours* » en URSS ont une « *importance capitale (...) pour le monde entier* ». Il souligne le caractère « *irréversible* » de la « *restructuration* », qui semble susciter des réticences dans la bureaucratie soviétique, mais aussi en RDA et en Tchécoslovaquie (du 4 au 27).

15. – MEXIQUE : Les étudiants de l'université de Mexico, en grève depuis le 29 janvier, acceptent de reprendre les cours après avoir obtenu la suspension du renforcement de la sélection et du relèvement des droits d'inscription (6, 12, 15-16 et 17).

16. – RFA : Le procès du scandale politico-financier Flick s'achève par la condamnation à de lourdes amendes de MM. Otto Lambsdorff et Hans Friderichs, anciens ministres de l'économie (17 et 18).

17. – ESPAGNE : Le ministre de l'éducation présente un plan de réforme qui met fin à la grève des lycéens après onze semaines de mobilisation et de manifestations souvent violentes (5, 6, 8-9, 11, du 13 au 20 et 26).

17. – RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : Aux élections législatives, le Fianna Fail (nationaliste) de M. Charles Haughey remporte 81 (+ 6) des 166 sièges du Parlement. Le Fine Gael (centriste) de M. Garret FitzGerald, premier ministre depuis décembre 1982, obtient 51 (- 19) sièges, le nouveau Parti démocrate progressiste, fondé par des dissidents du Fianna Fail, 14 sièges, et le Parti travailliste, membre de la coalition sortante, 12 (- 4) sièges (15-16, 18, 20 et 21).

17-19. – FRANCE-LIBAN : Le président Amine Gemayel, en visite officielle à Paris, reçoit le soutien de la France à ses tentatives de restauration de la souveraineté libanaise (18, 20 et 21).

18. – ÉTATS-UNIS : Amnesty International, dans un rapport consacré à la peine de mort aux Etats-Unis, dénonce son caractère « *arbitraire, injuste et relevant de la discrimination raciale* ». (20 et 25).

19. – ÉTATS-UNIS-POLOGNE : Les dernières sanctions économiques américaines contre la Pologne sont levées par le président Reagan (3, 20 et 21).

19. – IRAN-IRAK : Une trêve intervient dans la « guerre des villes » sur l'initiative de l'Irak : depuis le 10 janvier, elle a fait plus de trois mille morts. Aux environs de Bassorah, après l'offensive iranienne lancée le 8 janvier, les combats ont pratiquement cessé depuis le début février (du 3 au 23, 25 et 28).

20. – BRÉSIL : Le président Sarney annonce la suspension du paiement des intérêts de la dette extérieure, qui s'élève à 108 milliards de dollars (5, 12 et du 21/II au 2/III).

22. – FINANCES MONDIALES : Les ministres des finances des sept pays occidentaux les plus industrialisés, moins l'Italie, qui s'est retirée pour protester contre son éviction des discussions préliminaires tenues le 21 à cinq, décident de « *coopérer étroitement pour promouvoir la stabilité des taux de change autour des niveaux actuels* » : le dollar devrait se maintenir autour de 1,80 DM, 150 yens et 6 francs (du 3 au 17 et du 20/II au 2/III).

Février 1987 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du *Monde* où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

22. – LIBAN : L'armée syrienne (4 500 hommes) revient à Beyrouth-Ouest, qu'elle avait dû évacuer en août 1982, pour mettre fin aux combats qui opposent depuis le 15 les miliciens chiites d'Amal aux miliciens druzes et communistes et qui ont fait près de deux cents morts. Le 24, vingt-trois militants du Hezbollah (Parti de Dieu, pro-iranien) sont tués dans un affrontement avec les troupes syriennes, qui renoncent à pénétrer dans la banlieue sud de Beyrouth, où se trouvent deux camps palestiniens assiégés depuis plus de trois mois par les miliciens d'Amal. Après une campagne internationale, les 20 000 habitants de Bourj-el-Barajneh ont pu être ravitaillés le 14, ainsi que, le 15, les 17 000 habitants du camp de Rachidieh, près de Tyr, dans le sud du Liban, puis, le 27, les 4 000 Palestiniens de Chatila, dans la banlieue sud de Beyrouth (6 et à partir du 8).

23. – ARGENTINE : La loi dite de « point final », votée en décembre 1986, entre en vigueur. Elle porte prescription de toutes les violations des droits de l'homme commises au cours de la dictature militaire pour les personnes qui n'ont pas été poursuivies jusqu'alors (6, 24 et 25/II, 1er-2/III).

23. – CEE - PROCHE-ORIENT : Les ministres des affaires étrangères des Douze se prononcent pour une « *conférence internationale de paix* » sur le Proche-Orient (24 et 25).

26. – ÉTATS-UNIS : La commission Tower, chargée fin novembre par M. Reagan d'enquêter sur le scandale des ventes d'armes à l'Iran, rend public son rapport. Elle ne porte pas d'accusations directes contre le président, mais souligne les sérieuses faiblesses de son style de gouvernement. M. Donald Regan, secrétaire général de la Maison Blanche, gravement mis en cause par la commission, est remplacé le 27 par M. Howard Baker, chef de file des républicains au Sénat de 1977 à 1984 (4, 5, 6, 11, 12, 14, 17, 19, 22-23, 24, 26 et du 28/II au 3/III).

26. – ÉTATS-UNIS - URSS : Un essai nucléaire soviétique met fin au moratoire unilatéral respecté par l'URSS depuis août 1985. Moscou avait prévenu que les essais soviétiques reprendraient dès la première explosion américaine survenant après le 1er janvier. Les Etats-Unis ont procédé à deux essais le 3 et le 11 février (5, 6, 14, 24 et 27).

27. – PROCHE-ORIENT : M. Shimon Pérès, ministre israélien des affaires étrangères en visite au Caire, signe un communiqué commun israélo-égyptien appelant à la convocation en 1987 d'une conférence internationale sur la paix, bien que M. Itzhak Shamir, qui lui a succédé en octobre à la tête du gouvernement, rejette catégoriquement cette idée (19 et du 26/II au 3/III).

28. – ÉTATS-UNIS - URSS : M. Gorbatchev, abandonnant le lien établi entre tous les dossiers du désarmement, propose aux Américains une négociation séparée sur les euromissiles qui pourrait aboutir à leur démantèlement complet en cinq ans. Washington accueille favorablement cette offre (à partir du 3/III).

28. – FRANCE - ESPAGNE : Deux Basques espagnols sont expulsés de France, ce qui porte à quarante et un le nombre des réfugiés basques renvoyés en Espagne depuis le 19 juillet 1986, dont douze en février (11, 13, 22-23, 24 et du 28/II au 3/III).

CULTURE

4. – Mort de Carl Rogers, psychologue américain (7).

11. – M. François Léotard, présentant « *les nouvelles orientations de la politique musicale* », annonce la création à Versailles d'un Centre international de musique et de danse baroques (12, 13 et 17).

12. – *Le Mariage de Figaro* de Beaumarchais est mis en scène par Jean-Pierre Vincent au Théâtre national de Chaillot (17).

19. – L'exposition Lumières du Nord - La peinture scandinave (1885-1905), est inaugurée au Petit Palais par la reine Margrethe de Danemark et M. François Mitterrand (21).

20. – Jean-Paul Belmondo joue *Kean*, adaptation de Jean-Paul Sartre de la pièce d'Alexandre Dumas, au Théâtre Marigny, dans une mise en scène de Robert Hossein (7/II et 7/III).

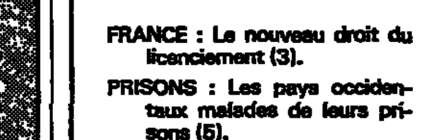
20. – Mort d'Edgar Pierre Jacobs, dessinateur belge, créateur de Blake et Mortimer (22-23).

22. – Mort d'Andy Warhol, artiste américain (24/II et 1er-2/III).

24. – La moitié de l'œuvre gravé de Matisse est exposée à l'Ecole supérieure des beaux-arts de Paris (28).

27. Mort de Joan Greenwood, comédienne anglaise (4/III).

UN CHOIX D'ENQUÊTES ET DE REPORTAGES



- FRANCE : Le nouveau droit du licenciement (3).
- PRISONS : Les pays occidentaux malades de leurs prisons (5).
- FRANCE : Pari gagné pour le quartier de la Défense (6).
- AFFAIRES : SIDA, la guerre des laboratoires (7).
- MÉDECINE : L'épidémie de SIDA en Extrême-Orient et en Afrique (11 et 18).
- CAMPUS : Les débouchés de la gestion et de la finance (12).
- FRANCE : Les pouvoirs du premier ministre sous la Ve République (12).
- FRANCE : A 2 et FR 3, malades du soupçon (13).
- FINLANDE : Une économie prospère, une diplomatie *mesurée* (13).
- AFFAIRES : Les chevaliers de Bernard Tapie (14).
- MUSÉE : la Cité des sciences et de l'industrie (19).
- VILLE AU FUTUR : Marseille (20).
- FRANCE : Des sites pour les *déchets nucléaires* (22-23 et 24).
- OUGANDA : Quand tout est à recommencer... (24).
- MÉDECINE : L'infarctus pris de vitesse (25).
- JAMAIQUE : Au rythme de l'alternance (26).
- PORTUGAL : Une volonté farouche de recoller au peloton européen (26).
- AFFAIRES : L'industrie malade de la finance (28).
- JORDANIE : Patrie bédouine (28).

FRANCE

1. – A l'expiration de l'amnistie fiscale et douanière entrée en vigueur le 12 juillet pour les capitaux irrégulièrement détenus à l'étranger, 15,93 milliards de francs ont été rapatriés en France (8-9).

3. – Quatre décrets instituant la fonction de maître-directeur dans les écoles primaires sont publiés au *Journal officiel* malgré l'hostilité des *instituteurs* : une manifestation nationale rassemble trente-cinq mille d'entre eux à Paris le 11 (du 1er au 14, 17 et 18).

3. – M. Jean-Pierre Michau, magistrat chargé de l'affaire du Carrefour du développement, juge que le secret défense ne peut être opposé par le directeur de la DST et M. Pasqua pour refuser de s'expliquer sur la délivrance d'un « vrai faux » passeport à M. Chalier. Le parquet fait aussitôt appel de cette ordonnance (4, 5, 12, 15-16 et 18).

5. – *Michel Baroin, PDG de la* Garantie mutuelle des fonctionnaires et président de la FNAC, est tué, ainsi que huit autres personnes, dans un accident d'avion à l'ouest du Cameroun (7, 8-9, 11, 13 et 21).

8. – Les différents courants du PS parviennent, à l'issue d'une réunion du comité directeur du parti, à s'entendre sur une motion unique pour le congrès de Lille, prévu du 3 au 5 avril. Les mitterrandistes et les amis de M. Mauroy ont engagé, le 1er, sur la proposition de M. Jospin, un processus de « *fusion politique* » (3 et du 6 au 10).

9. – Un hold-up avec prise d'otages est commis à la caisse d'épargne de Marseille. Les gangsters réussissent à s'enfuir par les égouts avec leur butin alors que d'importantes forces de police avaient bouclé le quartier (10, 11 et 12).

10. – M. Edouard Balladur confirme, dans une entretien au *Monde*, « *la volonté du gouvernement de changer les règles du jeu de notre économie* ». Il annonce que la prochaine banque privatisée sera la Société générale, qui avait été nationalisée par le général de Gaulle à la Libération (11 et 12).

11. – Le conseil des ministres nomme M. Marceau Long vice-président du Conseil d'Etat pour succéder à M. Pierre Nicolay, qui a atteint la limite d'âge. Le 25, M. Long est remplacé à la tête d'Air France par M. Jacques Friedmann (11, 13, 25, 27 et 28).

11. – M. Valéry Giscard d'Estaing, invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, annonce qu'il n'est pas candidat à l'élection présidentielle de 1988. Sa proposition de réduction du mandat présidentiel suscite l'hostilité de responsables du RPR et de barristes ; M. Chirac déclare, le 13 à Toulouse, qu'il n'engagera pas une réforme qui pourrait diviser la majorité (du 13 au 18, 21, 22-23 et 25).

11. – Les banques renoncent à la *tarification des chèques*, prévue pour le 1er avril, après que M. Balladur eut demandé de « *poursuivre la concertation* » avec la clientèle, très hostile au projet (7, 10, 12, 13, 15-16, 18 et 24).

12. – M. Bernard Stasi (CDS), qui avait été, en octobre 1986, le candidat du groupe UDF à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, renonce à briguer ce poste en avril après l'annonce, le 11, de la candidature de M. Giscard d'Estaing (7, 12, 13, 14, 17 et 21).

12. – L'action Paribas, introduite à la Bourse de Paris, est cotée 480 F, soit une plus-value de 18,5 %. Les 3 804 834 particuliers qui ont souscrit à l'offre de vente au prix de 405 F n'ont pu obtenir que quatre titres au maximum par personne (3, 6, 11, du 13 au 17 et 22-23).

13-14. – M. Jacques Chirac se rend à Toulouse. Après s'être montré très ferme face aux protestations des Etats-Unis qui critiquent les subventions européennes accordées à l'Airbus pour le lancement des futurs A-330 et A-340, il assiste, le 14, au baptême du biréacteur A-320, en présence de la marraine, lady Diana, et du prince de Galles. M. Chirac annonce que le nouvel avion de combat qui équipera les forces armées françaises dès 1996 sera réalisé à partir du prototype Rafale conçu par le groupe Dassault-Breguet (5, 6, du 14 au 17, 21, et 24).

16. – M. Hervé de Charette fixe à 1,7 % l'augmentation des traitements des fonctionnaires pour 1987 après l'échec des négociations avec les syndicats (du 4 au 9, 12 et du 17 au 20).

18. – Le conseil des ministres approuve le projet de loi sur le référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie. Après que M. Mitterrand eut exprimé son « *désaccord* » avec la politique du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, M. Bernard Pons accuse le chef de l'Etat de « *favoriser l'extrémisme et le jusqu'auboutisme* » (5, du 7 au 11, 13, 14 et du 18 au 27).

19. – Des rénovateurs communistes, membres de vingt-quatre fédérations du PCF, rendent public un « *manifeste* » qui critique la direction du parti (3, 4, 7, du 13 au 17, 20, 22-23, 26 et 27/II, 3 et 4/III).

21. – Les quatre principaux responsables d'Action directe, Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani, sont arrêtés dans une ferme isolée, à Vitry-aux-Loges (Loiret). Après que des dirigeants de la majorité eurent critiqué l'amnistie présidentielle de 1981 et la politique des socialistes face au terrorisme, M. Mitterrand, en voyage dans le Puy-de-Dôme le 23, juge cette polémique « *d'une extrême légèreté ou d'une extrême indignité* » (12, 13 et du 24/II au 2/III).

21. – Mort de Jean Stoetzel, universitaire qui fut à l'origine du développement des sondages d'opinion en France (24, 25 et 26).

23. – La Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) désigne les nouveaux propriétaires de la cinquième chaîne et de la sixième chaîne : la « 5 », qui ne change pas de nom, est attribuée à la société formée par MM. Robert Hersant et Silvio Berlusconi. TV6, qui devient M6 dès le 1er mars, est attribuée à la société Métropole TV, constituée par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et la Lyonnaise des eaux. *La chaîne qui* était à dominante musicale, devient généraliste (du 3 au 6 et du 10/II au 5/III).

23. – Les groupes Hachette et Bouygues déposent à la CNCL leurs dossiers de candidature pour le rachat de TF1. Havas, qui s'était associé à Hachette, a renoncé après la fixation, le 5, à 4,5 milliards de francs de la valeur de cession de la chaîne : 3 milliards devront être payés par les principaux actionnaires pour détenir 50 % du capital (du 3 au 10, du 13 au 16 et du 19 au 26).

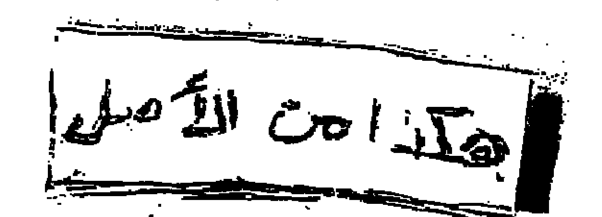
24. – M. Chirac engage sa première concertation officielle avec les organisations syndicales et patronales en recevant les délégations de Force ouvrière, puis, le 26, de la CFDT. A M. Bergeron, il annonce la tenue avant l'été d'« *états généraux de la Sécurité sociale* » et à M. Maire, il révèle une série de mesures en faveur des chômeurs de longue durée (12, 25, 26 et 28).

24. – Mme Michèle Barzach présente un programme de lutte contre le SIDA, qui a été déclarée « *grande cause nationale* » pour 1987. La vente libre des seringues en pharmacie va être autorisée pendant un an (14, 20 et du 26 au 28).

25. – Une réunion du gouvernement autour de M. Chirac est consacrée à la conjoncture économique, alors qu'en janvier le commerce extérieur a enregistré un déficit de 2,5 milliards de francs, que le nombre des chômeurs s'est accru de 1,5 % et que les prix ont augmenté de 0,9 %. Ces mauvais résultats amènent M. Balladur à réviser les prévisions officielles pour 1987 : elles passent de 1,7 % à 2,4 % pour la hausse des prix (en glissement) et de 2,8 % à « *un peu plus* » de 2 % pour la croissance (3, 18 et du 25/II au 3/III).

26. – Trois avions-radars AWACS sont commandés par la France au constructeur américain Boeing. L'achat est assorti d'importantes compensations pour les industriels français (27 et 28).

28. – La cour d'assises de Paris, spécialement composée de sept magistrats professionnels, qui jugeait depuis le 23 Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), le condamne à la réclusion criminelle à perpétuité. Le 25, la DST avait présenté l'accusé comme « *un petit chef* » et, le 27, dans son réquisitoire, l'avocat général avait « *conjuré* » la cour de s'en tenir à une peine « *qui ne soit pas supérieure à dix ans* ». D'importantes mesures de sécurité ont été prises pendant le procès et restent maintenues après le verdict, accueilli avec satisfaction par l'ensemble des partis politiques, sauf le PC (4, 5, 13, 17 et du 21/II au 5/III).



REPÈRES

Chômage

Stabilisation aux Etats-Unis...

Le chômage s'est maintenu à 6,7 % de la population active en février aux Etats-Unis, son taux le plus faible depuis près de six ans, annonce le département du travail. Durant ce mois, 370 000 emplois ont été créés, dont 130 000 dans le commerce de détail, et, fait plus encourageant, 50 000 dans l'industrie. La fin du lock-out décidé par USX dans la sidérurgie et des grèves dans le secteur de la machine-outil ont contribué à cette évolution. Au total, 7,96 millions d'Américains étaient sans emplois en février.

... Légère baisse en RFA

Le nombre des chômeurs ouest-allemands a baissé de 0,4 % en janvier par rapport au mois précédent, pour s'inscrire à 2,48 millions de personnes, annonce le président de l'office fédéral du travail, M. Heinrich Franke. En données corrigées des variations saisonnières, la diminution est de 0,2 %, mais le taux de chômage demeure inchangé par rapport à janvier, à 8,7 % de la population active. Par rapport à février 1986, l'amélioration est nettement plus sensible puisque la baisse, en données corrigées des variations saisonnières, atteint 4,4 %.

Balance des paiements courants

Les Britanniques triplent l'évaluation de leur déficit 1986

L'Office central des statistiques britannique a été amené à tripler sa première estimation du déficit de la balance des paiements courants pour 1986. Evaluée à 360 millions de livres (3,45 milliards de francs) il y a une semaine, ce déficit est en fait de 1,1 milliard de livres, ont annoncé *« avec tristesse »* les statisticiens. Il leur a fallu ramener à 7,1 milliards de livres l'excédent engrangé au titre des « invisibles » (fret, assurance, tourisme, dividendes sur les quelque 80 milliards d'avoirs détenus à l'étranger). Ce dernier solde reste confortable, comparé aux 5,1 milliards obtenus sur l'ensemble de 1985. Il est sensiblement moins impressionnant que les 8,5 milliards annoncés il y a huit jours et embarrasse l'Office central des statistiques après la décision, intervenue en novembre, de tabler à l'avenir sur un excédent mensuel des « invisibles » de 900 millions de livres contre 600 millions auparavant.

SOCIAL

Malgré l'amélioration de ses résultats

Peugeot souhaite supprimer 2 563 emplois

La direction d'Automobiles Peugeot a présenté, le vendredi 6 mars, au comité central d'entreprise un *« plan social »* destiné à résorber un *« sureffectif »* évalué à 1 348 ouvriers et 520 employés, techniciens et agents de maîtrise (ETAM), auxquels s'ajoutent, pour Talbot-Poissy, 500 ouvriers et 195 ETAM. Pour Peugeot, les principaux sites concernés sont Sochaux (700 ouvriers, 240 ETAM), Mulhouse (145 ouvriers, 60 ETAM), Vesoul (150 ouvriers, 20 ETAM), La Rochelle (80 ouvriers, 33 ETAM), Dijon (80 ouvriers, 15 ETAM), le siège social (25 ouvriers, 56 ETAM), le reste étant réparti entre Lille, Valenciennes, Vieux-Condé (Nord), Saint-Etienne, Sept-Fonds (Nièvre) et Cergy-Pontoise (Val-d'Oise).

Le plan est fondé sur le volontariat, comme celui de 1986. Trois possibilités sont offertes : un congé sans solde d'un an minimum pour la création d'entreprise (accompagné dans ce cas d'une aide technique et administrative), avec un retour possible sur un poste équivalent ; le départ volontaire, pour les moins de 59 ans, avec, outre les indemnités conventionnelles de licenciement, une indemnité de 15 000 F pour les départs avant le 15 avril, 10 000 F pour ceux qui auront lieu avant le 15 mai, 5 000 F pour les départs avant le 15 juin. Enfin le passage au travail à mi-temps : les moins de 55 ans recevront une prime de deux mois de salaire avec un minimum de 10 000 F, les plus de 55 ans bénéficiant d'une indemnité supplémentaire d'un mois de salaire, la cotisation à la retraite restant calculée sur un temps complet, la différence étant payée par l'entreprise.

Les chiffres de « sureffectif » reprennent un « résidu » du plan de 1986 : en effet, 2 664 ouvriers sont partis en 1986 pour un sureffectif de 3 785, 963 ETAM pour 974 emplois et 342 cadres pour 370 emplois. La direction de Peugeot a motivé ce nouveau plan social par la nécessité de porter les gains de productivité de 8 % l'an à 10 % si possible : malgré l'amélioration de ses résultats, elle estime que les risques de pression plus forte des constructeurs étrangers à moyen terme obligent à la prudence.

● **Précision : les travaux de Sochaux.** — Pour le détournement de la rivière Allan sur le site de l'usine Peugeot de Sochaux (Doubs) (*le Monde* du 21 février), ce n'est pas l'Etat qui participera à l'opération mais, à la demande de celui-ci, la Compagnie nationale du Rhône, à la hauteur de 30 % du montant des travaux.

Cotisations sociales forfaitaires pour les vendeurs à domicile

25 000 emplois à temps choisi devraient être créés en 1987

Les salariés exerçant une activité de vente à domicile verront leurs cotisations sociales calculées sur une base forfaitaire. Une circulaire de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale) du 11 février 1987 indique les modalités d'application de ce changement, rendu possible depuis la parution au *Journal officiel*, le 30 décembre dernier, d'un arrêté accordant cette faculté.

Le ministère des affaires sociales et de l'emploi a signé une convention avec le Syndicat national de la vente et du service à domicile (SNVSD), qui s'est engagé à créer 25 000 emplois « périphériques » dans ce secteur, dont 4 000 emplois à temps plein.

Fortement utilisatrice de ce qu'elle nomme pudiquement l'activité à temps choisi, la vente à domicile se heurte depuis ses origines à des difficultés sérieuses pour appliquer la réglementation sociale. Soit on propose aux vendeurs un statut de travailleur indépendant qui occasionne des conflits avec l'URSSAF, pénalise le vendeur et rend aléatoire l'animation d'une équipe ; soit on leur propose l'assimilation au statut de salarié, ce qui ne va pas non plus sans inconvénients pour l'employeur et l'employé.

Sur 1 000 personnes qui pratiquent le travail à temps choisi, observe le SNVSD, 850 maintiennent une faible activité ou abandonnent assez rapidement (30 % changent d'avis ou renoncent dans les cinq premières semaines), 150 atteignent un niveau de vente qui leur assure un revenu décent, se rapprochent par leur comportement de vrais professionnels et, finalement, font carrière.

Pour les employeurs, cela entraîne des coûts élevés d'établissement et de gestion des dossiers. Pour la plupart des salariés, les charges sociales sont prélevées sans aucune contrepartie, leurs cotisations demeurant inférieures au niveau plancher qui permet le versement de prestations.

La formule qui a été finalement retenue est celle de la cotisation forfaitaire pour les employés dont la rémunération annuelle ne dépasserait pas 23 364 F, s'ils sont salariés, et 33 377 F, s'ils sont représentants. Dans ce cas, le forfait est de 88,80 F par réunion de vente, à partir du 1er janvier 1987, et de 90,80 F à partir du 1er juillet. Bien entendu, une régularisation pourra intervenir en fin d'année, s'il apparaissait que les revenus ont été supérieurs.

Selon le SNVSD, la profession réalise actuellement un chiffre d'affaires de 6 milliards de francs et génère 200 000 emplois. Au total, elle utilise 50 000 vendeurs intermittents, dont 7 500 ont dépassé le stade du travail à temps choisi. Le coup de pouce donné par la réglementation devrait permettre d'augmenter encore ces effectifs.

A. L.

● **Projet de licenciement de 271 salariés chez SPIE - Batignolles.** — La suppression de 271 des 771 emplois de l'entreprise SPIE-Batignolles (groupe Schneider) de Ferrière-la-Grande, près de Maubeuge (Nord), devrait être annoncée le mardi 10 mars lors d'un comité d'établissement extraordinaire, a indiqué la CGT, majoritaire. Selon ce syndicat, ces suppressions d'emplois consisteraient en 218 licenciements secs et 53 départs en préretraite. Une intersyndicale est en cours de constitution afin de faire des *« propositions sociales »* et de limiter au maximum les licenciements. — (AFP.)

ÉTRANGER

Les difficultés de la sidérurgie japonaise

La crise comme un tremplin

Crise ou redéploiement ? La sidérurgie japonaise est incontestablement en difficulté. Frappée par la revalorisation du yen et menacée par les nouveaux producteurs d'acier (Brésil, Corée, Taïwan), bénéficiant de coûts de production plus faibles et tirant les prix du marché vers le bas, elle s'est lancée dans un programme de rationalisation de grande envergure comportant la suppression de plus de quarante mille emplois d'ici à 1990 (soit un quart de la main-d'œuvre de cette branche) et la fermeture de plusieurs hauts fourneaux.

TOKYO
de notre correspondant

Longtemps considérée comme l'épine dorsale de l'industrie japonaise, la sidérurgie semble battre en retraite. Ce n'est peut-être qu'une impression. Son repli actuel paraît avant tout de nature stratégique : comme l'ont fait souvent dans le passé les industriels nippons, les sidérurgistes entendent utiliser la crise qu'ils traversent comme tremplin pour restructurer leur branche et être en mesure dans quelques années de disposer de nouvelles bases de compétitivité.

Une stratégie qui tient du pari et comporte assurément des risques, comme des coûts sociaux importants en termes d'emploi et de répercussions sur l'économie locale (certaines villes vivant accrochées à leurs hauts fourneaux). Inscrite dans la recherche d'une nouvelle donne pour l'économie japonaise, la restructuration de la sidérurgie sera un test de la capacité d'adaptation du Japon de la fin des années 80.

En 1986, pour la première fois depuis de longues années, la production d'acier au Japon est tombée en dessous des 100 millions de tonnes. Cette année, elle ne devrait pas excéder 95 millions de tonnes. Au cours de l'année écoulée, les sidérurgistes japonais ont enregistré des pertes s'élevant à 2,7 milliards de dollars dues aux effets déflationnistes de la flambée du yen sur l'économie intérieure, mais aussi, et surtout, à une baisse de 33 % de la valeur, exprimée en yens, des exportations directes et de 21 % des exportations indirectes (acier incorporé à certains produits comme l'automobile, par exemple). Au total, les sidérurgistes japonais ont enregisté une perte de 54 % dans leurs recettes à l'exportation par rapport à 1985. Actuellement, les aciéries japonaises tournent à 60 % de leur capacité, et seulement trente-huit sur cinquante-quatre hauts fourneaux sont en action.

Restructuration après le choc pétrolier

La première crise pétrolière en 1973 a conduit les sidérurgistes japonais à opérer une série de restructurations. La production atteignait alors 120 millions de tonnes, et la branche employait quatre cent soixante-dix mille ouvriers. Le renchérissement du prix de l'énergie et l'arrivée de nouveaux producteurs conduisirent les Japonais à mettre l'accent sur les économies d'énergie et les aciers spéciaux, tout en se diversifiant vers la production de nouveaux matériaux. En même temps, ils réduisaient la production d'acier brut, fermaient une partie de leurs soixante-douze hauts fourneaux et diminuaient de cent mille le nombre des ouvriers, restaurant ainsi leurs base de profit.

Au lendemain de la crise pétrolière, les sidérurgistes japonais avaient pallié leurs difficultés par la spécialisation et l'introduction de nouvelles technologies, afin de réduire les coûts variables. Cette fois, compte tenu de la valorisation du yen, de la stabilisation du prix des matières premières et de la concurrence des nouveaux producteurs, *ce sont les coûts fixes (essentiellement la main-d'œuvre)* qui constituent le nœud du problème.

Disposant pour la plupart d'équipements modernes et malgré leurs pertes, les sidérurgistes japonais sont dans une relative bonne position pour rétablir la situation. Leur objectif est de parvenir à des coûts de production comparables à ceux des Coréens : actuellement, le coût de l'acier japonais est sept fois supérieur à celui des Coréens et quatre fois supérieur à celui des Taïwanais. Les programmes de rationalisation de chaque groupe sont fondés sur une hypothèse de production totale de 90 millions de tonnes pour les trois ou quatre années à venir (65 millions de tonnes étant destinés au marché intérieur et 20 à 25 millions de tonnes aux exportations). Les sidérurgistes japonais comptent se diversifier encore davantage vers des produits à haute valeur ajoutée (aciers spéciaux), mais aussi se lancer dans de nouvelles productions (biotechnologies, nouveaux matériaux, électronique). Ainsi, Nippon Steel, le premier producteur d'acier japonais, envisage-t-il que dans huit ans les ventes de son département acier ne représenteront plus que la moitié de son chiffre d'affaires.

Les sidérurgistes nippons vont accentuer dans les années qui viennent leur effort en matière de recherche et de développement : en 1986, les chercheurs dans cette branche ont déjà bénéficié d'un budget d'un montant pratiquement doublé par rapport à celui des autres secteurs industriels. Compte tenu du capital de technologies avancées dont disposent déjà les grands groupes sidérurgiques japonais, leur passage à des productions spécialisées devrait s'opérer aisément.

C'est pourquoi, dans l'immédiat du moins, les Japonais ne semblent pas particulièrement inquiets de la menace coréenne : ils estiment qu'ils devraient conserver leur part du marché mondial. Comme ils l'ont fait pour d'autres productions (téléviseurs noir et blanc par exemple), les Japonais envisagent le redéploiement de leur industrie sidérurgique comme une nouvelle phase d'un processus de répartition internationale du travail.

Le programme de rationalisation de la production d'acier au Japon passe par une réduction drastique des emplois (19000 chez Nippon Steel; 8000 chez Nippon Kokan; 6000 chez Kobe Steel et 5000 chez Kawasaki Steel). Selon M. Yutaka Takeda, président de Nippon Steel, *« c'est là le prix à payer pour rendre à la sidérurgie japonaise sa compétitivité »*. Cette baisse des effectifs devrait permettre à Nippon Steel d'améliorer sa productivité de 70 %. Officiellement, et compte tenu des départs nombreux à la retraite (9000 d'ici à 1990 chez Nippon Steel), une bonne partie des employés en surnombre dans ce groupe devraient être reclassés (6000). Pour les autres (4000), des solutions sont encore à trouver.

En fait, les salariés en surnombre chez les grands producteurs d'acier ne constituent qu'une partie du problème d'emploi qu'implique le programme de rationalisation en cours chez les sidérurgistes japonais : les plus directement touchés seront les ouvriers des sous-traitants (120000 dans le cas de Nippon Steel). Par exemple, à Kamaishi, l'une des « villes de l'acier », au nord du Honshu (île principale de l'archipel) dont les hauts fourneaux appartenant à Nippon Steel seront fermés en 1988, un millier sur les deux mille trois cents ouvriers employés chez les sous-traitants seront sans emploi.

PHILIPPE PONS.

Nouvelle donne dans la sidérurgie

« Le Monde de l'économie » publiera dans son édition daté mardi 10 mars un dossier sur la redistribution des marchés dans la sidérurgie mondiale.

Pour relancer l'économie

L'Allemagne fédérale va accroître les allègements d'impôt prévus pour 1988

Les commandes adressées à l'industrie ouest-allemande ont baissé en janvier de 2 % par rapport au mois de décembre. Cette réduction est surtout le fait du marché intérieur (– 4 %) et à un moindre degré de l'étranger (– 1 %).

Depuis plusieurs mois, les commandes de l'industrie ne cessent de diminuer. Par rapport à décembre *1985 - janvier 1986*, elles ont baissé de 4 % : – 3 % du fait de la RFA et – 5 % du fait de l'étranger.

Les biens d'équipement ont été les plus touchés par ce recul avec – 5 %. Cette dégration s'est traduite par une baisse de 3 % de la production industrielle en janvier par rapport à décembre et de 4,1 % par rapport à octobre 1986.

Ces mauvaises nouvelles expliquent le pessimisme de M. Stoltenberg. Le ministre ouest-allemand des finances, dans un discours tenu vendredi soir 6 mars à Hambourg, a déclaré : *« Pour le moment, la question reste ouverte de savoir si la croissance du PNB sera inférieure à 2 %, si elle atteindra l'objectif du gouvernement de 2,5 % ou si elle ira vers les 3 %. »* M. Stoltenberg a affirmé que *« le net ralentissement des exportations a provoqué une discussion critique sur les perspectives de croissance en RFA »*. Le ministre a souligné qu'en deux ans le mark s'était réévalué de 80 % par rapport au dollar et de 18 % par rapport à l'ensemble des quatorze principales monnaies, ce qui a provoqué un ralentissement des ventes à l'étranger. C'est la première fois qu'un responsable gouvernemental envisage une croissance inférieure à 2 % pour 1987 (+ 2,5 % en 1986).

La grisaille de l'activité économique contraste avec la santé du deutschemark. En janvier, la balance des paiements de la RFA a enregistré un très fort excédent – 18,29 milliards de deutschemarks – provoqué en partie par un gonflement de l'excédent de la balance des capitaux à long terme. Plus précisément, le résultat de janvier résulte de la conjonction d'un excédent de 4,856 milliards de deutschemarks de la balance des opérations courantes, qui est dans la moyenne des derniers mois, et d'un excédent exceptionnel de la balance des capitaux, qui a atteint 10,152 milliards de deutschemarks en janvier (spéculation sur le deutschemark avant le réalignement *des parités au sein du SME*), *alors* qu'elle était déficitaire de 10,484 milliards de deutschemarks en décembre et de 12,485 milliards de deutschemarks en novembre.

Ce déséquilibre entre économie languissante et monnaie florissante explique la décision du gouvernement de Bonn, qui va augmenter de presque moitié les allégements d'impôts prévus pour 1988, en les portant à environ 14 milliards de deutschemarks, soit une hausse de 5,2 milliards de deutschemarks. Selon la loi votée en 1985, le programme de réduction d'impôts prévoyait un allégement d'environ 8,5 milliards de deutschemarks pour 1988.

Dans la déclaration finale de la réunion monétaire du groupe des Six, le 22 février 1987 à Paris, la RFA s'était engagée à augmenter cet allégement d'impôts afin de contribuer à la stimulation de la conjoncture mondiale.

Les trois partis de la coalition gouvernementale (chrétien-démocrate CDU, chrétien-social CSU, libéral FDP) ont pris cette décision vendredi 6 mars. Mais ils n'ont pas prévu d'avancer à la mi-1987 cet allégement comme le demandent la plupart des milieux économiques ouest-allemands qui craignent un net ralentissement de la conjoncture au second semestre.

Il s'agit là de la deuxième étape d'un projet en deux temps. En 1986, année de la première étape, les contribuables ouest-allemands ont globalement payé 11 milliards de deutschemarks d'impôts directs en moins.

AFFAIRES

Privatisations

● **BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS :** en deux temps.

La privatisation de la Banque du bâtiment et des travaux publics se déroulera en deux temps : 51 % seront vendus de gré à gré à des actionnaires qui formeront le noyau stable. Ceux-ci formuleront des offres d'achat jusqu'au 27 mars à minuit. M. Balladur, après avis de la commission de privatisation, déterminera alors le prix de vente, *probablement le 31 mars*, les futurs actionnaires étant choisis le lendemain, 1er avril. Dans un second temps, une offre publique de vente (OPV) portant sur 1 120 000 titres représentant 35 % du capital sera lancée, le 6 avril. Elle devrait se terminer le 11 avril au soir.

● **RHONE-POULENC :** d'abord renforcer les fonds propres.

M. Balladur a fixé les modalités d'émission des nouveaux certificats d'investissement privilégiés (CIP). Les intéressés pourront, dès lundi 9 mars, acheter pour 20 francs des lots de cinq droits nécessaires à la souscription d'un CIP (à partir du 27 mars), dont le prix d'émission est fixé à 315 francs. Cette procédure porte à 335 francs le prix du titre complet. Cette décision a été prise après avis de la commission de privatisation qui a fixé la valeur minimale de Rhône-Poulenc à 12 milliards de francs. Les titres émis ne représentent que la moitié des 2,5 milliards de francs de l'opération. 500 millions seront en effet émis sur le marché américain, 250 millions seront réservés aux salariés français et étrangers du groupe et le solde, de l'ordre de 500 millions, sera souscrit par les porteurs de CIP anciens ou d'actions de Rhône-Poulenc non détenues par l'Etat. Après cette augmentation de capital, le groupe chimique aura pratiquement 25 % de son capital social en CIP, soit le maximum prévu par la loi.

● **SOGENAL :** les Alsaciens d'abord *(voir page Bourse)*.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Olivetti se lance dans le « software » pour disques compacts

Le marché du CD-ROM, ou disque compact utilisé comme banque de données, suscite de nouvelles convoitises. Le groupe italien Olivetti a décidé de s'y attaquer par le biais des systèmes de programmation. Pour ce faire il vient de s'allier avec la SEAT (Societa elenchi ufficiali abbonati al telefono) filiale de l'IRI-STET, et la firme américaine Microsoft (logiciels). Une nouvelle société, Elkon Corporation, sera créée en mai prochain à Rome dans laquelle chaque partenaire détiendra une participation de 33 %. Elkon sera chargée de créer, développer produire et commercialiser des programmes en confection ou sur mesure pour ce type de disques

Téléviseur : Sony va doubler sa production européenne

En raison du développement très satisfaisant du marché européen des téléviseurs, la firme japonaise Sony a décidé de doubler la capacité de production de son usine britannique de Bridgend (Pays de Galles), d'où elle fournit toute l'Europe continentale, pour la porter à cinq cent mille appareils par an. Sony y investira 30 millions de livres strerling (290 millions de francs) d'ici à 1990.

OPA et contre-OPA sur Imperial Continental Gas

Les groupes financiers et industriels belges Bruxelles Lambert SA et Tractebel SA ont lancé conjointement vendredi 6 mars une offre publique d'achat partielle sur la société britannique Imperial Continental Gas (IC Gas), qui possède de gros avoirs en Belgique. Cette offre succède à celle annoncée lundi 2 mars par le conglomérat néerlandais SHV Holdings, en collaboration avec le groupe Gevaert. Il s'agit pour les groupes belges d'éviter que IC Gas ne tombe sous le contrôle des *néerlandais, ce qui les gênerait* puisqu'ils sont de gros actionnaires des mêmes sociétés qu'IC Gas (essentiellement Petrofina). La bataille porte sur moins de 30 % du capital.

Dow Chemical se retire d'Afrique du Sud

Après avoir cédé sa filiale pharmaceutique en Afrique du Sud, le groupe américain Dow Chemical annonce être parvenu à un accord de principe avec des investisseurs locaux pour leur revendre ses intérêts dans les produits chimiques et les plastiques (290 millions de francs de chiffre d'affaires). Une fois cette transaction terminée, Dow Chemical ne possédera plus rien en République sud-africaine.

Nissan va créer 2 200 emplois en Grande-Bretagne

Le constructeur automobile japonais Nissan a annoncé qu'il allait créer 2 200 emplois en Grande-Bretagne s'ajoutant aux 500 existants grâce à un investissement qui lui permettra de porter sa production de 24 000 voitures par an actuellement à 100 000 à partir de 1991.

Nissan a décidé d'avancer de deux ans cet investissement, notamment pour échapper aux restrictions communautaires à l'importation. Celui-ci s'élèvera à 330 millions de livres (environ 3 milliards de francs) et portera la part européenne des voitures à 80 %, alors que celles actuellement montées dans l'unité de Nissan récemment mise en service à Sunderland (nord-est de l'Angleterre) sont considérées comme des voitures importées (leur part européenne est inférieure à 60 %).

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 2 au 6 mars

A l'heure du carnaval

PLUS ferme que moi, tu meurs ! Parodiant l'acteur italien Aldo Maccione, les grandes places internationales se sont, ces derniers jours, littéralement mises en quatre pour attirer l'attention sur elles. Les marchés de Tokyo, Londres, New-York et Paris, puisque c'est d'eux qu'il s'agit, ont en effet, à leur manière, déployé tous leurs charmes en améliorant, les uns après les autres, toutes leurs performances personnelles. Mais, finalement, Paris s'est révélé le meilleur avec 4 % de hausse, une hausse, *surtout*, qui survenait sans interruption en prolongation de la précédente (+ 3 %), avec quatre *records historiques à la clé*, contre trois au London Stock Exchange, autant au Kabuto-Cho et à Wall Street. Brongniart le meilleur ? A l'applaudimètre en tout cas, il a recueilli tous les suffrages. Car c'est lui qui s'est le mieux déhanché avec ses hausses à ressort : 1,36 % lundi, 0,35 % le lendemain, 1,15 % mercredi et 0,41 % jeudi, ponctuées par un glissement bien contrôlé de 0,34 % à la veille du week-end. *« Du beau spectacle »*, assurait un connaisseur rue Vivienne. Les boursiers ont quand même été éberlués. Ils n'en attendaient pas tant.

A Paris comme ailleurs, les liquidités, il est vrai, sont abondantes. Mais ici le phénomène prend une dimension différente. Les efforts déployés par les précédents gouvernements pour rameuter l'épargne populaire avaient déjà commencé à porter leurs fruits. Tout le tapage publicitaire fait autour des privatisations parachève le travail accompli. Les déçus de Saint-Gobain et surtout de Paribas viennent rejoindre les rangs de cette nouvelle race d'investisseurs, dont il y a seulement dix ans nul n'aurait imaginé qu'elle pût un jour imposer sa loi.

Avec une *inflation devenue sage, M. Tout-le-Monde*, sollicité de toutes parts, porte ses regards vers la Bourse, d'où montent surtout depuis deux ans de fortes odeurs de hausse. Au détriment de l'Ecureuil, de la pierre aussi, l'argent afflue à la corbeille, venant grossir le flot des capitaux provenant, en cette période de l'année, des coupons de SICAV, des versements de titres indemnitaires et des coupons d'emprunts, et dont le volume est encore accru par la stabilisation des changes, qui détourne la spéculation vers les valeurs mobilières. Il y en a pour plusieurs dizaines de milliards de francs. Le mouvement est irréversible et la mollesse de la conjoncture ne parvient même pas à faire obstacle à ces opérateurs intrépides, qui n'ont pratiquement aucune expérience de la baisse.

Naturellement, le plus souvent l'épargnant ne joue pas lui-même. Le relais est pris par les intermédiaires (banquiers, agents de change, compagnies d'assurances), *qui se voient contraint: de placer les énormes sommes* collectées. Plus généralement, ces professionnels du placement jouent la nouvelle détente sur le front des taux d'intérêt qu'a laissé entrevoir M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, devenu pourtant en fin de semaine plus évasif sur le sujet. Ils parient aussi à fond sur une nouvelle amélioration des résultats d'exploitation des entreprises.

La SAFE (Société des analyses financières d'entreprises), organisme situé dans la mouvance de Paribas, a tenu cette semaine sa grand-messe, et l'*optimisme* était au rendez-vous. Elle prévoit, en particulier, une progression moyenne de 17 % des bénéfices de l'industrie française pour 1987. C'est tout à fait plausible au vu des premiers scores annoncés cette semaine pour l'année écoulée : + 18 % pour Moët-Hennessy, + 26 % pour Carrefour, + 50 % pour Ciments français, plus de 200 % probablement pour Radiotechnique, une forte amélioration enfin, mais pas encore chiffrée, pour Europe 1.

Qui plus est, la Bourse, perturbée ces dernières semaines par les turbulences monétaires, a été rassurée de voir le dollar rentrer dans des eaux plus calmes malgré la publication d'assez mauvais indices économiques aux Etats-Unis. Elle y a vu la traduction du bon fonctionnement de l'accord du Louvre. Avec l'inévitable effet d'entraînement déclenché par l'éruption de Wall *Street, de Tokyo et de Londres, on ne saurait trop* s'étonner de la grande fermeté de notre place.

Une fermeté très remarquable même, dans la mesure où celle-ci ne se réalise pas dans le vide. Tous les records d'activité ont été battus ces derniers jours sur le marché à règlement mensuel (RM), où la barre des 2,5 milliards de francs de transactions journalières a été gaillardement franchie. Le phénomène témoigne de la maturité atteinte par notre marché. La Bourse de Paris est peut-être devenue le nouveau Loto des Français. Mais elle est maintenant presque adulte avec les communications établies entre les compartiments « obligations » et « actions », encore récemment étanches. Surtout, elle a acquis une dimension internationale. Quiconque peut désormais y entrer et surtout en sortir sans provoquer de violents remous. Mais la croissance est loin d'être encore terminée. La décision de la COB d'assouplir la réglementation des admissions d'actions à la cote officielle (abolition de la règle des 25 % obligatoires dans le public, suppression de l'autorisation préalable du ministère des finances pour l'entrée des sociétés de la CEE) va dans le sens de nouveaux développements. Mais d'autres *instruments aussi vont être progressivement mis en place*, afin d'assurer cette croissance d'un autre type. Ainsi, en juillet prochain, un marché d'options négociables ouvrira ses portes, avec, pour commencer, six actions prises dans un lot comprenant Elf, CSF, L'Air liquide, Midi, Peugeot, Lafarge, Saint-Gobain, Compagnie bancaire, Club Méditerranée, Accor. Son succès est déjà assuré.

En attendant, à l'heure du carnaval de Rio, le bal des valeurs françaises, auquel participe la foule des particuliers accourus de la France profonde par l'appât du gain à l'appel des conseils en placement de tout poil, préfigure la reprise de printemps avec trois semaines d'avance. Les gourous de la place ne se disent pas *préoccupés par cette fièvre de hausse, apparemment* prématurée et atypique. Elle ne provient pas, selon eux, d'une spéculation folle et désordonnée, mais bien au contraire d'une montée en puissance de l'« actionnaire nouveau », qui, comme le soulignait François Renard dans nos colonnes, *« est arrivé et a de l'appétit »*. Seul inconvénient : ce nouvel actionnaire sera peut-être plus volatil que l'ancien. Mais cet inconvénient peut se révéler aussi un avantage, en donnant plus de mobilité à la Bourse.

ANDRÉ DESSOT.

Pétroles

	6-3-87	Diff.
ELF-Aquitaine	341,90	+ 9,10
Esso	459	+ 0,10
Exxon	507	+ 29
Francarep	358	+ 8
Petrofina	1 540	+ 20
Pétroles B.P.	147	inch.
Primagaz	769	+ 81
Raffinage	164,50	− 6,50
Royal Dutch	658	+ 37
Sogerap	430	− 5
Total	455	+ 6

Bâtiment, travaux publics

	6-3-87	Diff.
Auxil. d'entrepr.	1 585	+ 15
Bouygues	1 295	+ 31
Ciments Français	953	+ 16
Dumez	2 115	+ 35
GTM	653	− 4
J. Lefebvre	1 750	inch.
Lafarge C.	1 530	+ 45
Maisons Phénix	144	− 10
Poliet et Chausson	2 060	+ 90
SCREG	650	+ 38
SGE-SB	100,80	+ 0,60

Filatures, textiles, magasins

	6-1-87	Diff.
André Roudière	295	− 12,20
Agache (Fin.)	1 955	− 40
BHV	637	+ 66
CFAO	2 528	+ 28
Damart-Serviposte	2 631	+ 21
Darty	549	+ 50
DMC	738	+ 6
Galeries Lafayette	1 204	− 4
La Redoute	2 950	+ 300
Nouvelles Galeries	728	+ 2
Printemps	703	+ 44
SCOA	107,50	− 1,40

Produits chimiques

	6-3-87	Diff.
Inst. Mérieux	5 070	− 190
Labo. Bell.	2 310	+ 90
Roussel UC	1 880	+ 140
BASF	838	+ 18
Bayer	970	+ 10
Hoechst	855	+ 41
Imp. Chemic.	134,10	− 0,80
Norsk Hydro	135	+ 1

Métallurgie construction mécanique

	6-3-87	Diff.
Alspi	537	+ 42
Avions Dassault-B.	1 300	− 39
Chiers-Châtillon	81,80	+ 1,80
De Dietrich	2 215	+ 65
FACOM	1 965	+ 75
Fives Lille	253	+ 5
Marine Wendel	521	− 21
Penhoët	1 540	+ 10
Peugeot SA	1 450	+ 35
Poclain	39,70	+ 1,70
Sagem	3 780	+ 10
Strafor	697	+ 3
Valeo	526	+ 7
Vallourec	100	− 3

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	6-3-87	Diff.
4 1/2 % 1973	1 558	+ 17
7 % 1973	7 880	+ 70
10,30 % 1975	101,50	+ 0,15
PME 10,6 % 1976	101,80	+ 0,10
8,80 % 1977	122,90	+ 0,20
10 % 1978	103,05	−
9,80 % 1978	101,70	− 0,10
9 % 1979	100,11	+ 0,11
10,80 % 1979	104,95	+ 0,35
13,80 % 1980	103,20	+ 0,01
16,75 % 1981	104,09	− 1,09
16,20 % 1982	118,22	− 0,62
16 % 1982	119,60	+ 0,70
15,75 % 1982	115,25	+ 0,45
CNE 3 %	4 230	− 0,40
CNB bq. 5 000 F.	101,45	− 0,07
CNB Paribas 5 000 F	101,95	+ 0,10
CNB Suez 5 000 F	101,95	+ 0,05
CNI 5 000 F	101,45	− 0,15

Banques, assurances

	6-3-87	Diff.
Bail Équipement	513	+ 6
Bancaire (Cie)	1 104	+ 61
Cetelem	1 375	− 6
Chargeurs SA	1 906	− 26
CFF	1 280	+ 30
CFI	619	− 5
Eurafrance	3 155	+ 60
Hénin (La)	779	+ 46
Imm. Pl.-Monceau	509	+ 29
Locafrance	711	+ 31
Locindus	970	− 13
Midi	1 630	+ 36
Midland Bank	478	+ 13
O F P	1 740	+ 200
Paris. de résc	877	+ 32
Prétabail	1 396	+ 8
Schneider	660	+ 28
UCB	617	+ 7

Alimentation

	6-3-87	Diff.
Beghin-Say	673	− 22
Bongrain	2 690	+ 220
BSN	4 940	+ 320
Carrefour	3 805	+ 47
Casino	2 518	+ 58
Euromarché	3 350	− 150
Guyenne et Gasc.	918	− 22
Lesieur	1 730	− 165
Martell	1 710	− 52
Moët-Hennessy	2 678	+ 166
Nestlé	36 800	+ 820
Occidentale (Gle)	1 300	+ 25
Olida-Caby	198,10	− 8,90
Pernod-Ricard	1 056	+ 2
Promodès	2 549	− 61
St-Louis-Bouchon	1 130	− 43
C.S. Saupiquet	1 225	− 5
Source Perrier	755	+ 36
Veuve Clicquot	4 370	− 30

Mines, caoutchouc,

	6-3-87	Diff.
Géophysique	351	+ 4
Imétal	103,90	− 6,20
INCO	93	− 0,10
Michelin	3 150	+ 40
Min. Penarroya	53,50	− 3,50
RTZ	71,60	+ 1,60
ZCI	1,43	+ 0,26

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Peugeot	440 031	642 888 713
Michelin	146 579	465 326 892
Moët	167 546	433 571 638
Générale Eaux	252 057	375 766 668
CSF	191 949	305 929 731
Lafarge	184 834	282 616 850
Saint-Gobain	630 466	280 099 353
BSN	46 597	226 934 270
Chargeurs	88 753	169 822 005
Navigation Mixte	139 310	158 689 595
Luchaire	188 904	138 451 077
Midi	83 384	135 926 863
Carrefour	35 134	133 766 577

(*) Du 26 février au 5 mars inclus.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Radiotechnique	+ 20,9	Lesieur	− 8,7
Moulinex	+ 15	Maisons Phénix	− 6,5
SAT	+ 14,7	Lebon	− 6,2
PM Labinal	+ 13,6	Penarroya	− 6,1
OFP	+ 13	Imétal	− 5,6
Salomon	+ 12,1	Euromarché	− 4,3
Primagaz	+ 11,8	Olida	− 4,3
BHV	+ 11,6	Mammouth	− 4,1
Synthélabo	+ 11,4	Béghin-Say	− 3,9
Redoute	+ 11,3	Marine Wendel	− 3,9
Bel	+ 10,9	Raffin. Distrib.	− 3,8
Saint-Gobain	+ 10,9	Saint-Louis	− 3,7
Crédit national	+ 10,5	Institut Mérieux	− 3,6

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 27 fév.	Cours 6 mars
Or fin (kilo en barre)	79 500	79 900
— (kilo en lingot)	79 450	80 100
Pièce française (20 fr.)	512	511
● Pièce française (10 fr.)	365	370
Pièce suisse (20 fr.)	551	550
Pièce latine (20 fr.)	473	466
● Pièce tunisienne (20 fr.)	452	468
Souverain	586	586
● Souverain Elizabeth II	596	602
● Demi-souverain	328	346
Pièce de 20 dollars	3 030	3 085
— 10 dollars	1 452	1 470
● — 5 dollars	875	917
— 50 pesos	3 195	3 105
● — 20 marks	601	605
— 10 florins	480	482
● — 5 roubles	340	340

BONS DU TRÉSOR

Séance du 6 mars 1987

Échéances	Plus haut	Plus bas	Cours compensation	Variation (jour/veille) en pts
Mars 87	92,56	92,52	92,56	+ 0,01
Juin 87	92,69	92,67	92,69	+ 0,04
Sept. 87	92,70	92,69	92,70	−
Déc. 87	92,71	92,70	92,70	−

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 6 mars 1987

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 87	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87
Premier	107,15	107,15	107,10	107
+ haut	107,30	107,25	107,20	107,10
+ bas	107,10	107,05	107,05	106,95
Dernier	107,30	107,25	107,20	107,10
Compensation	107,30	107,25	107,20	107,10

Nombre de contrats : 13 206.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	2 mars	3 mars	4 mars	5 mars	6 mars
RM	2 181 416	2 526 751	2 447 865	2 999 603	2 292 724
Comptant					
R. et obl.	9 225 366	10 853 366	10 912 179	8 168 037	7 629 379
Actions	318 678	416 532	445 568	608 597	771 077
Total	11 725 460	13 796 649	13 805 612	11 776 237	10 693 180
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986)					
Françaises	108,1	108,7	110	110,8	−
Étrangères	102,5	102,8	103,6	104,9	−
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1986)					
Tendance	110,5	111,6	112,1	112,9	112,5
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	435,2	438,4	442,1	444,7	442,2

La SOGENAL aux Alsaciens !

Le ministère des finances a fixé à 125 F le prix auquel les six millions d'actions de la Société générale alsacienne de banque (SOGENAL) que l'Etat détient (47,42 % du capital) seraient mises en vente, la Société générale conservant les 52,48 % restants, soit la majorité. Sur ces 47,42 %, 90 % seront proposés au public, les autres 10 % se trouvant destinés aux salariés avec des rabais de 5 % pour paiement comptant et de 20 % si les titres sont conservés deux ans. En outre, l'Etat conservera 10 % de sa participation pour distribuer une action gratuite pour dix dans dix-huit mois.

Si la SOGENAL n'est pas *Paribas, nul doute que les* actions mises ainsi en vente seront très demandées, et cela à une échelle nationale, bien que la publicité de cette offre ait été volontairement assez réduite et circonscrite à l'Alsace et à la Moselle. A cette occasion, des voix se sont élevées dans ces deux régions pour déplorer qu'une priorité n'ait pu être donnée à leurs habitants pour acheter les titres SOGENAL.

Avant la nationalisation de 1982, cette banque avait un capital solidement ancré en Alsace, avec 12 500 actionnaires détenant 53 % du capital, plus 7,30 % pour le personnel. Aujourd'hui, l'actionnariat risque d'être dispersé dans tout le pays, au détriment du Bas-Rhin et de 18 départements avoisinants, avec 30 000 ou 35 000 actionnaires. C'est là, il est vrai, l'un des inconvénients de la procédure de privatisation, qui ne prévoit aucune préférence régionale. C'est regrettable.

Pour être alsacienne, la SOGENAL l'est bien. Fondée en 1881 par un groupe d'industriels strasbourgeois, pour éviter de fermer, après l'annexion, les trois agences de la Société générale — qui se trouva, d'emblée, détenir 30 % du capital, — cet établissement eut, pour premier président M. Alfred Herrenschmidt. Dès 1883, il ouvrait une agence à Francfort, prélude à un développement qui l'a conduit au premier rang des banques régionales, au troisième rang des banques françaises, avec cette particularité d'avoir un bilan de 54 milliards de francs exprimé en devises à 75 %.

Première banque française en *Allemagne, seule banque financière* en Autriche, la SOGENAL est fortement implantée en Suisse, avec quatre succursales, dont celle de Zurich est la seule étrangère parmi les vingt-cinq membres de la Bourse. Au Luxembourg, sa succursale et sa filiale emploient 170 personnes et procurent 36,7 % du résultat d'exploitation globale de la banque, contre 16,7 % pour la Suisse, 8 % pour l'Allemagne et 35 % seulement pour les 130 guichets français. Il est vrai que l'Alsace est la zone la plus concurrentielle de France, où les dépôts sont les plus rémunérés, les emplois les moins avantageux et où le secteur mutualiste et *coopératif tient le haut du pavé.*

Parmi les banques régionales, on le voit, la SOGENAL est tout à fait à part, avec 44 % de ses effectifs (2 800 personnes) travaillant à l'étranger, des activités de banque universelle et locale dans cinq pays européens et un bénéfice en augmentation régulière (170 millions de francs probablement en 1987).

Pour M. René Geronimus, nommé président à l'automne 1985, *avec l'aval préalable* des communautés politiques alsaciennes (précaution indispensable) et pour l'ensemble de l'établissement, la privatisation a permis d'organiser le premier strip-tease financier en Alsace : il fallait dire tout, ou presque tout, dans une région où la discrétion est la règle. Une belle publicité, au demeurant. Relevons enfin que l'Etat aura dégagé une belle plus-value, revendant 600 millions de francs ce qu'il avait payé 300 millions en 1982. Les actionnaires de la SOGENAL, à l'époque, avaient reçu des obligations indemnitaires qui aujourd'hui... valent 1,5 % plus cher !

F. R.

Moët-Hennessy trouve 800 millions de francs à 1 %... et des appuis

La société Moët-Hennessy va émettre, sur le marché de l'eurofranc, un emprunt de 800 millions de francs, qui aura la double particularité d'être doté d'un rendement de 1 % — presque un coupon zéro, — et de bons de souscription donnant le droit d'acquérir des actions Moët-*Hennessy à 2 720 F pendant* trois ans (dernier cours coté : 2 678 F). Le syndicat de placement, conduit par la Banque Lazard, comprend le Crédit lyonnais, la BNP, le Crédit agricole, le Crédit suisse, First-Boston et plusieurs autres établissements étrangers.

L'opération, qui constitue une première dans le genre, a un double but : lever des capitaux à un coût très bas, d'abord, ensuite donner un signal clair : Moët-Hennessy a des « amis », qui vont faire souscrire 15 % du nouveau capital. Les boursiers ne manqueront pas de remarquer qu'elle intervient au moment où un « ramassage » en règle vient de porter le cours du titre à son plus haut niveau historique. Certes, le groupe *familial Moët-Hennessy* détient 35 % des droits de vote, et le conseil d'administration dispose d'au moins 51 % des suffrages aux assemblées. Mais de solides appuis ne sont jamais inutiles.

F. R.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Au firmament

Ecartant les derniers effets de son récent malaise, Wall Street s'est brutalement redressé cette semaine, si vite même que les précédents records ont par trois fois été pulvérisés. A la veille du week-end, l'indice des industrielles s'établissait à 2 280,23 (contre 2 223,98 le *27 février*). Les achats étrangers, japonais et européens, ont largement contribué à ce raffermissement, l'optimisme des investisseurs venus d'ailleurs étant fondé sur l'espoir d'une amélioration rapide des résultats des entreprises. La décision annoncée d'autre part par la General Motors de procéder au rachat de ses propres actions a eu un *effet stimulant*. Enfin, la stabilisation du chômage en février a été interprétée comme le premier signe d'une reprise de la croissance économique. L'activité hebdomadaire a augmenté et 892,35 millions de titres ont été échangés contre 814,5 millions.

	Cours 27 fév.	Cours 6 mars
Alcoa	41	44 3/4
ATT	22 1/2	23 3/8
Boeing	54 1/4	51 7/8
Chase Man. Bank	38 1/4	38 3/4
Du Pont de Nemours	100	105 1/4
Eastman Kodak	77	76 3/4
Exxon	78 3/8	81 1/2
Ford	76 3/8	81
General Electric	103 3/8	107 3/4
General Motors	74 1/2	77 7/8
Goodyear	52 7/8	54 5/8
IBM	139 1/4	139 3/8
ITT	62 1/8	64 1/2
Mobil Oil	42 3/8	42 3/4
Pfizer	72 7/8	73 1/8
Schlumberger	37 5/8	39 3/8
Texaco	33 7/8	34 5/8
UAL Inc.	53 3/4	57 3/8
Union Carbide	28	27
USX	23 7/8	24 7/8
Westinghouse	64 3/8	65 5/8
Xerox Corp	73 1/4	71 1/4

LONDRES

Records et ventes bénéficiaires

De nouveaux records ont été pulvérisés cette semaine avec l'indice des industrielles passé au-dessus de 1 600 points et son petit frère, le « Footsie », au-dessus de 2 000 points. Mais trop, c'est trop. Les opérateurs ont jugé bon de prendre leurs bénéfices. Deux grosses augmentations de capital, l'une (61,3 milliards de livres) lancée par Saatchi and Saatchi (nº 1 mondial de la publicité) en prélude à son entrée à Paris, l'autre (294 millions) par Ladbroke (chaîne *d'hôtels et* de bureaux) ont détourné aussi les capitaux disponibles. Reste qu'à la veille du week-end le marché a regagné ses positions.

Indice « FT » du 6 mars : industrielles, 1 601,4 (contre 1 599,8) ; mines d'or, 338,2 (contre 329,8) ; fonds d'Etat, 89,52 (contre 87,96).

	Cours 27 fév.	Cours 6 mars
Beecham	547 1/2	564
Bowater	414	416
Brit. Petroleum	765	797
Charter	314	315
Courtaulds	411	401 1/2
De Beers (*)	1 010	10 27/32
Glaxo	15 63/64	15 3/8
Gt. Univ. Stores	16 1/4	16 7/8
Imp. Chemical	13 61/64	13 31/64
Shell	10 39/64	11 31/64
Unilever	25 5/64	26 5/32
Vickers	486	479
War Loan	37 3/4	38 11/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Timide amélioration

Tombé récemment à ses plus bas niveaux depuis quinze mois, le marché allemand s'est légèrement redressé. Il y a été encouragé par les signes de bon fonctionnement donnés par l'accord *monétaire du Louvre. La* prudence, toutefois, a été de règle.

Indice de la Commerzbank du 6 mars : 1 754,6 (contre 1 711,7).

	Cours 27 fév.	Cours 6 mars
AEG	297,50	306
BASF	248,50	253
Bayer	292	296,70
Commerzbank	254	266
Deutschebank	645	666,50
Hoechst	248,50	253,50
Karstadt	447	425
Mannesman	161,70	165,10
Siemens	643,50	653,50
Volkswagen	352	352,50

TOKYO

Nouveaux records

Sous la pression des achats institutionnels, la Bourse nippone a gagné de nouveaux sommets avant de redescendre un peu à l'approche du week-end. L'abondance des capitaux est telle que Nippon Telegraph and Telephone, introduit le 9 *février*, a déjà presque doublé sa mise.

Indices du 6 mars : Nikkei, 21 105,55 (contre 20 766,66) : général, 1 816,69 (contre 1 793,7).

	Cours 27 fév.	Cours 6 mars
Akaï	490	435
Bridgestone	675	694
Canon	901	880
Fuji Bank	2 540	2 640
Honda Motors	1 350	1 350
Matsushita Electric	1 810	1 810
Mitsubishi Heavy	511	547
Sony Corp.	3 330	3 250
Toyota Motors	1 770	1 760

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Une fraude bougrement ingénieuse

La contrefaçon d'euro-obligations est relativement rare et porte en général sur des montants peu élevés. Celle qui vient d'être découverte cette semaine est non seulement la plus importante mais également la plus innovatrice. Elle s'appuie, en effet, sur un euro-emprunt à coupon «zéro» de 1,8 milliard de dollars américains émis sur vingt ans en 1984 par Exxon Capital Corp. Les émissions au porteur de ce type sont très difficiles à contrôler. Elles ne donnent pas lieu aux versements annuels de coupons qui permettent à l'agent payeur de s'assurer régulièrement de l'authenticité du papier présenté et, en tout état de cause, de constater si les intérêts versés ne sont pas supérieurs à ce qu'ils devraient être.

Dans le cas présent, la qualité de la contrefaçon s'est révélée si excellente, «brillante», selon un banquier qui a pu en apprécier un échantillon, qu'elle a été longue à détecter par Cedel et Euroclear, les deux organismes de compensation du marché euro-obligataire. A ce jour, 19 millions de dollars de valeur faciale de l'emprunt Exxon se sont révélés contrefaits, mais la brigade britannique des fraudes suspecte que le bilan final pourrait s'élever à 50 millions de dollars. Comme les idées géniales ne surgissent jamais seules, les inspecteurs, qui paraissent soupçonner une filière turque, estiment maintenant qu'il y a des risques pour que d'autres euro-émissions dénuées de coupons aient également fait l'objet d'imitations. Une suggestion aux emprunteurs : pour éviter les malfaçons, n'émettez que des émissions à coupons «zéro» perpétuelles !

Y aura-t-il bientôt encore assez de Germains pour absorber l'avalanche d'euro-obligations nouvelles en dollars australiens qui ne cessent d'inonder le marché international des capitaux ? Pas moins de quarante-cinq euro-emprunts totalisant 2,6 milliards de dollars «aussies», comme les surnomment familièrement les anglo-saxons, ont été lancés depuis le début de cette année. Un tel volume représente plus de 50 % des 4,4 milliards émis durant toute l'année 1986. Pour la seule semaine écoulée, six nouvelles euro-émissions représentant près de 400 millions de dollars australs se sont ajoutées aux 340 millions offerts la semaine précédente.

Apparemment, les investisseurs allemands sont, ces temps-ci, les principaux acheteurs de papier libellé en dollars australiens. Désireux de diversifier leurs portefeuilles et présentement pas intéressés par l'ECU, qui procure des rendements insuffisants, ils se tournent vers les devises dotées de hauts coupons. C'est le cas du dollar australien, dont les euro-emprunts sont accompagnés d'intérêts annuels de 15 %, 16 % et plus, selon la qualité des débiteurs.

Mais si les appelés — dans les cas présents les émetteurs — sont nombreux, le nombre des heureux élus est faible. Il ne suffit pas de libeller une proposition en dollars australiens pour avoir du succès. Il faut aussi que les conditions soient adéquates. Beaucoup d'investisseurs gardent le souvenir cuisant d'importantes pertes de changes dans un passé encore trop récent. Lorsque, toutefois, les paramètres s'avèrent intéressants, la demande ne manque pas de se manifester immédiatement. Ce fut le cas cette semaine pour l'euro-émission sur cinq ans de 100 millions de dollars australiens proposée par la Commonwealth Bank of Australia. L'offre a le grand avantage de permettre aux porteurs de demander le remboursement anticipé au pair de leur papier tous les ans. Le premier coupon annuel sera de 16 % sur un prix d'émission de 101. La formule a beaucoup plu. L'option de retrait annuelle réduit le risque de change tout en conservant la possibilité de bénéficier d'un coupon élevé. A la veille du week-end, l'opération se traitait sur le marché gris sur la base d'une décote de 0,75-0,50, c'est-à-dire bien à l'intérieur de la commission globale de 1,125 %.

Bouygues, ton image se dégrade

L'intérêt des investisseurs internationaux, qu'ils soient teutons ou autres, se concentre pour l'instant sur les échéances à cinq ans. L'incertitude sur l'évolution des changes, des taux d'intérêt et de bien d'autres facteurs économiques dont l'avenir reste aléatoire, explique cette préférence quelle que soit la devise. L'euro-émission offerte par la société chimique ouest-allemande Hoechst, dont le montant en trois tranches s'élève à 400 millions de dollars des Etats-Unis, a mis en valeur ce phénomène. La tranche à cinq ans d'un montant de 100 millions de dollars, proposée à un prix de 100,625 à partir d'un coupon annuel de 7,375 %, a bénéficié d'un succès foudroyant. Elle était recherchée en fin de semaine sur la base d'une décote de 1,25 alors que la commission globale est de 1,875 %. En revanche, les 100 millions de dollars à sept ans proposés à un prix de 100,75 sur un coupon annuel de 7,875 %, c'est-à-dire avec un coupon de 0,50 % plus élevé que celui sur la tranche à cinq ans, se traitaient le même jour au pied des commissions, soit avec une décote de 1,875-1,625.

La vedette de la semaine a été le sterling. Rien d'étonnant. Une diminution de taux d'intérêt en Angleterre est attendue aux alentours du 17 mars, jour où le chancelier de l'Echiquier fera connaître le détail d'un budget qui a des chances d'être le dernier avant les élections et qui, donc, doit se montrer suave à l'égard du public. C'est toutefois sur le marché de l'euro-franc français qu'il faut se pencher, parce que Moët-Hennessy a, dans l'après-midi de vendredi, lancé, sous l'égide de Lazard Frères, une opération hautement intéressante à bien des égards. D'un montant de 800 millions de francs et d'une durée de dix ans, elle est dotée d'un coupon de seulement 1 % (un pour cent). La raison tient au fait qu'à chaque euro-obligation de 10 000 francs sont attachés 18 warrants donnant la possibilité au porteur d'acquérir jusqu'au 8 avril 1990 des actions ordinaires Moët-Hennessy, sur la base d'un warrant pour une action à un prix de 2 720 francs l'action, soit une prime de 7,50 % par rapport à la moyenne des dix dernières Bourses. L'extrême faiblesse du coupon procure un levier extraordinaire au producteur de champagne, puisque la quotité de capital susceptible d'être levée est de 500 % ! La transaction a, entre autres, certainement pour but d'éloigner toute tentative éventuelle d'OPA. J'ai cru comprendre qu'une partie non négligeable des warrants serait conservée par un groupe de banques amies. De toute manière, Moët-Hennessy va ainsi se constituer une réserve de fonds propres qui lui permettra d'étendre à terme le champ de ses acquisitions.

En proposant aux Etats-Unis 3 millions d'actions déposées américaines (American Depositary Shares ou ADS), Rhône-Poulenc est la première société française inscrite sur la liste des privatisables à solliciter les investisseurs d'outre-Atlantique. Les 3 millions d'ADS représenteront, en effet, 1,5 million de certificats d'investissements privilégiés (CIP), qui ont des chances d'être transformés en actions ordinaires lors de la privatisation. Il faudra donc deux ADS pour obtenir un certificat. Chaque CIP jouira d'un dividende privilégié de 5 francs français, qui sera versé avant le dividende dont bénéficient les actions ordinaires et qui s'ajoutera à ce dernier. Merrill Lynch dirige ce placement américain.

Au moment où le marché des certificats d'investissements, qu'ils soient privilégiés ou non, se porte bien, on peut s'étonner de la très mauvaise performance des certificats émis l'an dernier par Bouygues. Offerts à un prix de 1 085 francs français, ils se traînent aujourd'hui lamentablement aux environs de 900 F. Bouygues devrait veiller à son image de marque à l'étranger, qui est en train d'en prendre un sérieux coup dans son arc-en-ciel, comme le chanterait Germaine Montéro. Près de 40 % de l'émission avaient à l'époque été placés hors de France. Si la société de travaux publics a, un jour, à nouveau besoin de faire appel aux euro-investisseurs, ces derniers se souviendront d'autant plus du mauvais tour qu'on leur a joué que, dans le même temps, l'action ordinaire n'a cessé de grimper.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Un dollar toujours surveillé

Quinze jours après l'accord des Six, dit «accord du Louvre», sur la stabilisation des parités monétaires, les cours du dollar n'ont toujours pratiquement pas varié, évoluant dans une bande étroite de 1,82-1,84 DM, soit 6,08 à 6,13 francs. L'événement de la semaine a été la forte hausse de la livre sterling, dopée par la persistance de taux d'intérêt élevés à Londres et par les perspectives plus riantes qui semblent s'offrir à l'économie britannique. A Paris, le franc a continué de se raffermir vis-à-vis du deutschemark.

La bonne tenue de la devise américaine résiste à toutes les mauvaises nouvelles en provenance des Etats-Unis : forte diminution des commandes de biens durables en janvier et baisse des indicateurs économiques pour le même mois. Même la déclaration effectuée jeudi, à titre personnel, par M. Robert Ortner, sous-secrétaire américain au commerce, suivant laquelle le dollar était surévalué de 10 % à 15 % par rapport au yen, et équilibré vis-à-vis des monnaies européennes, n'a guère pesé sur les cours. La peur d'une intervention des banques centrales continue à inciter à la prudence des opérateurs peu désireux, pour l'instant, de tester la détermination des instituts d'émission. Ce sera pour plus tard, sans doute.

Par ailleurs, des ventes de deutschemarks assez importantes ont été observées pendant toute la semaine, dues, à la fois, au reflux de la spéculation à la hausse sur la devise allemande et au ralentissement apparent de la croissance en RFA, où on a relevé une diminution de 1,9 % des commandes à l'industrie en janvier (les conditions climatiques étaient mauvaises). Si on ne vend plus de dollars et si on n'achète plus de marks, il faut faire autre chose, car les marchés ne peuvent rester inactifs.

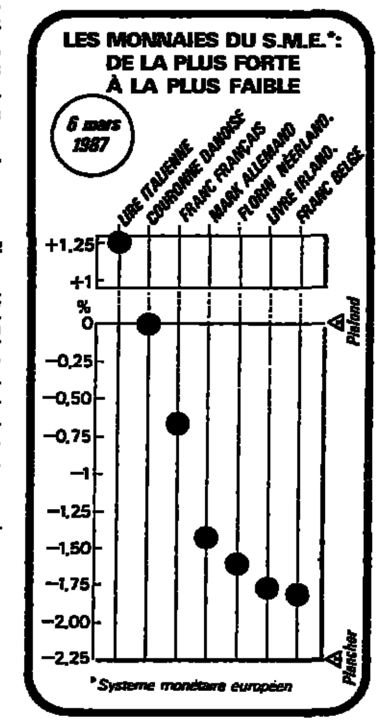
Cette semaine, c'est la livre sterling qui a retenu l'intérêt des opérateurs. Il est vrai qu'avec des taux d'intérêt supérieurs à 11 % la place de Londres offre les conditions les plus avantageuses d'Europe — et même du monde, — supérieures maintenant à la rémunération traditionnellement élevée des places italiennes, où les taux sont revenus à moins de 10 %. Ajoutons qu'en Grande-Bretagne un certain optimisme se fait à nouveau jour en matière de croissance et que les chances de M[me] Thatcher aux prochaines élections législatives s'améliorent nettement, tandis que les prix du pétrole semblent se stabiliser au-dessus de 15 à 16 dollars le baril. Il n'y a donc rien d'étonnant à voir la livre s'apprécier sensiblement. Cette semaine, elle est passée, à Paris, de 9,40 F à plus de 9,71 F, tandis qu'elle s'élevait de 2,82 DM à 2,92 DM et de 1,5450 dollar à près de 1,59 dollar. Selon une étude de la firme de courtage britannique Savory Milln, la livre pourrait monter jusqu'à 1,70 dollar.

Dans ces conditions, la Banque d'Angleterre pourrait faire baisser les taux anglais, qu'elle avait fortement relevés l'an dernier pour soutenir sa monnaie, très attaquée. Cette semaine, elle s'y est refusée, allant jusqu'à opérer en sens contraire, voulant, sans doute, laisser au chancelier de l'Echiquier, Sir Nigel Lawson, le bénéfice de l'annonce d'une baisse lors de la présentation du budget le 17 mars prochain.

Sur le continent, le deutschemark est moins vigoureux ; il reflue lentement à Paris, où, après avoir glissé au-dessous de 3,33 F, il est revenu, cette semaine, à 3,3275 F. Son glissement se serait sans doute accentué si la Banque de France n'avait éprouvé le besoin de racheter des deutschemarks pour rembourser sa dette vis-à-vis de la Bundesbank, contractée au cours des semaines qui précédèrent le réajustement du SME le 12 janvier dernier, soit près de 34 milliards de francs. Au total, c'est de 45 milliards de francs que les avoirs financiers en devises ont diminué en janvier, prix de la crise du SME qui conduisit à la réévaluation du deutschemark, et dont le poids fut supporté par la France, pays à la monnaie la plus faible, selon la règle du jeu communautaire. Selon de bons experts, les véritables sorties de devises, en y joignant celles de décembre, auraient avoisiné 100 milliards de francs, compte tenu des swaps effectués auprès des banques commerciales et non comptabilisés officiellement. La levée du contrôle des changes a son prix... Il faut dire, toutefois, que les mouvements de capitaux se font dans les deux sens.

Ainsi, la Banque de France a déjà récupéré une dizaine de milliards de deutschemarks — 3 à 4 milliards cette semaine, 5 milliards la semaine dernière et 1 ou 2 milliards la semaine d'avant, soit 33 milliards de francs environ, — presque l'équivalent de la dette vis-à-vis de la Bundesbank. Mais le processus est lent, incomparablement plus lent que lors des ajustements précédents, qui, tous, dépassaient les 4,50 % de variation entre cours-plancher et cours-plafond. Le fait que le nouveau plancher du deutschemark à Paris (3,2896 F) soit plus bas que l'ancien plafond a déconcerté les opérateurs qui, auparavant, pouvaient racheter moins cher les francs qu'ils avaient vendus précédemment, ce qui revenait à revendre à un prix plus élevé les deutschemarks achetés avant la réévaluation. Cette fois, cela n'a pas marché, ou a mal marché, car les achats de devise allemande furent effectués, en grande partie, aux environs de 3,33 F et le bénéfice est quasi nul. Ce que c'est que de prendre de mauvaises habitudes !

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 AU 6 MARS

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	1,5885	9,7176	2,4606	2,9284	60,4424	3,2977	2876,17
	–	1,5450	9,4044	2,3777	2,8242	58,4937	3,1904	2808,50
New-York	1,5885	–	16,3465	64,5577	54,3921	2,6281	48,1695	0,0765
	1,5450	–	16,4285	64,9772	54,7046	2,6413	48,4262	0,0769
Paris	9,7176	6,1175	–	394,93	332,74	16,0775	294,67	4,6885
	9,4044	6,0870	–	395,52	332,99	16,0777	294,76	4,6823
Zurich	2,4606	1,5490	25,3209	–	84,2534	4,0709	74,6146	1,1852
	2,3777	1,5390	25,2834	–	84,1904	4,0650	74,5278	1,1838
Francfort	2,9284	1,8385	30,0535	118,68	–	4,8318	88,5597	1,4066
	2,8242	1,8280	30,0312	118,78	–	4,8283	88,5200	1,4061
Bruxelles	60,4424	38,05	6,2198	24,5642	206,96	–	18,3285	2,9112
	58,4937	37,86	6,2198	24,6004	207,11	–	18,3341	2,9123
Amsterdam	3,2977	2,0760	33,9362	134,02	112,91	5,4559	–	1,5883
	3,1904	2,0650	33,9247	134,18	112,96	5,4543	–	1,5885
Milan	2876,17	1307	213,65	843,77	710,90	34,3495	629,57	–
	2808,50	1300	213,57	844,70	711,16	34,3370	629,54	–
Tokyo	243,99	153,60	25,1085	99,1607	83,5463	4,0368	73,9884	0,1175
	236,77	153,25	25,1766	99,5776	83,8347	4,0478	74,2131	0,1179

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 mars, 3,9827 F contre 3,9719 F le vendredi 27 février.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

La Guinée couleur bauxite

De la mine à ciel ouvert de Sangaredi jusqu'au terminal minéralier de Kamsar, 135 kilomètres plus loin, la bauxite est un inséparable compagnon de voyage. Elle parcourt la voix ferrée, à raison de cinq trains de cent wagons transportant chaque jour — sous l'œil blasé des babouins — près de 6000 tonnes par convoi. Elle culmine en gigantesques tas, à côté des installations de concassage et de séchage. Elle recouvre — par une fine poussière — les toits de la cité minière et les feuilles des palmiers, s'insinue dans les narines, avec la complicité d'un vent brûlant. Terre rouge du sous-sol guinéen, la bauxite irrigue surtout l'économie du pays, à qui elle fournit 95 % des recettes en devises.

Le 5 mars, c'était la fête à Kamsar. On chargeait sur le *David-Stove* en partance pour la Sardaigne la cent millionnième tonne de ce minerai extraite à Sangaredi, quatorze ans après la mise en valeur du gisement.

Cette mine, la première du monde pour sa teneur en alumine (plus de 60 %) et par l'importance de ses réserves (1), est le creuset de l'économie mixte à dominante libérale dont se réclame le président guinéen Lansana Conte, au pouvoir depuis le 3 avril 1984.

La Compagnie des bauxites de Guinée (CBG), qui exploite le site, réunit l'Etat à hauteur de 49 % du capital et le consortium Hales Mining (51 %), composé des principaux producteurs occidentaux d'aluminium — dont Alcoa, Alcan et Pechiney, — à l'exception de Kayser. Avec une production annuelle de l'ordre de 9 millions de tonnes, la CBG assure à elle seule 75 % des rentrées en devises du pays (157 millions de dollars en 1986).

Mais le ministre des ressources naturelles, M. Ousmane Sylla, n'oublie pas l'objectif du redressement économique national, qui passe à ses yeux par la contribution accrue d'un secteur minier élargi : tirer un revenu encore plus substantiel de Sangaredi, en y installant à terme des cadres guinéens, adapter la stratégie de production et de vente aux conditions du marché de l'aluminium, développer un complexe hydro-électrique près de Kamsar, pour envisager de transformer sur place la bauxite en alumine (6 000 tonnes seulement sont aujourd'hui produites, à Fria, par Pechiney), diversifier la politique minière en développant les gisements de fer (mont Nimba), d'or et de diamant.

L'ambition de M. Sylla a pourtant été contrariée en 1985 lorsque le prix «spot» de l'alumine est tombé à 90 dollars la tonne, son plus bas niveau historique. Les partenaires de Halco, qui enlevaient la bauxite à plus de 80 dollars la tonne (35 dollars plus le fret), ont voulu renégocier les règles du jeu. Comme le souligne M. Fanton Dandon, représentant de Pechiney dans Halco (qu'il préside), le ministre Sylla a adopté courageusement la stratégie du roseau, en acceptant de réviser à la baisse le prix de la bauxite livrée au consortium. Mais le même réalisme incite les Guinéens à vouloir renverser la vapeur, maintenant que le marché s'est ressaisi.

C'est encore le souci d'équité qui pousse le gouvernement à exiger des Soviétiques une remise à plat de leur association dans l'Office des bauxites de Kindia (OBK), l'autre grand gisement du pays. Propriété de l'Etat, l'OBK cède 90 % de sa production (3 millions de tonnes en 1986) à Moscou. Il paie ainsi la dette guinéenne auprès du Kremlin, évaluée à 500 millions de dollars. Il reçoit du matériel minier, tandis que Conakry obtient, le cas échéant, des camions ou des Mig... Le discours officiel reste ouvert en direction des Soviétiques.

L'Etat aimerait cependant rééchelonner (voire recalculer) sa dette envers Moscou, comme il l'a fait avec le Club de Paris, et obtenir ainsi une meilleure contrepartie pour sa bauxite de Kindia. Les hommes au pouvoir cherchent par touches successives à africaniser leur sous-sol, afin de se rendre maîtres de sa gestion autant que de son exploitation. Comment comprendre autrement les propos de M. Mamadou Sylla, directeur de l'OBK et frère du ministre, pour qui la bauxite de Kindia est d'abord la propriété de la Guinée.

ERIC FOTTORINO.

(1) La Guinée possède 26,2 % des réserves mondiales de bauxite (soit 5,9 milliards de tonnes sur 22,5 milliards).

PRODUITS	COURS DU 6-3
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	902 (− 18,5) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	854,5 (+ 3,5) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	2 415 (− 54) Livres/tonne
Sucre (Paris) Mai	1 336 (+ 46) Francs/tonne
Café (Londres) Mars	1 284 (+ 42) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mars	1 904 (+ 47) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Mars	296,25 (+ 13,50) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Mars	155,50 (+ 8,25) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Mars	141,50 (+ 0,10) Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Les affaires reprennent

Le printemps est nettement en avance sur le marché obligataire de Paris, où les opérateurs, cette semaine, ont largement anticipé la décrue des taux d'intérêt que l'adjudication de la Banque de France pourrait concrétiser, la semaine prochaine, par un abaissement de son taux d'intervention, porté brutalement de 7 1/4 % à 8 % le 2 janvier dernier. N'avaient-ils pas entendu M. Edouard Balladur déclarer, le lundi 2 mars à TF 1, qu'il était favorable à une baisse des taux d'intérêt, propos digne d'attention dans la bouche d'un homme fort discret sur les sujets réputés brûlants.

Certes, le ministre, par la suite, nuançait sa déclaration, indiquant jeudi qu' *« il fallait faire preuve de prudence »* dans ce domaine. Il admettait toutefois que les facteurs qui avaient provoqué, à la fin de l'année dernière, une tension sur les taux devenaient moins actifs. Le ministre faisait allusion à la crise du marché des changes et à la faiblesse du franc par rapport au mark. Or cette faiblesse est en train de disparaître, en raison essentiellement de la stabilisation du dollar après l'accord du Louvre du 22 février. Cela pourrait permettre maintenant à la Banque de France d'abaisser sa garde, et en même temps ses taux d'intervention. On parlait d'une diminution de 1/4 % lundi prochain.

Les opérateurs ont parfaitement pris le vent, un peu moins, certes, sur le MATIF, où ils ont poussé les cours à un peu plus de 107 contre 106,40 sur l'échéance juin, avec deux pointes à 107,60 et 107,50 : prudence oblige, et peu d'excès en tout cas. Sur le marché secondaire, en revanche, ils se sont montrés plus hardis, les rendements ont accentué leur glissement, revenant de 8,83 % à 8,68 % sur les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de 8,95 % à 8,75 % sur ceux de deux à sept ans, et de 10,12 % à 9,92 % sur les emprunts de secteur public, suivant les indices Paribas. Pour eux, baisser encore d'un point d'ici à la fin de l'année ne paraît plus impossible.

Conséquence, les affaires ont repris avec vigueur, d'abord sur le marché secondaire, où, pour la première fois depuis quelques mois, on commence à enregistrer une demande «de fond» sur certains titres peu spéculatifs comme les emprunts fiscalisés. Sur le marché primaire, tout se place maintenant et, même, est très demandé.

L'événement de la semaine, très attendu, a notamment été constitué par l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT), qui s'est effectuée avec des rendements en baisse, pour un montant total de 11,87 milliards de francs. Une tranche de 8,5 milliards de francs, assimilable à celle de 8,50 % sur 1997, a toutefois été accueillie avec moins d'enthousiasme que les autres, en raison de sa masse : 8,72 % du rendement réel sur une émission à 96,52 % du nominal de 8,50 %. Une tranche de 1,8 milliard de francs à vingt-cinq ans (8,50 %, 2012), innovation de l'adjudication de février, s'est placée à 9,13 % contre 9,41 % il y a un mois. Pour la première fois depuis plusieurs mois, ces OAT faisaient prime sur le marché gris au lendemain de l'émission, ce qui est significatif.

En même temps, les 3 milliards de francs de la SNCF s'enlevaient comme des petits pains, sous la conduite de la BNP, du Crédit agricole et, pour la première fois, de la Marseillaise de crédit par l'intermédiaire de sa filiale GB Banques. Saluons l'entrée de la banque de M. Escande dans le club fermé des syndicats d'émission.

Cet emprunt SNCF se décomposait en une tranche à taux fixe de 8,80 % (9,30 % du rendement réel) pour 1 milliard de francs et une tranche de 2 milliards de francs, à taux fixe de 8,80 % (9,22 % réel) avec bons d'échange détachables et négociables séparément permettant d'obtenir éventuellement des obligations TMB (indexé sur le rendement des bons du Trésor).

Même l'emprunt de 1,7 milliard de francs du Fonds spécial des grands travaux, à taux fixe de 9,10 % (9,20 % réel) s'est placé très facilement, bien que la signature de ce «papier» n'ait pas une très grande cote sur la place, malgré la garantie de l'Etat. Citons encore l'émission de 1,2 milliard de francs de la Caisse centrale du crédit coopératif effectuée à taux variable (taux annuel monétaire TAM), qui était «fermée», c'est-à-dire non ouverte au public, et l'emprunt de 4 milliards de francs du Crédit agricole destiné au réseau de la «banque verte». Au total, près de 21 milliards de francs cette semaine : le marché primaire met les bouchées doubles. Il est vrai qu'il avait pris bien du retard pour cause de marasme.

F. R.

Le Monde

Les accidents de télésièges

M. Douffiagues annonce un renforcement des contrôles pour les équipements de montagne

GRENOBLE
de notre correspondant

Le ministre des transports, M. Jacques Douffiagues, a confirmé, le vendredi 6 mars, à Grenoble à l'issue d'une réunion de travail regroupant constructeurs, exploitants de remontées mécaniques et responsables des organismes chargés du contrôle des installations, que les accidents de télésièges survenus à Luz-Ardiden (Hautes-Pyrénées) et à Valmorel (Savoie) avaient pour origine de graves négligences, commises lors de la réalisation, par des entreprises de génie civil, des édifices en béton. Le service technique des remontées mécaniques (STRM), qui dépend du *ministère des transports, a ainsi* constaté qu'à Valmorel le pilier supportant la poulie de retour du câble porteur-tracteur du télésiège n'était pas conforme au plan soumis.

L'accident survenu aux Orres (Hautes-Alpes) le 26 décembre 1986, où un pylône céda lors du passage d'un train de cabines sur les deux télésièges, a révélé l'insuffisance, *voire l'absence de contrôle « sur le génie civil et les installations mécaniques, qui, n'étant pas à la pointe de la technologie, n'ont pas fait l'objet d'attention suffisante, au niveau tant de la conception que du contrôle »*, a souligné le ministre des transports. Il a tenu à préciser que les constructeurs français de remontées mécaniques *« ne sont pas en cause »* dans les trois accidents récents.

La réglementation en matière de transports par câble, très tatillonne sur l'ensemble des dispositifs mécaniques et de sécurité, se montre laxiste sur les autres éléments qui entrent dans la construction d'un télésiège ou d'une télécabine. Curieusement, les pylônes, qui supportent souvent des charges très importantes, ne sont soumis à aucun contrôle magnétographique obligatoire. L'arsenal réglementaire qui s'applique aux remontées mécaniques ne prévoit aucun dispositif particulier quant au dimensionnement et aux techniques d'assemblage des parties métalliques formant les pylônes, alors que ces derniers sont un maillon essentiel de la sécurité de l'installation.

Le « parent pauvre »

La réalisation généralement très rapide des chantiers en montagne ainsi que le froid qui règne en haute altitude furent un moment mis en cause pour expliquer la série d'accidents survenus sur les télésièges de Luz-Ardiden et de Valmorel. Le directeur technique du STRM considère que le béton peut parfaitement être coulé alors que la température est inférieure à 0 degré, à condition que soit installé autour des socles et des piliers en béton un coffrage isolant. *« Le béton est trop souvent le « parent pauvre » d'une remontée mécanique »*, constate l'ingénieur grenoblois Henri Sigyaret. Cette partie de l'installation est généralement confiée pour des raisons d'économie mais aussi de commodité, voire d'*« amitié »*, par les maîtres d'ouvrage (exploitants des remontées mécaniques ou communes) à des entreprises locales.

Le ministre des transports a annoncé que les exploitants de remontées mécaniques devront désormais faire vérifier par un bureau spécialisé l'adaptation de tous les pylônes des télécabines à la charge qui leur est imposée, en tenant compte des phénomènes de fatigue ; ils devront également faire examiner la conception des principaux massifs d'ancrage par des spécialistes de la technique du génie civil. L'auscultation des socles en béton, souvent enterrés, pose toutefois des problèmes difficiles de contrôle, notamment des ferraillages dans les parties les plus profondes de l'édifice.

M. Douffiagues a d'autre part souhaité qu'une collaboration beaucoup plus étroite s'instaure entre les équipes de maîtres d'œuvre, d'industriels, de constructeurs de génie civil et les organismes de contrôle. Un maître d'œuvre unique devra être choisi pour suivre la totalité de l'opération, et il en assumera toute la responsabilité.

CLAUDE FRANCILLON.

RMC-Télé-Monte-Carlo

L'assainissement avant la vente

Prochainement en vente, le groupe RMC-TMC est, plus que jamais, considéré par les politiques comme un lot de consolation pour candidats déçus aux autres chaînes. Et si les projecteurs de l'actualité sont encore braqués sur Paris, les manœuvres vont bon train dans le Midi, où les syndicats s'inquiètent des initiatives du directeur de RMC visant à « assainir » les stations et à les rendre les plus attractives possible aux yeux des repreneurs.

Quand il est utilisé pour des entreprises qui, comme Télé-Monte-Carlo, se révèlent, depuis des années, largement déficitaires (plus de 30 millions de francs de pertes par an), le mot « assainir » signifie, la plupart du temps, dégraissage des effectifs. C'est ce que semble préparer M. Pierrick Borvo dans un plan de restructuration évoqué le mercredi 4 mars au conseil d'administration de TMC, dont RMC est le principal actionnaire (60 %) et qui doit se réunir à nouveau le 19 mars.

Une trentaine de départs sont ainsi attendus parmi les soixante-quatorze salariés de la chaîne. Départs dont la rumeur inquiète profondément les syndicats, qui s'étonnent — à un mois de la vente de TMC — de la précipitation de la direction et se demandent si M. Borvo, plus soucieux du personnel de la radio, ne prépare pas là la reconversion télévisuelle de ce dernier. Non à tout licenciement sec, prévient le syndicat monégasque de l'audiovisuel, prêt simplement à envisager des départs en préretraite ou négociés.

Tout le monde attend, en fait, l'appel officiel aux candidatures que doit lancer prochainement la Sofirad et l'arbitrage définitif qui permettra de mieux envisager l'avenir des deux stations. Sur les rangs, les repreneurs se bousculent avec des espoirs plus ou moins grands, des profils plus ou moins adéquats, chacun voyant désormais dans RMC-TMC une carte dont dispose le gouvernement pour consoler ou dédommager un candidat déçu à la Cinq, la Six ou la Une... Il y avait déjà Jean-Claude Decaux, la famille Douce et la société Perrier, la Compagnie générale des eaux et la société québecoise Videotronc — sans compter les candidatures de chaînes étrangères, brésiliennes, australiennes... — ou il y a désormais les Editions mondiales et M. Jimmy Goldsmith, même si ce dernier se refuse à tout commentaire.

Le paysage audiovisuel ne ferait-il pas moins désordre, commentait récemment avec un certain cynisme un membre du cabinet de M. Léotard, si tous les candidats dont le public a *entendu parler* se retrouvaient en fin de parcours avec un lot, fût-ce celui auquel ils n'avaient pas rêvé ?...

Mais l'avenir de TMC passe également par la Cinq ou la Six. Trois jours avant l'attribution du sixième réseau à Métropole TV, une réunion avait déjà eu lieu à Matignon pour travailler sur l'hypothèse d'une association entre la Six — reprise par la CLT — et Télé-Monte-Carlo. Et le président de la Sofirad, M. Antoine Schwarz, ne cache pas que l'idée d'une association entre M 6, la Cinq et TMC est une option sur laquelle il travaille. Une option d'autant plus forte que la CNCL a réduit à néant, pour un avenir proche, les espoirs de la chaîne concernant l'extension de sa zone de diffusion. Les syndicats y voient un nouveau motif d'inquiétude, un accord avec un réseau national devant, pensent-ils réduire considérablement les possibilités pour TMC en matière de production et d'emplois.

Enfin se pose la question de la principauté de Monaco, actionnaire des stations et propriétaire des fréquences. Le prince avait, dit-on, reçu quelques garanties du premier ministre sur l'obtention de nouvelles fréquences permettant d'élargir la zone de couverture de la chaîne et de la rendre économiquement viable. Espoirs temporairement déçus et sujets d'amertume. C'est pourtant vers la principauté que se tourne le syndicat monégasque de l'audiovisuel. *« Acceptera-t-elle*, dit-il, *de perdre le contrôle de ses fréquences radio et télé au profit des combinaisons politiques françaises, au-dessus desquelles elle a toujours essayé de se placer ? Saura-t-elle préserver son patrimoine à l'instar d'un autre petit Etat souverain, le Luxembourg, qui a réussi à défendre ses intérêts parmi ceux de ses trois puissantes voisines ? »*

ANNICK COJEAN.

La découverte d'une cache d'armes

Les membres d'un groupe libanais arrêtés à Paris pourraient être liés à un réseau terroriste palestinien

Les explosifs découverts le mercredi 4 mars par les policiers de la Direction de la surveillance du territoire (DST) dans une cave de la rue de l'Assomption, à Paris (16e), sont composés de trotyl. Un stock de ce même explosif, extrêmement puissant, avait été saisi en 1985 dans un appartement loué par Ibrahim Abdallah, rue Lacroix, à Paris (17e).

C'est également du trotyl qui avait été utilisé dans l'attentat de l'avenue de La Bourdonnais en août 1982 (deux artificiers tués), qui avait été revendiqué par les FARL (Fractions armées révolutionnaires libanaises).

Rue de l'Assomption, les policiers ont également saisi un pistolet Browning de calibre 11,43 mm, ainsi que des cartouches.

Sur les sept personnes interpellées mercredi, seuls la locataire de l'appartement, Leila El Masri, née en 1947 à Beyrouth, et son neveu Ziad Hachache, né en 1957 également à Beyrouth, pourraient être déférés à la justice. Ce dernier détenait la clé de la cave où il aurait entreposé la valise contenant l'explosif.

C'est l'exploitation du carnet d'adresses d'un Palestinien arrêté en Italie après les attentats de *Rome en juillet 1985 qui a permis* aux enquêteurs de parvenir jusqu'à Leila El Masri et Ziad Hachache. Ces derniers sont suspectés d'avoir été en contact avec des Palestiniens auteurs de deux attentats à Madrid, également en juillet 1995, contre les bureaux des compagnies aériennesTWA et British Airways (un mort, vingt-quatre blessés). Ces attentats de Rome et de Madrid avaient été revendiqués à Beyrouth par une « Organisation révolutionnaire des musulmans socialistes ».

D'autres membres supposés de ce réseau ont déjà été arrêtés en possession d'explosifs à Vérone en juillet 1985, et à Hasselt (Belgique) en janvier 1986.

En revanche, selon les enquêteurs, les documents saisis rue de l'Assomption à Paris ne permettent pas, pour le moment, d'établir un lien entre ce groupe et le clan des Abdallah.

URSS

Révolution culturelle cherche révolutionnaires...

Boulat Okoudjava, romancier et célèbre chansonnier soviétique, qui s'est fait une spécialité de décrire, de façon sarcastique, la vie de tous les jours dans son pays, était vendredi 6 mars à Berlin-Ouest en compagnie d'autres intellectuels chargés d'expliquer aux Occidentaux ce qui a changé dans la vie culturelle en URSS. Boulat Okoudjava n'a pas entièrement joué le rôle qui lui était assigné.

Au cours d'une conférence de presse, le chansonnier a déclaré que, *« dans le passé, nous avons déjà assisté à des tentatives pour sortir le pays d'une situation difficile, et, malheureusement, elles se sont mal terminées »*. Boulat Okoudjava faisait vraisemblablement allusion au « dégel » khrouchtchévien.

« Nous voyons se produire une révolution [culturelle], *mais nous manquons de révolutionnaires pour la mener à bien (...). En général, la société est mal préparée (...). Mais j'espère que le processus se poursuivra et s'enracinera »*, a ajouté Okoudjava.

Elem Klimov, secrétaire de l'Union des cinéastes, s'est déclaré plus optimiste à propos de l'assouplissement de la censure. *« Je peux dire qu'en deux cents ans d'histoire russe il n'y a jamais eu une telle relation de bonne volonté entre les artistes et les autorités »*, a-t-il dit.

L'écrivain sibérien Valentin Raspoutine a affirmé pour sa part ne pas croire à l'éventuelle publication des œuvres d'Alexandre Soljenitsyne en URSS.

Un autre écrivain soviétique, Evgueni Evtouchenko, avait donné il y a quelques semaines une interview au magazine américain *Time*, dans laquelle il faisait part de confidences dont il aurait bénéficié jadis de la part de Robert Kennedy. Evtouchenko ne risque pas d'être démenti puisque Robert Kennedy a été assassiné en 1968.

Selon ce récit, Robert Kennedy lui aurait déclaré que la CIA avait « donné » au KGB les identités des deux auteurs qui se cachaient sous des pseudonymes pour publier leurs œuvres « subversives » en Occident : il s'agissait d'Andreï Siniavski et de Youli Daniel. Autant dire que la CIA est responsable du procès Siniavski-Daniel, qui ouvrit une dure période de répression contre les intellectuels dissidents... L'hebdomadaire *les Nouvelles de Moscou* a repris la même thèse dans son édition du 22 février. — *(Reuter.)*

En Ile-de-France

La redevance sur les bureaux sera de 900 F environ par mètre carré

Clôturant les travaux du congrès du Conseil national des économie régionales et de la productivité (CNERP), le 6 mars à Toulouse, *M. Pierre Méhaignerie, ministre de* l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, a indiqué que le montant de la redevance sur les bureaux construits en Ile-de-France serait d'environ 900 F par mètre carré. Les discussions sont en cours avec les élus locaux de la région et des départements concernés pour en déterminer les modalités précises, et notamment les zones où elle s'appliquera.

Le produit de cette taxe servira à financer la construction des infrastructures routières et autoroutières en Ile-de-France, et le conseil régional sera invité à faire un effort spécifique. L'autoroute de ceinture A 86 et la rocade des villes nouvelles sont les travaux les plus urgents.

M. Méhaignerie a précisé qu'il n'était pas question d'envisager un système comparable de redevances sur les *constructions de bureaux* dans les grandes métropoles de province (Marseille, Lyon, Strasbourg, Toulouse).

Coprodnite par FR 3 et Télé-« Libération »

L'émission « Mach 3 » est interrompue

Le seul magazine de l'air et de l'espace des chaînes de télévision françaises est condamné. La direction de FR 3 a décidé que l'émission « Mach 3 », programmée le vendredi 6 mars, à 23 heures, serait la dernière d'une série de dix-sept *« en raison d'un réaménagement de la grille des programmes »*.

« Mach 3 » avait été créée en 1985 par la volonté de la direction de la chaîne et du quotidien *Libération* qui avait chargé deux de ses journalistes, François et Max Armanet de réaliser cette émission mensuelle de vingt-six minutes.

Les sujets traités ont couvert l'actualité aéronautique et spatiale : le vol sans escale autour du monde de Voyager, le débat sur la navette Hermès, les championnats du monde d'ULM, les Airbus, le Mirage 2000 ou le vol à voile.

Le changement de direction de FR 3 semble avoir été fatal à « Mach 3 ». Malgré le désir de Télé-*Libération* qui supportait les trois quarts de son coût, les nouveaux responsables de la chaîne n'ont pas estimé que les téléspectateurs (de 1,3 à 1,7 million selon les émissions) avaient besoin de cette rencontre mensuelle avec le monde aérien. Le Salon du Bourget et sa kermesse aérienne seront peut-être l'occasion d'une nouvelle collaboration entre FR 3 et Télé-*Libération*.

Pollution en Gironde

La mort prématurée des pibales

BORDEAUX
De notre correspondante

Les pibales ont-elles été victimes, en décembre 1986, d'une pollution de l'estuaire de la Gironde dans la zone de la centrale nucléaire de Braud-et-Saint-Louis ? Cela ne fait aucun doute pour les Verts aquitains, qui ont déposé plainte, début mars, auprès du procureur de la République de Bordeaux, afin, disent-ils, d'*« obtenir des analyses exactes des rejets non radioactifs de la centrale nucléaire à l'origine de la pollution »*.

Les pibales ou civelles sont des alevins d'anguilles dont la pêche, ouverte de la mi-novembre au 1er avril dans les eaux de la Garonne et de la Dordogne, représente une activité lucrative. Les pibales sont négociées aux alentours de 400 francs le kilogramme. Elles constituent, en effet, un mets de choix très apprécié dans le Sud-Ouest et dans la péninsule Ibérique, grosse importatrice de ce produit.

Les pibales sont, traditionnellement, accommodées à la poêle, où l'on doit les jeter vivantes. Or, selon le témoignage d'un mareyeur de l'estuaire, Jean-Yves Paret, *« à partir du 4 décembre 1986 et durant une quinzaine de jours, les pêcheurs opérant dans la zone de la centrale nucléaire ramenaient des civelles quasi inertes, comme asphyxiées, et qui mouraient peu après »*.

L'alerte avait été donnée parallèlement par le CEMAGREF (Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et forêts), qui *effectue des contrôles systématiques* sur le site de Braud-et-Saint-Louis. Le 2 décembre 1986, les techniciens de cet organisme ont relevé *« au niveau du rejet en berge un effluent très chargé en matières organiques, en hydrocarbures et en métaux lourds, cadmium, chrome, cuivre, fer, manganèse, plomb et zinc »*. Le CEMAGREF se garde cependant de faire la relation entre un *« rejet exceptionnel »* et la mortalité des poissons.

Comme on pouvait s'y attendre, EDF nie de son côté tout lien de cause à effet entre la mort des pibales et une pollution qu'elle ne conteste cependant pas. *« Pour la première fois depuis la mise en service de la centrale, en 1981, nous avons vidangé le fond des stations de relevage des eaux pluviales*, explique le directeur de la centrale. *Les boues ainsi collectées et rejetées dans l'estuaire ne contenaient pas de produits radioactifs mais des résidus de peinture datant du chantier et des résidus d'hydrocarbures. »* L'opération a été interrompue une fois la pollution constatée par le CEMAGREF. Les Verts aquitains envisagent de se porter partie civile si une suite est donnée à leur plainte.

GINETTE DE MATHA.

● ECHECS : Karpov-Sokolov, 3-2 après cinq parties. — Disputée le jeudi 5 mars à Linares (Espagne), la cinquième partie de la finale du tournoi des candidats au championnat du monde s'est conclue par la nullité en trente-huitième coup. Karpov, qui avait les noirs, a employé pour la troisième fois la défense Caro-Kahn. Sixième partie le samedi 7 mars.

Le numéro du « Monde » daté 7 mars 1987 a été tiré à 524 523 exemplaires

A B C E F G H